





Du 6 au 12 mars 1995, s'est tenu à Copenhague le Sommet des Nations unies sur le développement social. Emploi, intégration, lutte contre la pauvreté ont été les trois thèmes de cette rencontre intergouvernementale, également discutés au Forum des Organisations Non Gouvernementales.

Plusieurs acteurs de la "société civile", certains déjà engagés dans le processus officiel de préparation du sommet, d'autres totalement extérieurs, ont éprouvés le besoin d'organiser au niveau de leur continent, un débat ouvert à une diversité d'initiatives citoyennes, en amont du sommet lui-même. Quatre carrefours continentaux ont ainsi vus le jour : en Afrique (Cape-Town), Asie(Beijing), Amérique (Rio), et Europe (Paris).

Chaque initiative a été portée par un ou plusieurs réseaux d'acteurs locaux. Leurs points communs : leur objet consiste à rassembler des citoyens actifs porteurs de changement social, afin de chercher des sorties positives à la question de l'apartheid social mondial ; leur format, volontairement restreint, s'inscrit dans une logique de groupe de réflexion et non de colloque.

Les quatre carrefours ont mis en commun leur démarche, par une rencontre de représentants de chacun d'entre eux, au moment du sommet, au sein du Forum des ONG.

Le document qui suit rassemble le texte issu de cette mutualisation à Copenhague, ainsi que les principaux extraits des travaux menés dans le cadre du carrefour européen.

Sommaire Pages

- I/ Rencontre à Copenhague des quatre carrefours. 7 mars 1995 3
- II/ Carrefour européen à Paris 16 et 17 février 1995 12
 - Note de problématique envoyée en amont du carrefour 13
 - Déroulement du carrefour 18
 - Objectifs, méthodologie et enjeux du carrefour *Valérie Peugeot* 19
 - Pistes de réflexion pour le carrefour *Ignacy Sachs* 22
 - Abaque : le vote coloré 24
 - Synthèse de la première journée *Patrick Viveret* 27
 - Deuxième journée : ateliers et mutualisation 35
 - Liste des participants 46
 - Fiches d'expériences communiquées par les participants 49
 - Présentation des initiateurs et soutiens 50

EUROPE 99
PROJET DE CIVILISATION

Une alliance mondiale face à l'apartheid social

Document d'étape, mars 1995

Préambule

Face à l'apartheid social croissant qui plonge ses racines dans des causes planétaires communes, mais prend des formes et des intensités variées dans chaque région du monde, il est impossible d'agir isolément, ponctuellement, à un seul niveau. Une stratégie d'ensemble est indispensable, méthodiquement construite dans le temps. Elle suppose, au préalable, la mise en commun d'analyses et de propositions, entre les organisations, les réseaux, les cultures et les continents.

Ce texte est la synthèse des conclusions de "quatre carrefours continentaux" qui se sont tenus en février 1995 : à Beijing pour l'Asie, Rio de Janeiro pour l'Amérique, Paris pour l'Europe, Cape Town pour l'Afrique.

Ces carrefours simultanés, précédant le Sommet Social Mondial de Copenhague, ont réuni des citoyens de plus de 60 pays ; ils sont le reflet d'une citoyenneté mondiale en formation, à la fois enracinée dans les réalités spécifiques locales, et prête à assumer la dimension mondiale des défis contemporains.

Les carrefours sont nés d'une convergence de désirs et d'une mise en commun d'énergies, de réseaux et de moyens entre une dynamique planétaire " l'Alliance pour un monde responsable et solidaire ", née en 1994, et réunissant des personnes de plus de 80 pays autour d'une plateforme commune, et diverses initiatives continentales, en particulier celles des organisateurs des carrefours : le Yanjing Group en Chine, le Southern African Development Education Programme en Afrique du Sud, IBASE

au Brésil, Europe 99, Coordination Sud et le Réseau Européen de l'Economie Alternative et Solidaire en France.

Résultat d'un travail collectif, le texte est aussi et avant tout un point de départ pour aller à la rencontre d'autres désirs et d'autres initiatives, pour approfondir et faire prévaloir des stratégies s'attaquant aux racines de l'apartheid social.

Mais ce dernier ne peut être abordé et traité de façon isolé. Il n'est que l'expression la plus visible de la triple crise qui caractérise cette fin de vingtième siècle : crise des relations et des échanges entre les hommes, crise entre les sociétés, et entre les hommes et leur milieu. C'est dans ce cadre plus large que nous devons mettre en chantier ensemble les mutations pour le siècle à venir.

L'humanité face à ses défis

Dans les sociétés contemporaines, malgré des cycles de croissance économique parfois très rapide dans certaines régions, un apartheid social se développe dans le monde entier. La priorité exclusive donnée à l'économie et à la croissance matérielle, au détriment du développement social, l'absence de contreponds face à la logique économique réductrice des entreprises, la mondialisation à marche forcée de l'économie au mépris des équilibres préexistants, une culture uniformisante qui glorifie l'argent, des Etats peu efficaces, corrompus ou dépassés par les nouvelles réalités, les régimes dictatoriaux encore trop nombreux : autant de facteurs qui provoquent, à des titres divers, cet apartheid et minent la cohésion sociale.

La rapide transnationalisation des échanges, des technologies, de l'économie et de l'information n'a pas assuré la prospérité universelle, mais elle peut constituer une menace pour la survie de l'humanité. Le champ est laissé libre aux explosions de violence, aux replis identitaires, aux trafics et aux prostitutions. Les populations les plus faibles, les moins protégées par la loi :

● ● ●

femmes, jeunes, petits paysans, nouveaux venus des villes, minorités culturelles et ethniques... le payent à prix fort. Les régulations, les anciens systèmes de pensée, les moyens de maîtrise des citoyens sur leur destinée se sont trouvés très affaiblis. Dès lors, le grand défi que nous devons affronter, est de faire naître de véritables régulations internationales, de réels espaces démocratiques, de nouveaux projets de civilisation.

Crise unique, mais spécificités continentales

Asie

L'Asie n'est pas homogène. Elle est composée d'une grande diversité de structures géographiques, ethniques, culturelles, économiques et politiques. Les communautés nationales et régionales ont des stades de développement très différents.

Globalement, le continent montre, aujourd'hui, la plus forte croissance économique mondiale. Les changements sociaux rapides, les transformations structurelles peuvent renforcer l'évolution du développement global, ... ou la briser.

Les participants du carrefour asiatique s'accordent sur le fait que cette croissance a ajouté de nouveaux problèmes aux anciens. Elle s'est réalisée aux dépens des ressources naturelles, de la qualité de l'environnement, de la justice et de l'intégration sociale, des valeurs culturelles indigènes...

Le continent partage des problèmes communs : la croissance de la population, l'épuisement des ressources naturelles, l'imitation du consumérisme occidental, la dégradation de l'environnement, l'écart entre les riches et les pauvres, l'inégalité sociale, les administrations publiques inefficaces et corrompues, la modification des valeurs culturelles usurpant les valeurs traditionnelles, l'absence de droits sociaux

de certains groupes, tels que les femmes, les enfants, les minorités ethniques, et la proportion inconsidérée de ressources utilisées à des fins militaires.

Dans chaque sous-région, certains problèmes prédominent. Pour l'Asie de l'Est, la corruption et la détérioration de l'emploi sont prépondérants. La pauvreté, la difficulté d'accès à la terre et la famine sont les principaux problèmes d'une Asie du Sud fortement peuplée. En Asie du Sud-Est, la perte et le mauvais usage des terres agricoles, la migration rapide des campagnes vers les villes et la distribution de plus en plus mauvaise des revenus et des richesses sont les principaux effets pathologiques de la croissance.

Ces problèmes mettent en danger la survie du continent. S'ils ne sont pas affrontés dès maintenant, ils vont mettre un frein à la croissance économique et accélérer une décomposition sociale grave.

Les gouvernements de cette région doivent donc modifier profondément les politiques centrées, jusqu'à présent, sur la croissance, et donner toute son importance au développement social. Mais, les gouvernements ne sont guère capables de faire face à ces problèmes tous seuls; leur organisation les empêche d'être efficace ; la nature et l'ampleur des défis les dépassent. En effet, ces défis demandent une conception radicalement nouvelle des rapports entre les humains et la nature, entre les hommes et les femmes, entre les gouvernants et les gouvernés.

Les groupes de citoyens et les mouvements sociaux ont donc un rôle essentiel à jouer. Mais, en Asie, ils ont deux caractéristiques : d'une part, leur développement et leur capacité d'organisation sont hétérogènes d'un pays à l'autre ; d'autre part, chaque pays est confronté à ses difficultés propres. C'est pourquoi, ils doivent concevoir et mettre en oeuvre des stratégies adaptées à chaque situation afin de concrétiser leurs efforts. Ils doivent renforcer leur capacité à gérer leurs propres communautés et à participer de manière



significative à la "gouvernance" locale et nationale.

De plus, les groupes de citoyens et les mouvements associatifs doivent renforcer leur articulation par une communication régulière, et coordonner, aussi souvent que possible, leurs actions afin de mettre à profit leurs succès et leurs échecs. Enfin, ils peuvent ensemble donner corps à une philosophie nouvelle porteuse de bien-être pour l'humanité dans une ère nouvelle.

Amérique

Dans l'ensemble du continent américain, les gouvernements et les technocrates imposent un modèle de développement fondé sur la croissance et le marché, la concurrence, les avantages comparatifs. Ils prétendent ainsi apporter aux peuples du Sud de la région le niveau de vie des pays riches. Mais, petit à petit, la marginalisation et l'exclusion de larges couches de la population, y compris dans la région Nord du continent, dévoile l'hypocrisie de ce discours.

Le cas du Mexique est exemplaire : un grand pays, de par sa population et sa richesse culturelle, intégré dans le Traité de Libre Commerce avec les Etats-Unis et le Canada, vit une crise financière et politique sans précédent. Celle-ci est exacerbée par le conflit dans le Chiapas et par une mobilisation sociale permanente.

Le Brésil constitue un autre exemple frappant : les Plans d'Ajustement imposés par le nouvel ordre politique, économique et social prôné par la Banque Mondiale, provoquent un grave dommage au pays. Trente millions d'affamés en sont la manifestation la plus criante. De tels exemples se retrouvent dans tout le continent.

Les politiques dominantes dans la région affaiblissent beaucoup la dimension et le rôle des Etats, transférant au marché des services essentiels tels que la santé et l'éducation, ou des politiques clés comme la protection de l'environnement.

Le modèle de croissance et l'amointrissement regrettable du rôle de l'Etat laissent un espace vacant dans lequel les nouvelles organisations de la société civile peuvent jouer un rôle considérable. Pourtant, jusqu'à présent, ces pôles d'innovation n'arrivent pas non plus à proposer une dynamique capable de s'opposer au modèle dominant.

Les organisations traditionnelles (partis, syndicats) sont plongées dans une crise irréversible. Les initiatives des organisations de la société civile expriment la recherche d'une nouvelle représentation politique, sans pour autant vouloir se substituer aux structures traditionnelles. Elles doivent, de plus, s'efforcer de peser plus sensiblement sur le système politique au niveau national.

Europe

En Europe de l'Ouest, les équilibres réalisés depuis 40 ans entre croissance économique et justice sociale sont mis à mal. Une société jusqu'à fondée sur le travail productif ne parvient plus à réaliser le plein emploi, ni à empêcher précarisation et exclusion massives.

Et pourtant, les gouvernements européens refusent d'affronter cette crise du modèle de développement et de remettre en cause un système de production construit autour d'une consommation de masse.

Le décalage croissant entre population active, d'une part, et population inactive ou en situation de précarité, d'autre part, entraîne une crise financière des systèmes de protection sociale sans précédent. Sous la pression néo-libérale, et en réaction aux phénomènes bureaucratiques et d'assistance, la tendance est au démantèlement de ce qui est la conquête majeure des sociétés européennes depuis la seconde guerre mondiale.

L'Union Européenne, cernée par les conflits et les guerres, a plus besoin que jamais de poursuivre

son processus d'intégration. Pour cela, les européens doivent se doter d'un véritable projet de société, bien au delà des simples dimensions économiques et financières.

L'Europe de l'Est, elle, se retrouve à la croisée des chemins entre une histoire désormais révolue mais pesante, un modèle occidental dont elle peut apercevoir certains écueils, mais combien attractif, et une hypothétique voie nouvelle et innovante qu'elle saurait inventer dans son grand désarroi actuel. Peut-on concevoir un projet de société pour une grande Europe réunifiée?

Pour les participants au carrefour européen, de l'Est ou de l'Ouest, il est prioritaire de considérer l'économie comme un sous ensemble de l'écologie et de l'anthropologie, c'est à dire de la nature, de la culture et du social. Des initiatives solidaires, des alternatives positives sont possibles face au sentiment de "sauve-qui-peut" et aux logiques défensives ; le travail peut-être choisi et non contraint.

Aux côtés du marché et du secteur public, un vaste champ appelé "tiers secteur" porte les germes d'un autre développement. En son sein, économie alternative et solidaire d'une part, économie sociale d'autre part, de poids et de dynamisme bien différents, doivent apprendre à se compléter.

Afrique

Le continent africain est le produit de facteurs historiques issus du colonialisme et de l'impérialisme. Ceci, ajouté au modèle de développement actuel dominant focalisé sur la croissance économique, a provoqué la dépendance, le sous-développement et les inégalités toujours croissantes au sein des pays africains et entre eux.

Néanmoins, l'Afrique est déterminée à réclamer sa place comme continent sur un pied d'égalité, à s'engager dans la recherche d'alternatives de

développement qui valoriseront son héritage culturel riche et varié, mobiliseront ses énergies créatives et humaines et assureront l'usage effectif de ses ressources naturelles dans un développement holistique et durable, centré sur l'Homme.

La manière dont l'histoire est interprétée crée une exclusion particulière qui prive le peuple africain de sa mémoire et de sa culture collectives. Ceci est aggravé par le monopole des systèmes de communications détenus par les pays du Nord, l'imposition de systèmes d'éducation monoculturels, les gouvernements non démocratiques, corrompus et faibles, une déroute économique due aux mauvais termes de l'échange, qui ont conduit à l'imposition des Programmes d'Ajustements Structurels. Ces Programmes ont, par des coupes sombres dans les dépenses sociales, détérioré la condition des pauvres spécialement dans les secteurs informels et agraires, en affectant de manière disproportionnée les femmes et les enfants. D'autres conséquences sont la mauvaise utilisation écologique des ressources naturelles, l'exclusion des domaines de la recherche, des sciences et des technologies, et l'exclusion raciale, linguistique et de genre.

Des puissances extérieures à l'Afrique se sont approprié l'immense richesse culturelle de la musique, de l'art et de l'artisanat africains, sans bénéfice ni pour les artistes, ni pour le continent.

Dans beaucoup de pays africains s'installent des systèmes politiques non démocratiques, la corruption, une militarisation accrue et des conflits sanglants. Dans la plupart d'entre eux, l'immixtion de puissances et d'institutions extérieures ont poussé le gouvernement à faillir à sa responsabilité vis à vis du bien-être de ses citoyens. Le développement d'Etats corporatistes a conduit à un appauvrissement continu, alors qu'une prise de conscience croissante montre le besoin d'établir et d'améliorer les capacités de transformation de la société civile en établissant de nouveaux systèmes fondés sur des gouvernements solides.



Les africains ont besoin de construire une vision collective, adaptée à leur contexte pour s'attaquer à leurs problèmes spécifiques communs.

L'intégration africaine sur une base régionale ou locale est la condition nécessaire d'une économie autonome, se suffisant à elle-même au plan alimentaire, maîtrisant les sciences et technologies; de même, une coopération interne, industrielle et agricole, donnerait une puissance commerciale accrue aux acteurs, et des conventions continentales et internationales protégeraient les droits des citoyens et leur sécurité.

Les droits de la femme doivent être garantis, inclure l'accès à la terre, à l'éducation, au travail et au crédit, et être soutenus par un fonds de développement social africain pour l'équité des genres.

La création d'espaces et de mécanismes pour renforcer les démocraties, un rôle plus participatif de l'Etat et le développement d'un pluralisme politique, culturel et religieux devraient éliminer la tendance au fondamentalisme et à la fragmentation accrue des sociétés africaines.

Une force de sécurité et une démilitarisation sont nécessaires en Afrique, au profit financier du développement social.

Affrontons les défis, prenons les initiatives

Les problèmes énoncés sont des faits mais non des fatalités. Nous n'avons pas à les accepter comme tels. Nous avons le désir et le pouvoir de réagir en tant que citoyens de nos pays et du monde. Les défis sont immenses, complexes, mondiaux. Mais nous sommes nombreux, nous pouvons être déterminés, nous devons puiser dans notre révolte. Si la mondialisation est une menace à l'ordre ancien, elle est aussi une chance pour la

citoyenneté mondiale. Ne nous limitons pas à qualifier le développement : humain, durable, social, ... Osons inventer de nouvelles perspectives pour l'humanité. N'attendons pas des Etats, trop enfoncés dans leurs frontières, leurs bureaucraties et leurs privilèges, dépassés par la globalisation qu'ils ont contribué à générer, qu'ils prennent l'initiative. Prenons-la.

En écho à l'unité et à la diversité du monde, osons penser et agir simultanément à de multiples échelles. Nouvelles régulations internationales et initiatives locales se renforcent mutuellement et sont indispensables les unes aux autres.

Faire émerger, à l'échelle des continents, des "projets de société".

Nous croyons que rien ne sera possible sans l'émergence de véritables projets de société, à l'échelle de chaque continent et de chaque région du monde. Les Etats-Nations, dans leur grande majorité, n'ont pas l'échelle et le poids suffisants pour constituer le cadre de tels projets. Ce n'est pas pour autant en soumettant chacun à un "ordre mondial" et à une concurrence internationale sans frein que l'on dépassera les limites des régulations actuelles.

L'Union Européenne elle-même, exemple avancé d'intégration régionale, est loin de fournir un modèle ; il lui manque un véritable projet de civilisation, issu d'un large débat et d'un accord sur des valeurs. Une capacité et un désir de recréer un modèle original de développement à plusieurs dimensions - économique, écologique, culturel, social - lui permettrait de sortir de stratégies défensives à l'égard du reste du monde.

En s'organisant, en ayant une grande ambition, en reliant entre elles les multiples initiatives existantes, les acteurs organisés des sociétés civiles de chaque continent, les femmes, les jeunes, les paysans, les entreprises, les consommateurs, les syndicats, les unions professionnelles... sont à même de traverser les frontières, de dépasser les cloisonnements pour

faire naître de tels projets. La fin du modèle issu de l'ancienne Union Soviétique et l'hégémonie idéologique du libéralisme laissent les citoyens face à un vide de pensée. Or ils sont, par leurs expériences, leurs actions et leurs réflexions, porteurs d'innovation et de changement. Aussi, la constitution de réseaux continentaux et intercontinentaux d'échanges d'expériences, de dialogues et de propositions doit-elle constituer une priorité.

Pour une nouvelle "gouvernance" mondiale

L'indispensable réforme du système international et l'invention de nouvelles régulations adaptées aux défis contemporains deviendront possibles si les citoyens du monde se mettent ensemble en situation d'en négocier et d'en imposer les principes. En particulier, nous pensons :

- ⇒ à l'ouverture des instances mondiales à une représentation des organisations des citoyens,
- ⇒ à l'évaluation, dans le cadre d'un débat public, des conséquences sociales et sur l'environnement des décisions internationales,
- ⇒ à la participation équitable des différents ensembles continentaux à la gestion du monde,
- ⇒ aux règles d'intervention des institutions financières mondiales respectueuses des intérêts des pays, et des programmes de développement conçus et mis en oeuvre par les populations concernées,
- ⇒ à la régulation des marchés financiers mondiaux et plus généralement des échanges commerciaux et technologiques, à de nouvelles règles du jeu sur la monnaie, pour réorienter les flux financiers autant que possible vers le développement social (taxe Tobin, écotaxe...),
- ⇒ aux conditions d'intervention et de fonctionnement des entreprises transnationales,
- ⇒ au droit légitime de chaque espace

continental ou régional à préserver sa culture et ses outils de production,

- ⇒ à la régulation des grands équilibres démographiques et des ressources planétaires, et à la promotion de formes de développement réellement respectueuses de la richesse humaine et écologique de la planète,
- ⇒ à la mise en place d'une sécurité régionale collective, seule susceptible de permettre une réduction sensible des dépenses d'armement des pays, au profit d'efforts accrus de développement humain.

Pour un nouveau rôle de l'Etat

A l'échelle de chaque Etat, la dernière décennie peut donner l'illusion d'un progrès irrésistible et presque universel des démocraties. C'est en bonne partie un leurre. Trop souvent la démocratie se limite à l'exercice épisodique d'un droit de vote. Les votes, eux-mêmes, font parfois l'objet d'un important trafic et les citoyens n'exercent guère de contrôle sur les gouvernements. Dans beaucoup de pays, l'Etat est à la fois, autoritaire face à la société civile là où il devrait dialoguer, et faible ou incompétent là où il devrait entreprendre et animer. La justice sociale ne peut être obtenue par des Etats faibles, incapables d'imposer les solidarités indispensables. Enfin, les démocraties plus anciennes souffrent trop souvent d'une crise de la représentation politique.

Nous voulons des Etats solides, mais surtout nous pouvons concevoir et promouvoir un nouveau type d'Etat. Il faut dépasser la vision dichotomique de l'Etat et du marché et promouvoir un "Etat animateur" qui assure une régulation non bureaucratique entre l'intérêt des communautés locales et l'intérêt national. Des exemples partiels positifs existent en de nombreux lieux, donnant des points de repère pour des stratégies de transformation de l'Etat. Là aussi, le développement de réseaux d'échanges

• • •

d'expériences est prioritaire pour diffuser de telles stratégies.

Plusieurs principes nous servent de guide pour promouvoir ce nouveau type d'Etat :

- ⇒ un Etat solide a besoin d'une société civile organisée ; le désir de diviser les citoyens est au contraire le signe d'Etats faibles et autoritaires, peu sûrs de leur légitimité;
- ⇒ la démocratie doit être participative; l'Etat doit par mille moyens faciliter la prise d'initiative, la responsabilité et l'exercice de la solidarité par les citoyens eux-mêmes;
- ⇒ la transparence de l'action publique et les conditions de son évaluation permanente par les citoyens sont indispensables;
- ⇒ des droits juridiques et sociaux doivent être assurés à tous, en particulier aux femmes et aux minorités culturelles et ethniques;
- ⇒ la décentralisation du pouvoir public vers des territoires dont la taille permet une solidarité économique et sociale réelle et vécue, est la condition d'une bonne adaptation entre l'action publique et une citoyenneté active.

De la société civile à une citoyenneté organisée

Face à des processus lourds de déstructuration sociale qui mettent en péril des formes anciennes de solidarité, il faut contribuer à l'émergence des initiatives citoyennes. Celles-ci sont de plus en plus à même de relier leur action locale à une action planétaire. Cette capacité leur donne la force d'affronter les questions mondiales. C'est à travers des perspectives globales que les actions locales prennent du sens.

Mais la société civile doit cesser de se définir par la négative (Organisations Non Gouvernementales). Encore peu organisée, elle doit bien définir son identité et les valeurs qu'elle

partage. Ce travail préalable est indispensable à une structuration qui doit être menée dans la continuité et indépendamment des grands temps de débat public, tels que les sommets mondiaux.

Certains acteurs organisés de la société civile se considèrent non comme des "pompiers sociaux ou humanitaires", mais comme de véritables acteurs politiques responsables. Leur responsabilité est différente et complémentaire de celle des institutions et des corps intermédiaires traditionnels (partis, syndicats...). Ils refusent de jouer un rôle d'amortisseur des conflits sociaux et de sous traitant des tâches de service public: tout en jouant leur rôle de réparation inévitable, ils veulent s'attaquer aux causes structurelles du délitement social et constituer une force de propositions pour l'ensemble des défis contemporains.

De cette responsabilité assumée peut naître une nouvelle relation aux institutions et aux Etats. Ces derniers, souvent dépassés par leurs tâches, délèguent de plus en plus des fonctions essentielles (lutte contre l'exclusion, aide humanitaire...). Sans se laisser piéger, les initiatives de citoyenneté doivent obtenir une reconnaissance de leur autonomie et un accès au décisions publiques à hauteur de leur rôle.

Cette recherche d'une nouvelle organisation et responsabilisation des initiatives citoyennes implique :

- ⇒ une réflexion sur leur démocratie interne, sans quoi leurs revendications démocratiques seraient privées de sens,
- ⇒ l'élaboration d'un nouveau dialogue avec les media, fondée sur une responsabilisation mutuelle,
- ⇒ le développement d'actions d'éducation et d'information à la citoyenneté,
- ⇒ une utilisation des nouvelles technologies (autoroutes de l'information...) au profit d'expériences de démocratie participative,

⇒ l'élaboration d'agendas communs, pour poursuivre le travail initié autour des sommets mondiaux, indépendamment des calendriers institutionnels,

⇒ enfin et surtout, un travail de mutualisation systématique de leurs actions, afin qu'elles puissent s'amplifier. Ce travail, entrepris pendant le carrefour, sera poursuivi de façon permanente, et ouvert à d'autres dynamiques.

Pour une économie au service de l'Homme

L'intégration à l'économie mondiale n'apportera, dans aucun continent, un travail salarié pour tous. Des moyens complémentaires doivent assurer une participation équitable de tous à la prospérité collective et au partage de ses fruits. En particulier, nous croyons indispensable :

⇒ de soutenir, par un cadre institutionnel et des appuis appropriés, les initiatives qui combinent objectifs sociaux et économiques, notamment celles qui naissent dans les milieux les plus modestes et qui sont porteuses de formes économiques solidaires,

⇒ de promouvoir partout, sur le modèle des multiples expériences réussies, un financement alternatif et solidaire sans lequel le droit à l'initiative reste incantatoire,

⇒ de rendre possible, et si nécessaire de protéger, en complément des systèmes d'échange internationaux, les systèmes locaux d'échange de biens et services,

⇒ de développer, à côté du partage du travail, des activités porteuses de nouveaux liens sociaux dans les régions où la croissance ne crée plus d'emplois,

⇒ d'assurer que les instruments publics de mesure du développement s'attachent au développement humain dans son ensemble et non à la seule croissance économique, qu'ils prennent

en compte la réalité de la contribution de tous à la prospérité nationale et non les seuls échanges marchands, qu'ils promeuvent un développement durable et non une croissance faite au détriment des richesses humaines et écologiques.

Des rendez-vous pour les mois et les années à venir

La dynamique du Sommet mondial de Copenhague a été l'occasion de cette première rencontre issue des quatre carrefours continentaux. C'est le début d'un processus. Nous le poursuivrons dans les années à venir. Il faut pour cela donner vie à des initiatives locales, nationales et continentales articulées, qui soient l'embryon d'une citoyenneté mondiale. L'Alliance pour un monde responsable et solidaire peut constituer une dynamique porteuse de cette citoyenneté.

Dans cette dynamique, nous nous dotons d'un calendrier de travail pour préciser et enrichir des perspectives qui ne sont ici qu'esquissées. Nous mutualiserons nos expériences et construirons, en priorité, les réseaux d'échanges nécessaires. Nous traduirons, dans des plates-formes régionales, des projets de société enracinés dans la richesse des différentes civilisations.

Calendrier

1. Approfondir les propositions et définir une stratégie de mise en oeuvre

Derrière chaque ligne de ce texte il y a des analyses, des innovations locales ou nationales, des propositions concrètes émanant des participants aux carrefours mais aussi de nombreuses autres initiatives. Nous nous proposons, dans les trois mois à venir, de mettre en forme l'état des réflexions sur ces propositions et, dans les trois ans à venir, de les formuler collectivement.

● ● ●

2. Elaborer des "plates-formes continentales "

A partir des matériaux réunis dans les carrefours continentaux et à la lumière de ce texte commun, nous réaliserons, dans les trois mois à venir, une première synthèse par continent sur les défis posés par l'apartheid social. Puis, dans l'année suivante, nous continuerons à échanger avec les participants des carrefours, les membres de l'Alliance et d'autres initiatives de citoyenneté, et nous élaborerons des " plates-formes continentales " qui préciseront, en fonction des particularités de chaque continent, les mutations à engager dans les décennies à venir, en profitant des avancées réalisées à l'occasion du Sommet Social de Copenhague.

3. Identifier et relier les initiatives locales

De multiples réseaux d'échanges d'expériences sont déjà en place. Ils tentent de relier les initiatives locales à des dimensions globales, qu'elles soient régionales, nationales, continentales, voire planétaires. Nous éprouvons tous la nécessité de mettre en commun nos efforts pour identifier ces initiatives et ces innovations. Pour cela, les rencontres et les échanges réguliers utilisant, entre autres, de nouvelles technologies comme Internet, facilitent grandement les choses.

4. Contribuer ensemble à la préparation d'un rendez-vous à l'aube du 21e siècle

Nous voulons que la diversité de ces initiatives soit source de richesse mutuelle et non de dispersion. Pour cela, il faut nous fixer des rendez-vous communs. Dans cet esprit, après avoir recensé les initiatives qui raisonnent au plan planétaire et envisagent une réponse civique à la triple crise des échanges énoncée en préambule, nous nous proposons un rendez-vous mondial. C'est à cette Assemblée des peuples, à ce Jihui des communautés, à ce Panchayat des citoyens du monde que nous nous donnons mutuellement rendez vous pour l'aube du 21e siècle.

Copenhague, le 6 mars 1995

Pour participer à cette dynamique, vous pouvez contacter:

*The Yanjing Group
Research Center of Culture and Development
116, bldg. 28
Wei Xiu Garden, Peking University
Beijing 100871 CHINE
fax: (861) 256 9479
email: wangyi@bepc2.ihep.ac.cn*

*IBASE
Rua Vicente de Souza, 29
22251-070 Rio de Janeiro BRASIL
fax: (5521) 286 0541
email: candido@ax.apc.org*

*Europe 99 projet de civilisation
21, boulevard de Grenelle
75015 Paris FRANCE
fax: (331) 45 78 34 02
email: eur99.VP@globenet.gn.apc.org*

*Southern African Development Education
Programme
University of the Western Cape
Private Bag X17
Bellville 7535 AFRIQUE DU SUD
fax: (2721) 959 3242
email: taylor94@iaccess.za*

*et la Fondation pour le Progrès de l'Homme
38, rue Sain Sabin
75011 Paris France
fax (331) 43 57 06 63
email: gustavo@fph.fr*

*A l'initiative de
An initiative by*

EUROPE 99
PROJET DE CIVILISATION

*16 et 17 février 1995
February 16th & 17th, 1995*

Paris

CARREFOURS CONTINENTAUX

**CITOYENNETÉ
ET SORTIES DE
L'APARTHEID SOCIAL**

*Pour la construction d'un monde
responsable et solidaire*

CONTINENTAL FORUMS

**CITIZENSHIP
AND WAYS OUT OF
SOCIAL APARTHEID**

*Building a responsible
and united world*

Avec le soutien de la
With the support of the

**Fondation
pour le Progrès de l'Homme**

**La Caisse des dépôts et
Consignations**

En collaboration avec
In collaboration with

**Le Réseau Européen
d'économie Alternative
et Solidaire**

La Coordination SUD

Carrefour européen
Citoyenneté et sorties de l'apartheid social
pour la construction d'un monde responsable et solidaire
Paris, 16 et 17 février 1995

Note problématique

Ces quelques lignes sont uniquement destinées à lancer le débat, à permettre à chacun de se positionner sur quelques points névralgiques et à esquisser des propositions que nous pourrions ensemble amender, transformer ou écarter.

Préambule

- § 1 L'exclusion sociale constitue de nos jours l'expression la plus inhumaine de la triple crise qui secoue les sociétés contemporaines: crise des échanges et des relations entre les hommes, entre les sociétés, entre les hommes et la nature. L'humanité ne pourra pas vivre en paix dans un monde de diversité si elle ne parvient pas à renverser les processus d'exclusion sociale. C'est un des principaux défis pour les habitants de la planète en cette fin du XXème siècle.
- § 2 Les diverses formes de l'exclusion sociale dans les pays européens, notamment de l'Europe de l'Ouest, trouvent leur origine dans l'épuisement d'un modèle de croissance économique qui ne génère plus d'emploi, alors qu'il constituait dans les sociétés industrielles le mode principale d'inclusion dans la vie sociale. Les riches ont de moins en moins besoin des pauvres. C'est moins l'exploitation sociale que l'apartheid qui menace maintenant nos sociétés. L'aggravation de l'exclusion sociale, en Europe, constitue un nouveau *problème historique*, propre aux sociétés industrialisées qui ont atteint un seuil d'épuisement de leur capacité à répondre aux demandes sociales les plus vitales.
- § 3 L'exclusion sociale ne se réduit pas à la pauvreté matérielle. Elle marginalise une partie de la société, entraînant pour ceux qui la subissent une perte de dignité, de confiance en soi et brise les liens qui fondent le contrat social.
Dans ce contexte, les devoirs autant que les droits sociaux, économiques et culturels doivent être affichés en tant que droits et devoirs fondamentaux et constituer des véritables objectifs politiques, ce qui implique l'appropriation de ces mêmes droits par les populations concernées. C'est la condition première en Europe à la lutte contre l'exclusion et au tissage d'une cohésion sociale.
- § 4 La lutte contre l'apartheid social au niveau mondial implique une responsabilité partagée. Il est indispensable que les sociétés les plus prospères affirment leur solidarité avec les pays du Sud. Celle-ci repose en premier chef sur l'adoption de politiques économiques et financières

qui ne déstructurent pas les économies locales et qui favorisent un développement adapté aux spécificités du pays. Dans cet esprit, une redéfinition des objectifs de la coopération au développement est fondamentale.

I. Des lignes de force pour sortir de l'exclusion sociale en Europe

- § 5 Les problèmes de l'exclusion en Europe ne peuvent être résolus par addition de politiques sociales à un modèle productiviste épuisé ni par simple ajout de mesures d'assistance à un modèle social inchangé. Un modèle culturel, économique et social ne se change pas comme une roue crevée mais, en même temps, les personnes privées d'emploi ou exclues ne peuvent attendre. C'est cette double exigence de recréer un modèle de civilisation européenne et de répondre à l'urgence qui doit nous guider.
- § 6 Face à l'exclusion sociale, la création d'emplois dans les secteurs productifs de biens et de services demeure une mesure prioritaire, mais il s'agit aussi de saisir et de valoriser toutes les opportunités de développement dans des secteurs porteurs d'une nouvelle dynamique économique, sociale et culturelle. Cela implique de réfléchir à l'organisation et au temps de travail productif salarié couplé à un développement dans l'ensemble de la société d'activités marchandes et non marchandes.
- § 7 Si l'insertion productive demeure un objectif prioritaire, si les politiques d'assistance sont certes nécessaires face à la détresse des chômeurs et des exclus, il faut inventer des régulations sociales, économiques et politiques capables de renverser l'aggravation des inégalités. En effet, un exclu assisté n'en reste pas moins un exclu. Cela implique de repenser une réorganisation de la richesse, en particulier par une répartition de l'ensemble des revenus -productifs, capitalistiques, fonciers...-. Et simultanément une réorganisation des institutions telles que l'éducation, la santé, la formation, l'organisation de l'entreprise et de la fonction publique dans son ensemble, afin de rendre possible cette répartition plus juste des richesses.
- § 8 La culture économique dominante prône et impose une dérégulation généralisée, alors qu'il est essentiel de constituer et d'articuler les différents niveaux -local, national, européen, mondial- où les citoyens peuvent maîtriser les enjeux de la lutte contre l'exclusion. En premier lieu, les États doivent être responsabilisés. Mais tout n'est pas à attendre des États, Gullivers empêtrés dans un monde complexe. La société doit puiser dans d'autres espaces la capacité imaginative, transformatrice et régulatrice nécessaire pour faire face à la mutation que nous vivons. Tant la logique centrée sur l'État que l'idéalisation des forces libres du marché doivent être dépassées.
- § 9 Rechercher les moyens de remplacer le simple droit à l'assistance par un droit à la dignité et à une activité professionnelle et sociale doit être affirmé comme une priorité. Dans cette démarche, exclus ou chômeurs ne sauraient être considérés seulement comme victimes, mais comme citoyens.

• • •

§ 10 Au-delà des urgences, et sans attendre que les États n'en prennent l'initiative, les citoyens européens doivent travailler ensemble pour jeter les bases du projet de civilisation pour l'Europe, sous la forme d'une Constitution. Ce texte fondateur doit affirmer comme une priorité son refus de l'exclusion, peut être le moyen de mobiliser les énergies des citoyens.

II. Articuler les initiatives contre l'exclusion avec une nouvelle citoyenneté pour un monde responsable et solidaire

§ 11 Dans les collectivités locales, les associations, les entreprises, les mouvements associatifs, etc., il existe une floraison d'innovations économiques et sociales mises en oeuvre par les gens, notamment par les jeunes et les femmes. Économie sociale, économie alternative et solidaire, entreprise et association d'insertion, association de lutte contre l'exclusion, ONG de développement, création de son propre emploi, mise en place de circuits locaux d'échanges de biens, services et savoirs,... la majorité de ces acteurs sont aussi porteurs de pratiques capables de générer des propositions politiques de sortie des situations d'exclusion.

§ 12 L'interaction entre ces différents acteurs, entre ces diverses expériences, doit permettre une action commune, avec pour objectif la construction d'une alliance pour un monde responsable et solidaire. Seule une citoyenneté active et participative, mobilisée contre toutes les formes d'exclusion sociale, permettra de tendre vers cet objectif. Être citoyen ne se limite pas à mettre un bulletin dans l'urne. Militer dans une association locale, se sentir en prise sur son destin individuel et collectif, agir sur les réels défis des hommes et des femmes d'aujourd'hui du niveau local au niveau mondial, contribuent à une citoyenneté complète.

§ 13 Encore faut-il que soient posées les questions suivantes:

* comment ces initiatives peuvent-elles fonctionner ensemble en dépassant les logiques et les inerties institutionnelles de chacun et proposant des mesures pour mieux articuler les initiatives locales avec les politiques globales?

* quels rapports sont envisageables entre les initiatives prises par les associations, les collectivités locales, les mouvements associatifs d'une part, et les lieux de pouvoir (ou de contre pouvoir) de l'autre?

* peut-on inventer de nouveaux rapports entre les citoyens et leurs organisations qui complètent et pallient aux limites de la seule démocratie représentative? Par exemple: ombudsman, forums et conseils consultatifs, advocacy planning, coopération contractualisées entre les pouvoirs publics et les associations des citoyens...

III. En tenant compte de l'ensemble de réflexions et propositions énoncées, comment nous situer à l'égard de la Conférence des Nations Unies à Copenhague?

§ 14 L'objectif est de profiter de l'occasion offerte par la Conférence des Nations Unies pour rencontrer des personnes et des organisations porteuses de valeurs, d'analyses, d'expériences

et de réflexions convergentes. Celles-ci doivent pouvoir renforcer la dynamique sociale pour un monde responsable et solidaire, en précisant les responsabilités de chacun, et en proposant un agenda.

Pour cela, nous souhaitons mettre en débat des propositions à trois niveaux: mondial, européen, national.

§ 15 Au plan mondial,

* Réforme de l'ONU tant attendue, de même que celle des institutions de Bretton Woods (F.M.I., Banque mondiale) et réglementation de la toute nouvelle O.M.C. (Organisation Mondiale du Commerce) répondant à des objectifs de développement humain - protection de l'environnement, la lutte contre l'exclusion, maintien de la cohésion sociale - et contribuant à une régulation économique mondiale... En particulier, l'O.M.C. doit fixer des conditions de l'échange international qui garantissent la possibilité, pour chaque ensemble continental, de définir ses objectifs de développement et de maîtriser ses échanges avec les autres ensembles continentaux.

* Participation active dans le suivi et l'évaluation de l'application des résolutions qui seront prises à Copenhague. A cette fin, un collectif regroupant des représentants des différents secteurs (États, associations, entreprises, organismes internationaux, collectivités...) doit pouvoir élaborer et publier des rapports périodiques sur la condition sociale du monde.

* Redéfinition des régulations et des règles du jeu du commerce, des flux financiers, des conditions de l'aide internationale, de la dette bilatérale et multilatérale, des mesures du développement et de l'engagement de la communauté internationale sur quelques programmes mobilisateurs.

* Dégagement des moyens d'action pour le financement du développement et l'appui à l'orientation de l'épargne en direction de la création locale de richesse et de nouvelles sources d'emplois. Ceci peut se faire par le biais de la fiscalité : taxation des flux financiers internationaux et nationaux (Ex : proposition de J. Tobin - Rapport PNUD 1994), éco-taxe, dividendes de la paix... Et par le biais de politiques visant à lutter contre le blanchiment de l'argent, la corruption, les paradis fiscaux...

* réorientation de l'aide publique au développement pour soutenir, dans une optique d'équité inter générationnelle, des initiatives associant les populations à la transformation de leurs propres conditions de vie et les processus d'organisation de la société civile qui s'esquissent dans les pays du Sud.

* conception d'outils de mesure du développement humain pour prendre en compte les échanges marchands mais aussi la production, la qualité de vie, les relations entre les hommes et la gestion de l'environnement.

* Des espaces internationaux jusqu'ici réservés aux gouvernements tels que les commissions internationales des droits de l'homme, doivent être rendus accessibles à d'autres partenaires : collectivités locales, ONG...

- § 16 Au plan européen,
- * Mise en débat d'une déclaration solennelle sur l'Europe qui affirme collectivement les valeurs de civilisation autour desquelles mobiliser les énergies. Cette déclaration devrait fonder la réforme des traités de l'Union européenne pour faire passer l'Europe d'un grand marché à un projet de civilisation inscrit dans un monde responsable et solidaire.
 - * définition du cahier des charges des politiques de santé, d'éducation, d'aménagement du territoire et de lutte contre l'exclusion... à partir d'un processus intense d'échange d'expérience sur les initiatives porteuses d'avenir en regard des défis que nous avons identifiés ci-dessus,
 - * formulation, au-delà des actuels projets de relance de la croissance par les grands chantiers civils, de programmes mobilisateurs associant offre d'emploi à temps partiel couplée à une offre d'activité (réhabilitation de zones dégradées, développement des échanges entre les sociétés...)
 - * traduction du droit au crédit en droit des exclus à la confiance, en créant une banque européenne d'appui aux initiatives de lutte contre l'exclusion.
 - * mise en oeuvre d'un principe de subsidiarité active, conciliant le droit à l'initiative locale avec une solidarité au niveau plus large, par l'articulation entre les différents niveaux des collectivités territoriales -depuis l'Europe jusqu'au quartier-
- § 17 Au plan national,
- * traduction des cahiers de charges définis au niveau européen, en politiques nationales et locales.
 - * évaluation, avec tous les acteurs concernés (associations, État, entreprises, collectivités locales, exclus, etc.), des politiques pour réorienter en profondeur les moyens publics et privés consacrés à la lutte contre l'exclusion.
 - * évaluation des inégalités économiques et sociales actuelles et de leurs conséquences, pour formuler et mettre en oeuvre des programmes d'emploi et d'activités dans les secteurs marchand et non marchand.
 - * mise en place des dispositifs d'évaluation de la mise en oeuvre de ces mesures associant les différents secteurs de la société, en particulier les exclus.
 - * définition du cadre du partenariat entre l'État, les associations, les collectivités locales, les entreprises... dans le but d'une participation plus grande de tous dans la conception et la mise en oeuvre des programmes sociaux ; il s'agit ainsi de penser une autre distribution des pouvoirs et des responsabilités. Le travail mené par les différents acteurs de cette dynamique sociale doit avoir un financement spécifique et cesser de dépendre de politiques de subvention aléatoires et/ou inadaptées.
 - * Les formes et procédures de la démocratie représentative doivent être repensées pour accroître la possibilité des populations à se faire entendre et à prendre des initiatives.
- § 18 Il faut saisir l'occasion du Sommet social de Copenhague pour faire un pas significatif vers une dynamique mondiale, donnant force à une alliance vers un monde responsable et solidaire capable de faire face à l'exclusion sociale et à construire une paix durable.

Déroulement du carrefour

Jeudi 16 février

- 9 h 00 • **Ouverture** : objectifs et enjeux du carrefour. Introduction par Valérie Peugeot (Europe 99) et Gustavo Marin (FPH).
• **Le sommet de Copenhague** : échanges d'informations et débat sur la préparation du sommet, analyse et évaluation de ces premiers résultats.
Introduction : Michel Faucon (Coordination S.U.D.).
• **Les carrefours continentaux** : interventions des représentants des carrefours africain, américain et asiatique.
- 11 h 15 • **La méthodologie du carrefour** : présentation de l'outil permettant une prise de position sur les propositions
• **Au delà du sommet, les enjeux du développement social mondial**
Introduction : Ignacy Sachs (ÉHÉSS).
- 12 h 00 • Travail en **ateliers** autour de quatre thèmes :
—> De l'emploi productif à l'activité : quelles articulations avec la protection sociale et la redistribution des richesses ?
—> Dépasser l'alternative État/marché
—> Vers une responsabilité politique des initiatives de citoyenneté
—> Sortir l'Europe des stratégies défensives à l'égard du reste du monde
- 16 h 15 • **Travail préliminaire sur les propositions** : débat autour du tableau récapitulatif des prises de positions.

Vendredi 17 février

- 9 h 00 • **Synthèse** réalisée à partir des travaux des ateliers et du tableau récapitulatif. Identification des thèmes transversaux majeurs.
Patrick Viveret (Europe 99)
- 9 h 45 • **Initiatives de citoyenneté et Propositions**
Travail en quatre ateliers, autour des thèmes transversaux dégagés.
- 14 h 00 • Rédaction des rapports d'ateliers par les rapporteurs
- 15 h 00 • **Copenhague et l'après Copenhague** : rapports des ateliers et mutualisation des initiatives. Débat sur les suites de ce travail au delà de Copenhague.

Objectifs, méthodologie et enjeux du carrefour européen

Valérie Peugeot

Le travail d'Europe 99 s'inscrit autour de deux axes principaux : constituer un pôle de réflexion sur les grandes questions de société qui sont posées aux européens, réflexions susceptibles de nourrir les actions des initiatives citoyennes d'une part ; participer à l'émergence d'un mouvement de citoyenneté, capable d'apporter une réponse à la crise de la représentation politique.

Aussi, il était tout naturel que notre association désire s'associer à la préparation du sommet de Copenhague sur le développement social, étant donné les thèmes essentiels à son ordre du jour.

Il nous a semblé important de ne pas négliger un grand temps de débat public que constitue un sommet Onusien, tout en étant conscient des limites du processus. Ce sommet est d'abord une rencontre intergouvernementale, sans grande volonté politique à son origine. Le débat est d'entrée de jeu inséré dans le carcan idéologique de l'économie libérale. Du côté des ONG qui participent à la préparation officielle du sommet, on constate une bonne représentation des ONG de développement et de coopération Nord Sud. En revanche, sont sous-représentées, les ONG qui travaillent à l'intérieur de l'Europe sur les questions d'exclusion et capables de montrer que, au-delà du mythe de la croissance comme panacée, la question du développement et de la cohésion social sont tout autant des questions qui se posent au Nord.

Aussi notre souci tout au long de ces deux journées sera de ne pas négliger ce qui se passe dans le processus officiel, sans pour autant chercher à peser sur un processus déjà bouclé.

• Pourquoi ce carrefour constitue-t-il une rencontre parmi quatre ?

D'une part il nous semble essentiel de réaffirmer la **spécificité des problématiques européennes**, car la tendance officielle est de détourner les yeux des limites du modèle de développement du Nord et de se focaliser sur le Sud. Crise de la protection sociale, épuisement du développement centré sur la croissance et le consumérisme, bouleversement de la place du travail dans l'organisation de la production et de la société... toutes ces particularités ne doivent pas être dissimulées.

Mais simultanément nous avons besoin de nous relier au reste du monde, besoin aussi de refuser l'Europe citadelle, de ne pas nourrir une "guerre de civilisations". Quant un modèle s'épuise, surgit la tentation évidente de se crispier sur les vestiges de ce modèle, en se coupant d'un environnement perçu comme une menace. Or si nous essayons de penser et d'orienter la mutation contemporaine plutôt que de la subir, ce ne peut être qu'à l'échelle mondiale. Tant à cause des facteurs que des symptômes de cette mutation. Aujourd'hui, il faut affirmer avec force que **les grandes questions sociales sont mondiales**. D'où notre choix pour cette rencontre d'un intitulé "apartheid social".

Ceci explique que se tiennent quasi simultanément 4 carrefours, qui vont permettre de mettre en valeur la spécificité des 4 continents mais aussi de les relier, par la présence croisée de représentants des 3 autres carrefours, mais aussi par la mise en commun qui se tiendra à Copenhague dans le cadre du Forum des ONG.

• • •

• **Qui êtes-vous, quelles sont les personnes réunies dans ce carrefour ?**

Notre désir a été de créer un espace où se croisent des acteurs impliqués dans le sommet de Copenhague, mais aussi et peut-être surtout, des personnes qui, de par leur expérience et leur action, ont des choses considérables à dire autour des questions à l'ordre du jour du sommet, mais ne bénéficient pas forcément d'un accès à ce type de grands débats publics.

En vous conviant, nous n'avons pas recherché à réunir un échantillon exhaustif, ce qui eut été irréalisable et illusoire, mais à **réunir des initiatives de citoyenneté les plus diverses possibles**. Par initiatives de citoyenneté, nous entendons aussi bien les acteurs de la lutte contre l'exclusion quelle que soit leur forme d'action - entreprise d'insertion, associations de solidarité...- que les ONG de développement, les mouvements de citoyens et citoyennes, les promoteurs d'une économie sociale et solidaire, les syndicats, les espaces de transformation démocratique... En bref toutes les initiatives de citoyens qui nous semblent porteuses d'innovation et de plus value sociale.

En même temps, notre souci est de ne pas isoler ces initiatives de citoyenneté par rapport aux institutions qui sont au coeur des décisions sociales. Ce qui explique la présence dans ce carrefour, très importante pour nous, de représentants d'institutions particulièrement sensibles à l'innovation sociale et à la lutte contre l'exclusion et qui mènent elles-mêmes un travail souvent atypique. C'est le cas de la Cellule de prospective de la Commission de l'Union européenne, mais aussi du programme développement solidarité de la Caisse des dépôts ou encore de la Direction à l'économie sociale de

cette même Commission européenne. Aucune évolution positive ne sera possible si nous ne dépassons pas les clivages traditionnels et si de nouvelles formes de partenariat ne sont pas envisagées entre les autorités publics de tous niveaux -local, national, international-, les entreprises privées et les initiatives de citoyenneté.

• **Que voulons-nous faire ensemble ?**

Un axe me semble sous-tendre les questions qui sont contenues dans la note problématique, envoyée en amont du carrefour : le refus de dissocier les questions sociales des questions économiques, financières, culturelles et écologiques. Tant que les questions sociales seront maintenues dans un ghetto idéologique, conceptuel et programmatoire, nous assisterons passif au délitement de nos sociétés. Nous avons besoin d'oser collectivement faire tomber ces barrières.

Nous n'avons pas la prétention de mettre d'accord en deux jours une aussi grande diversité de réseaux qui ont leur dynamique interne et leur propre démocratie. Il s'agit plus simplement d'**une mise en commun d'expériences, de savoir-faire, d'histoires, dont nous avons l'intuition que la rencontre peut être créatrice**. Nous chercherons prioritairement à cerner les points qui font consensus et ceux qui nous séparent, et pour ces derniers à nous apporter réciproquement une information approfondie. Sur les points consensuels, je vous propose d'essayer de pousser en avant ceux qui représentent de véritables innovations politiques.

• **Comment cette rencontre a-t-elle pu voir le jour ?**

Cette rencontre a pu se faire grâce à une douzaine

• • •

de personnes venues au titre de l'un des réseaux initiateurs ou bien à titre personnel comme Ignacy Sachs, et grâce au soutien financier de l'Union européenne, de la Caisse des dépôts, et bien sûr de la Fondation pour le Progrès de l'Homme. Je tiens à souligner que dans tous les cas ces institutions ou fondations ont toujours entretenu un dialogue de fond avec nous et mis leur expérience au service de notre démarche. C'est particulièrement vrai de la Fondation pour le Progrès de l'homme, qui aux antipodes d'autres fondations, ne se comporte pas vous l'aurez compris en simple bailleur de fonds mais se fait le porteur d'une véritable dynamique pensée et construite au service d'un monde responsable et solidaire.

• Et après ?

Cette rencontre est pensée comme une étape, en aucun cas comme une fin.

Nous espérons que se noueront au cours de ces deux journées des dialogues entre vous qui se poursuivront sous d'autres auspices plus tard, et avoir modestement contribué à l'organisation de la parole à l'intérieur de la société civile organisée. Nous souhaitons également pouvoir vous proposer d'autres rendez-vous de travail commun, dans une dynamique de long terme.

• Méthode du carrefour

Nous sommes nombreux parmi les organisateurs à être soucieux de la méthode et à accorder celle-ci au fond de notre discours. En particulier lorsque l'on se déclare farouche défenseur d'une démocratie plus participative, il est essentiel que nous commençons à expérimenter de nouvelles formes démocratiques à l'intérieur même de nos réseaux.

Ceci peut expliquer plusieurs de nos choix par

rapport à l'organisation de ces deux journées :

- **les fiches d'expériences** : vous avez eu la possibilité, avant la rencontre de nous faire parvenir des "fiches d'expérience". Cette proposition s'explique par la volonté de mener à bien un processus ; de respecter un temps pour que chacun puisse se raconter et décrire ce dont il est porteur, pour écouter et découvrir les autres, sans pour autant que cela n'envahisse le débat de la rencontre elle-même. Ces fiches sont importantes pour disposer d'une mémoire complète et vivante de ces deux journées. Pas seulement de ce qui se sera dit, mais aussi des savoirs et expériences dont chacun est porteur.

- **l'abaque** : afin de nous permettre de faire connaissance mutuellement plus rapidement et de commencer à travailler tout de suite sur les questions qui nous semblent collectivement essentielles, nous vous proposons d'utiliser un outil très simple qui s'appelle l'abaque (Cf. Page 24). Cet outil ne remplace surtout pas les débats mais aide à les orienter vers les pistes les plus fructueuses. Elle aide surtout chacun d'entre nous à passer d'une simple opinion sur les grandes questions débattues, à un véritable jugement, informé et élaboré.

- **le déroulement des journées** : nous avons voulu laisser une place importante aux ateliers, condition sine qua non d'un travail approfondi ; ceux-ci se dérouleront en deux temps : l'un sur les enjeux, l'autre sur les pistes et propositions. La dernière après-midi est réservée à une mise en commun des propositions des ateliers et à la préparation de la suite de cette rencontre.

Pistes de réflexion pour le carrefour "Citoyenneté et sorties de l'apartheid social"

Ignacy Sachs

En convoquant le Sommet de Copenhague, les Nations Unies ont reconnu l'existence d'une crise sociale généralisée, Nord, Sud, Est confondus. Dans un article récent, Monsieur Boutros Boutros Ghali considérait que cette réunion donnerait aux chefs d'États une occasion pour repenser les objectifs et les modalités de l'État protecteur dans les pays industriels et les stratégies de la réduction de pauvreté dans les pays en développement. Pour ce qui est des pays post-soviétiques, ils se trouvent dans le pire des deux mondes.

La Débauche mexicaine est venue à point pour montrer les limites de la théologie néo-libérale. Il appartient dorénavant à ses partisans d'expliquer les raisons de l'échec du meilleur élève de la classe, cité en exemple aux autres pays du Sud et de l'Est. Accessoirement, ils pourraient nous dire pourquoi le FMI et les milieux bancaires internationaux n'ont pas été capables de prévoir ce qui était pourtant une catastrophe annoncée.

Quant au bilan des solutions néo-libérales dans les pays industrialisés, une étude récente indique que le revenu des 10% des Britanniques les plus pauvres a baissé de 17% en 13 ans, tandis que les 10% les plus riches ont bénéficié d'une augmentation de 62%. De plus, 30% des Britanniques sont sans véritable travail et autant n'ont qu'un emploi précaire. 13,9 millions (25%) des sujets de Sa Majesté vivent au-dessous du seuil de pauvreté contre 5 Millions (9%) en 1979. Les médias en Angleterre ne se privent pas de

dénoncer un "nouvel apartheid financier britannique" (voir le Monde du 11 février).

Le Sommet Social a inscrit à son ordre du jour trois thèmes : la réduction de la pauvreté, l'intégration sociale et la création d'emplois. En bonne logique, le troisième commande les deux premiers. En effet, les phénomènes massifs de l'exclusion sociale ne pourront être attaqués à la racine que par la création d'emplois, d'auto-emplois et des conditions pour les activités productives pour tous ceux qui en sont privés. Les filets de sécurité sont, certes, nécessaires au vu des dimensions de détresse causées par le chômage ouvert et déguisé et les phénomènes multiples d'exclusion. Mais ils ne peuvent pas à eux seuls apporter de solution. Un exclu assisté reste un exclu.

Nous devons chercher des paradigmes nouveaux du développement à partir d'une analyse critique de ce qui s'est passé au cours du demi-siècle écoulé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les nouveaux contrats sociaux exigent le dépassement de l'économicisme étroit, l'affirmation claire de la primauté du social et de l'éthique dans la définition des objectifs, enfin la prise en compte de la dimension écologique (un contrat naturel comme complément du contrat social). Quant à l'efficacité économique, il faut la mesurer à l'aune macro-sociale.

La définition et la mise en oeuvre de ces nouveaux contrats ne sauraient se faire sans en appeler à une participation effective des citoyens. Notre message pour Copenhague peut se construire autour de ce constat. Il faut mettre au centre de toutes les démarches l'épanouissement de tous les hommes et femmes dans la construction d'une civilisation de l'être fondée sur le partage équitable de l'avoir. Le vrai

• • •

développement et une démocratie authentique exigent l'appropriation de tous les droits - politiques, civils, sociaux - par tous ceux qui en sont privés. Les mouvements sociaux et les organisations citoyennes ont un rôle majeur à jouer dans ce domaine et, en conséquence, une responsabilité dans l'élaboration et la conduite des politiques nationales et internationales. Ils ne peuvent plus se contenter d'un statut d'observateurs dans les grandes messes internationales.

Comment redéfinir ce rôle ? Comment en obtenir la reconnaissance ? Dans quelle mesure la participation de la société civile à la conduite des politiques est-elle liée à une décentralisation effective et à une définition plus opérationnelle du principe de subsidiarité ? Comment, en parallèle, promouvoir la citoyenneté mondiale ?

De quel recours peut disposer la société civile en cas de violation de ses droits lorsque les mécanismes intergouvernementaux ne sont pas à la hauteur de leur tâche ? L'exemple de la Tchétchénie vient immédiatement à l'esprit. Les grandes puissances se contentent de faire le gros dos sous prétexte qu'il s'agit d'une affaire interne à la Russie. Devons-nous aussi baisser les bras ?

Enfin quelles sont les responsabilités que les mouvements sociaux et les organisations citoyennes pourraient assumer pour assurer un contrôle démocratique efficace sur la réalisation des engagements qui seront pris à Copenhague ?

Voici les questions que je me pose au début de ce carrefour qui, avec les réunions organisées à Beijing, Rio de Janeiro et Capetown, constituent une étape importante de maturation de la pensée sur le rôle de la société civile dans les sorties de l'apartheid social et, plus généralement, dans le monde de demain.

Abaque : le vote coloré

Nous ne pouvons retranscrire ici l'intégralité des débats liés aux propositions contenues dans la note problématique. Nous mentionnons simplement l'usage d'un outil - l'abaque de Regnier -, qui facilite l'organisation du débat et sa progression et qui pour les organisateurs représente une véritable avancée en terme de démocratie participative.

Vous trouverez ci-dessous les éléments remis à chacun des participants ainsi que la "photographie" de leurs votes. Nous vous laissons le soin de l'imaginer en couleur...

Principe : cette feuille colorée est destinée à recueillir votre opinion. La visualisation des opinions des participants peut nous aider à faire progresser notre débat.

Objet : La feuille colorée jointe liste les propositions contenues dans la 3ème partie de la note de problématique que nous vous avons fait parvenir en amont. Ces propositions sont nombreuses et impossible à approfondir toutes. Avec la feuille colorée, vous pourrez prendre position sur ces propositions. (Il est impératif de se référer à la note de problématique pour pouvoir se prononcer). En fin de journée, nous disposerons d'une photographie de l'ensemble de vos positions. A partir de cette image, et à partir des discussions des ateliers, nous pourrons déterminer ensemble quelles sont les propositions prioritaires à discuter le lendemain

Règle du jeu : cocher d'une croix la couleur correspondant à votre choix

	vert foncé	vert clair	orange	rouge clair	rouge foncé	blanche	noir
Je suis tout à fait d'accord	X						
Je suis d'accord		X					
Je suis mitigé			X				
Je ne suis pas d'accord				X			
Je ne suis pas du tout d'accord					X		
Je ne dispose pas d'assez d'information pour me prononcer						X	
Je ne veux pas répondre							X

• • •



Maison Grenelle

§ 15 * 1 : Fixer des objectifs de développement humain aux institutions internationales...

§ 15 * 2 : Évaluation et suivi pluraliste des résolutions de Copenhague...

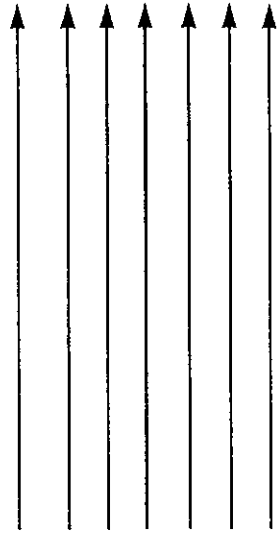
§ 15 * 3 : Engagement de la communauté internationale sur des programmes mobilisateurs...

§ 15 * 4 : Taxation des flux financiers internationaux et nationaux...

§ 15 * 5 : Réorientation de l'aide publique au développement...

§ 15 * 6 : Conception d'outils de mesure du développement humain...

§ 15 * 7 : Accessibilité des espaces internationaux à des acteurs non gouvernementaux...



§ 16 * 1 : Déclaration solennelle pour une réforme des traités au service d'un projet de civilisation européenne...

§ 16 * 2 : Définition d'un cahier des charges des principales politiques ...

§ 16 * 3 : Programmes mobilisateurs associant offre d'emploi à temps partiel et offre d'activités...

§ 16 * 4 : Création d'une banque européenne d'appui aux initiatives de lutte contre l'exclusion..

§ 16 * 5 : Mise en oeuvre d'un principe de subsidiarité active...

§ 17 * 1 : Traductions des cahiers des charges européens ...

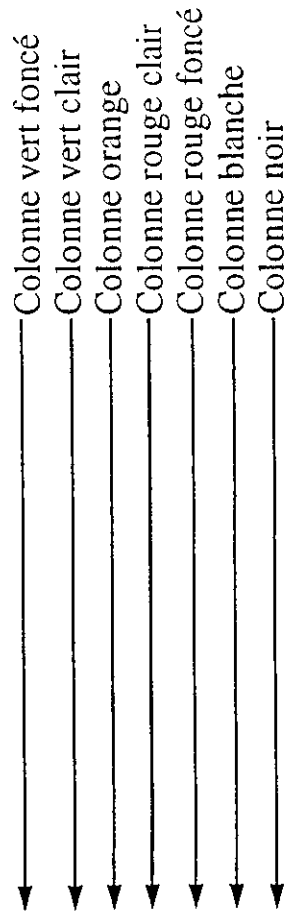
§ 17 * 2 : Évaluation pluraliste des politiques afin de réorienter les moyens publics et privés consacrés à la lutte contre l'exclusion...

§ 17 * 3 & 4 : Évaluation des inégalités économiques et sociales...

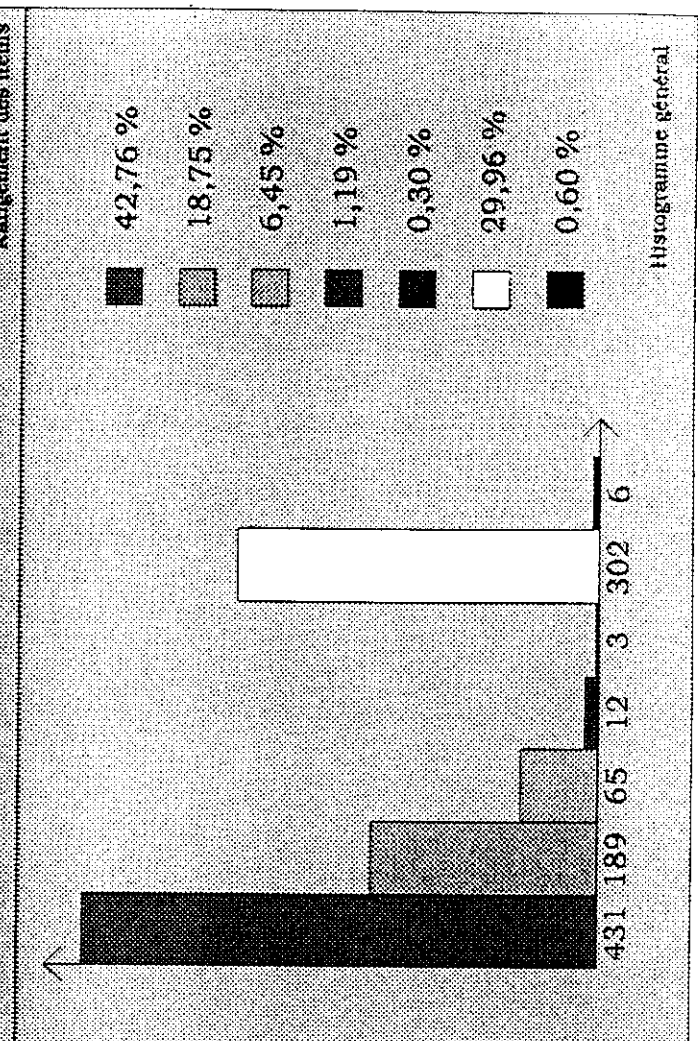
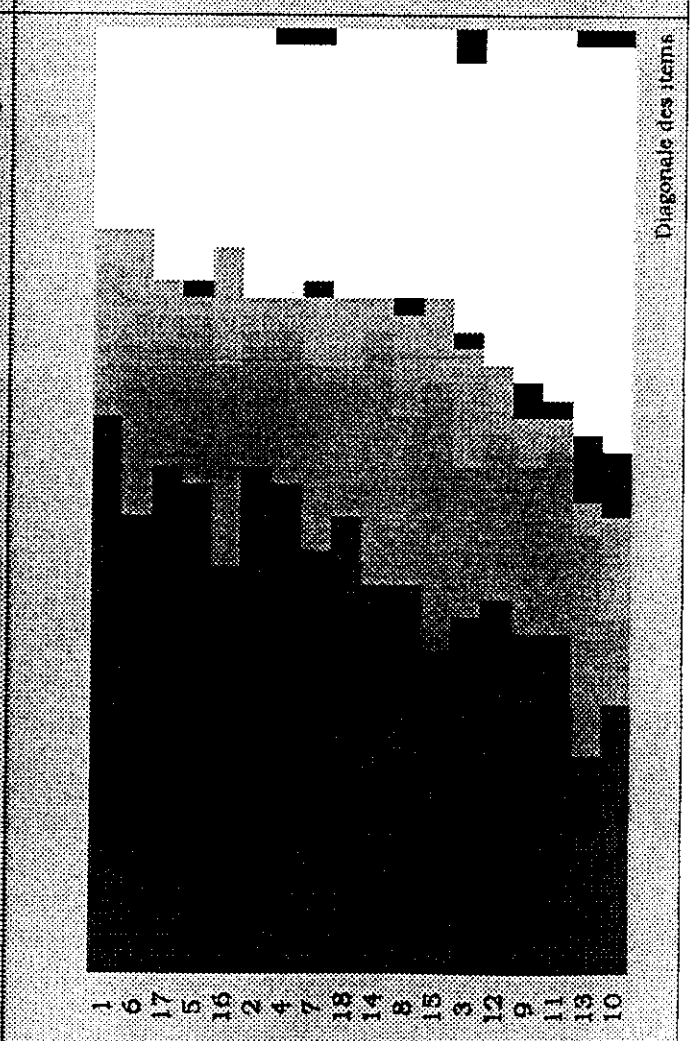
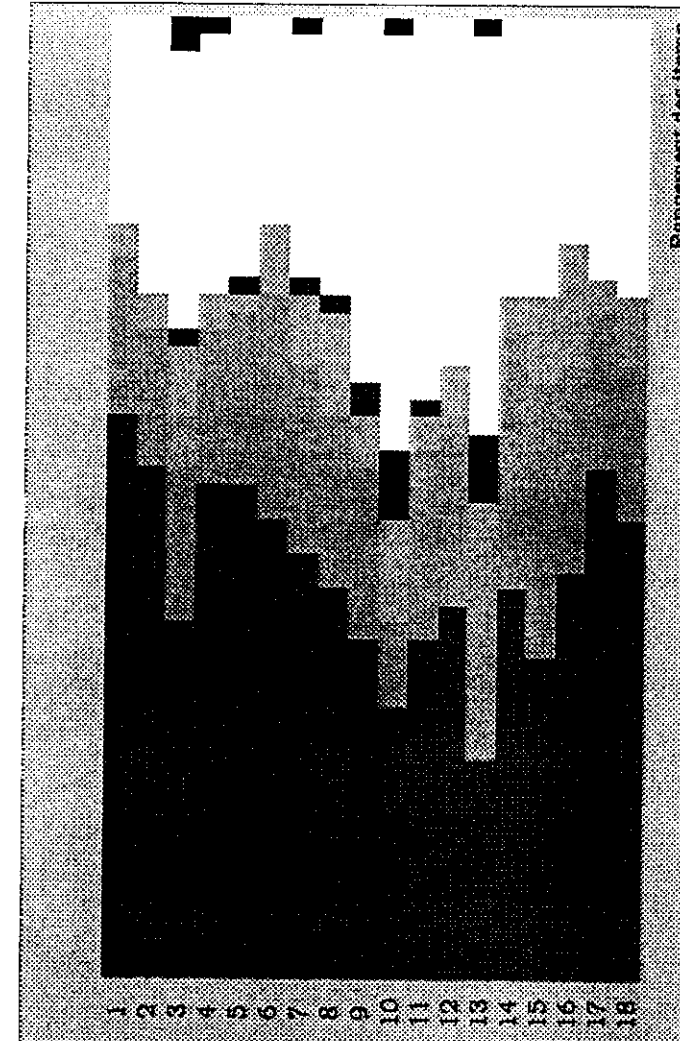
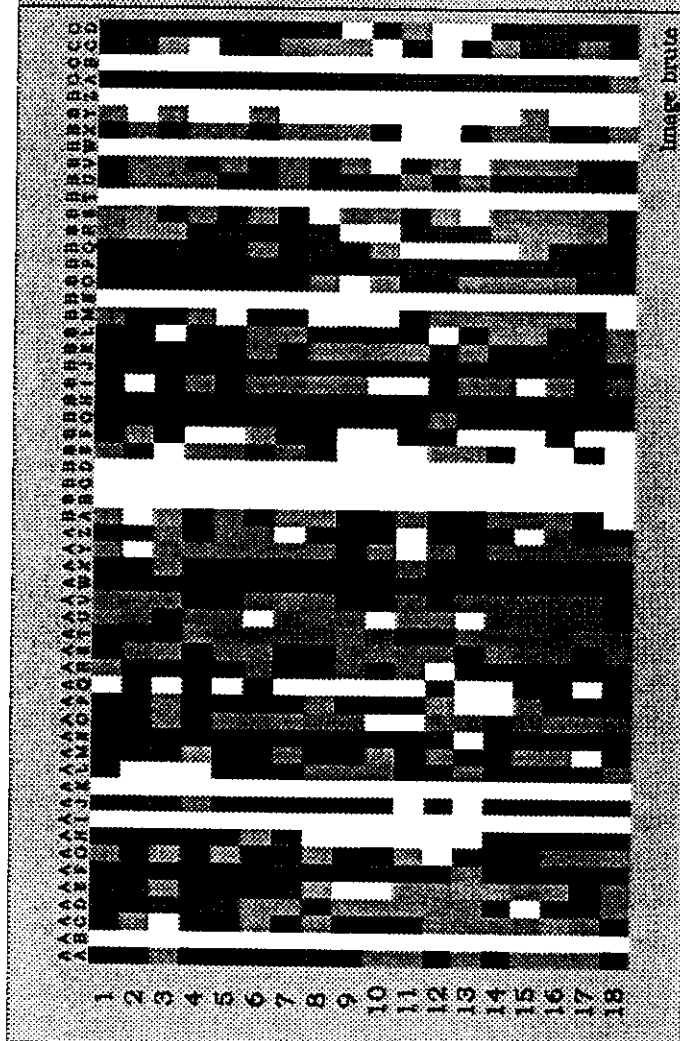
§ 17 * 5 : Définition du cadre du partenariat entre l'État, les associations, les collectivités locales et les entreprises...

§ 17 * 6 : Repenser la démocratie représentative afin d'accroître l'écoute et l'initiative des populations...

§ 18 : Saisir l'occasion du sommet de Copenhague pour donner force à une alliance vers un monde responsable et solidaire...



carrefour européen



Synthèse de la première journée.

par Patrick Viveret :

Cette synthèse a été réalisée à partir des comptes-rendus des ateliers et du travail mené en plénière, notamment autour du vote coloré. Elle n'a pas la prétention d'être exhaustive, mais cherche à repérer les points essentiels et à dégager les pistes et propositions communes aux différents ateliers de la veille.

✓ Pour une éthique de la discussion

Avant de rentrer dans la synthèse proprement dite, il est utile de revenir sur la discussion de la veille autour du vote coloré. Celle-ci nous donne des éléments pour une éthique de la discussion.

A cette occasion, nous nous sommes rendu compte que l'accord à l'intérieur de ce groupe était assez large : la quantité de vert, c'est à dire les zones d'accord, donnait bien l'illustration d'un "nous" en constitution. Mais on a également repéré qu'il y avait des zones d'opacité importantes, c'est à dire des votes blancs, qui appelaient un surcroît d'information. Il y avait également des points de dissensus et lorsque nous avons commencé à discuter, nous nous sommes rendus compte de l'importance des malentendus autour de mots qui ont des valeurs symboliques très fortes. Ex : sous le mot "travail" ou "activité", les uns et les autres donnaient des sens très différents, voire contradictoires. De même le terme de "société civile" conduit à des interprétations très positives et valorisées pour certains d'entre nous, très connotées par un risque de récupération libérale pour d'autres.

Ce point est important, car si à l'intérieur d'un groupe relativement homogène tel que celui que

nous constituons, nous constatons que les mots même que nous employons peuvent être source de malentendu, on imagine aisément qu'avec des acteurs qui sont plus loin de nous -acteurs institutionnels...- le problème est démultiplié. Ceci situe à la fois la difficulté de la tâche, mais aussi l'intérêt de l'exercice : à chaque fois que l'on prend le temps de la discussion et de la démocratie, il y a une progression de la formation du jugement d'un groupe, qui fait que même lorsque l'on se retrouve en désaccord, la qualité de ce désaccord n'est pas la même à la sortie qu'à l'entrée.

Hier lorsque nous avons abordé le bas du tableau, c'est à dire les points de dissensus (création d'une banque européenne, programmes mobilisateurs et temps partiel...), nous avons bien vu au fur et à mesure de la discussion, que les malentendus avaient tendance à se résorber et que les arguments échangés permettaient de faire progresser la discussion. L'intérêt de la discussion, c'est de permettre à chacun de repérer des éléments qui sont qualitativement différents et qui permettent ultérieurement d'avancer.

Ceci me permet de proposer de mettre en mémoire pour nos travaux ultérieurs une triple exigence :

- le travail sur les malentendus, afin de les repérer et de les dépasser,
- la nécessité de repérer les vrais points de désaccord -on ne perd jamais son temps à travailler sur les dissensus-,
- concrétiser les points d'accord. On a vu que sur les affirmations qui recevaient le plus d'accord, soit nous avons des difficultés à concrétiser ces objectifs, soit les formes de concrétisation déjà existantes pouvaient créer entre nous du dissensus (ex : les indicateurs de développement).

● ● ●

✓ Les axes essentiels des ateliers.

1/ Atelier 1 "De l'emploi productif à l'activité :
quelles articulations avec la protection sociale
et la redistribution de richesses ?."

Trois axes se sont dégagés :

—> le changement d'aire

Il est apparu sous un double aspect : d'un côté, **oser prendre à bras le corps la question mondiale**, ne pas se laisser intimider par la dimension planétaire des problèmes et reconnaître que parfois il est plus simple de traiter certains problèmes dans leur dimension planétaire qu'infra planétaire. Car au niveau planétaire il s'agit d'un système fermé, alors qu'au niveau infra planétaire, tous les systèmes qu'ils soient économiques, sociaux, culturels ont pour caractéristique d'être interdépendants par rapport aux systèmes qui leur sont supérieurs et par conséquent la difficulté d'analyse et d'action est paradoxalement beaucoup plus importante.

Dans le même temps, ne pas oublier que ce changement d'aire est lié à une dynamique permanente entre des territoires : c'est la question du local et du global. On ne peut bien traiter cette question globale que pour autant que les appartenances à des territoires géographiques, culturels et sociaux sont bien repérés. Sinon c'est un décollage hors sol qui coupe les acteurs de la réalité de leur chaire. D'autre part cette articulation -local/global-, c'est aussi une articulation de l'individu dans son rapport à la collectivité, c'est une des dimensions de l'échange. Il y a donc un énorme problème à traiter au niveau du changement de la donne territoriale au sens large.

—> le changement d'ère

Le débat a porté sur le diagnostic et l'ampleur des mutations, qui touchent à la question du travail,

aux nouvelles formes d'emploi, à la mutation technologique, et à la façon dont les systèmes traditionnels de sécurité et de protection sociale se trouvent bouleversés par ces mutations. Le débat a cherché à **déplacer la ligne des stratégies purement défensives**. Ces mutations attaquent directement nos socles de résistance, y compris ceux des acteurs sociaux avec lesquels nous travaillons prioritairement (les mouvements ouvriers, les syndicalistes...). Comment faire pour que la réponse néo libérale à ces mutations ne conduise pas à des stratégies purement défensives qui seraient vouées à l'échec ?

Autre débat passionnant lié au changement d'ère, celui que certains membres de l'atelier ont appelé la quatrième dimension, faisant référence à l'hypothèse de J. Robin sur les trois dimensions - la matière, l'énergie, l'information- cette dernière bouleversant la donne. Cette **quatrième dimension, - celle du désir et de la passion-** est source d'énergie majeure entre les être humains.

—> Quel type de citoyens sont capables de maîtriser ce double changement d'aire/ère ? La dimension, les formes d'organisations des initiatives citoyennes varient, leur permettant a priori d'intervenir à la fois sur l'articulation du local et du global, sur des dimensions interdisciplinaires, et sur cette question du désir et de la passion comme source d'énergie. Ont-elles cette capacité à penser ce double changement ? Il s'agit d'un défi essentiel pour les initiatives de citoyenneté. Et on retrouvera ce défi dans les ateliers qui ont traité du dépassement du rapport État/marché et de celui qui a traité de la responsabilité des initiatives de citoyenneté.

2/ Atelier 2 "dépasser l'alternative
État/marché"

Quatre pistes essentielles peuvent être retenues :

● ● ●

—> la nécessaire identification de cet ensemble que l'on appelle "tiers secteur" ou "économie sociale" au sens le plus large du terme, c'est à dire l'ensemble des phénomènes coopératifs, associatifs, mutualistes qui sont organisés.

Ceci représente à l'échelle mondiale un ensemble considérable tant du point de vue du nombre de personnes concernées que de celui des masses financières engagées. Sur les marchés financiers internationaux, l'essentiel de ce qui se joue - on l'oublie trop souvent - n'est pas porté par des acteurs privés mais par des acteurs qui interviennent sur des registres socialisés : les fonds de pension de retraite anglo-saxons, la gestion des aides publiques des États, les rôles des investisseurs institutionnels, le rôle des mutuelles... Tout ceci constitue l'essentiel de ces fameux échanges financiers internationaux dérégulés par la spéculation. C'est un point non négligeable à repérer : l'économie sociale au sens technique du terme se trouve directement engagé sur ce terrain déterminant qu'est celui des nouvelles formes de dérégulation internationale.

Il faut donc à la fois prendre conscience de l'extraordinaire importance de ce secteur. Nous avons partie liée avec certains acteurs qui ont une puissance extrême et qui ne doit pas nous intimider. Ceci nous oblige à faire un travail d'identification et de distinction, et notamment à repérer ce qu'on appelle économie alternative et/ou solidaire, par rapport au vaste secteur de l'économie sociale. Cela doit nous permettre d'identifier également les effets de levier qui peuvent être portés par ce secteur le plus dynamique et le plus radical dans ses objectifs (au sens où il cherche à traiter à la racine les questions de la mutation et de la démocratie).

—> le repérage de la transformation majeure du rôle des États. Il ne suffit pas de critiquer la dérégulation et la déresponsabilisation des États. Il faut également mettre en évidence une

conception différente et non bureaucratique du rôle de l'État. En effet la force des stratégies néo libérales consiste à s'appuyer sur l'échec des stratégies fondées sur le renforcement des États. La résistance aux phénomènes bureaucratiques, assistanciers, de déresponsabilisation, est le ressort principal sur lesquelles des stratégies néo libérales pourront s'appuyer, si les stratégies qui leur sont opposées sont passéistes et au fond déresponsabilisantes.

Autre problème lié au précédent et évoqué dans un autre atelier, celui de l'inadaptation de la taille des États à l'articulation du global et du local : l'État trop petit pour traiter les questions planétaires, trop grand pour intervenir au niveau local.

Dans cette direction d'une redéfinition du rôle nécessaire des États, il faut donc penser la fonction d'un "État animateur" qui puisse se réguler de façon non bureaucratique et qui dispose de formes institutionnelles des puissances publiques capables de porter l'articulation du local et du global.

- la question financière. Elle est d'abord endogène à nos secteurs : comment finançons-nous l'ensemble du secteur de l'utilité sociale, et au sein de celui-ci, ce qui nous paraît le plus dynamique, c'est à dire le levier de l'économie solidaire ? Et comment penser ce financement dans une catégorie qui soit différente de l'assistance et de la subvention pour ne pas retomber sur la contradiction précédente.

Mais c'est aussi une question beaucoup plus large : face aux effets dramatiques de la dérégulation financière internationale, dont la crise mexicaine constitue une preuve éclatante, une nouvelle proposition régulatrice à l'échelle mondiale sur le plan financier est aujourd'hui absolument nécessaire.

Ceci rejoint des débats importants dans les ateliers

comme dans la note problématique (taxe Tobbin, 20/20...). Tous ces éléments là, y compris dans leurs dimensions technique et méthodologique, sont capitaux. Et nous avons à oser sur ce terrain là. Ceux qui se posent la question de l'invention des modalités d'une régulation financière internationale ne sont pas si nombreux.

—> **la question démocratique.** Elle a été abordée notamment autour de la question de "l'accountability" : la transparence, la responsabilité et l'évaluation. Ces points ont été traités également dans l'atelier centré sur la responsabilité des initiatives de citoyenneté.

3/ Atelier 3 "vers une responsabilité politique des initiatives de citoyenneté"

Quatre points sont à retenir :

—> **La question de l'identité de ces acteurs sociaux et civiques.** Ceux-ci se définissent de plus en plus par rapport à la question du civisme, de la citoyenneté y compris mondiale. Cela passe par des critères à la fois de reconnaissance mais aussi d'engagement : engagement du point de vue de la qualité démocratique de nos réseaux, engagement à l'égard du rapport entre des initiatives ascendantes, pour que ce soit effectivement à partir d'une démarche de démocratie participative que remontent l'élaboration et la représentation. **L'atelier a fait remarquer que ces acteurs se revendiquent comme étant pleinement sur le terrain de la responsabilité politique.** Il y a là à une novation importante par rapport à l'approche uniquement en terme de "société civile". La citoyenneté pose la question de la **responsabilité politique** et met en évidence une forme de responsabilité politique différente de celle des institutions (États, partis...). Ce qui ouvre le débat

du caractère plus ou moins alternatif et plus ou moins complémentaire de ces différentes formes de responsabilité. En tout cas il y a là une revendication forte à la responsabilité politique.

—> la question de la **mutation des États** a déjà été traitée précédemment en regroupant les éléments des deux ateliers.

—> l'insistance sur **la nouveauté des interventions et des initiatives citoyennes et sur la nécessité d'un travail important pour les renforcer.** A la différence des États, trop petits ou trop grands, souvent peu riches pour traiter la troisième énergie majeure c'est à dire informationnelle, les initiatives de citoyenneté, malgré leur faiblesse, leur absence de pouvoir et de ressources financières, disposent en général d'une capacité à articuler le local et le global, à penser en réseau le traitement de l'information qui est souvent supérieur à celle des États. D'où ces phénomènes paradoxaux mais permanents dans l'histoire contemporaine, qui conduisent à avoir, que ce soit sur des terrains humanitaires, du développement, de la lutte contre l'exclusion, un appel permanent de ces États à ces types d'acteurs. Cet état de fait constitue-t-il une chance pour ces acteurs ? Ou ne risque-t-il pas d'être un piège ?

—> **l'importance des valeurs,** au sens éthique, culturel, politique, voire spirituel. Et l'absolue nécessité de penser les questions économiques, sociales, comme étant elles-mêmes liées aux questions éthiques. Outre les valeurs fondatrices sur lesquelles nous travaillons - la démocratie, la solidarité, la dignité -, il y a aussi à promouvoir une nouvelle façon de traiter de la sécurité et de la protection. Il n'y a pas à faire cadeau à nos "adversaires/partenaires" de cette question de la sécurité. La façon dont on traite la peur est décisive pour éviter les stratégies de panique et de sauve qui peut. On retrouve là un point essentiel des débats du dernier atelier.



4/ Atelier 4 : "sortir l'Europe des stratégies défensives à l'égard du reste du monde"

Traditionnellement, lorsque l'on pose la question du rapport de l'Europe au reste du monde, on la pose d'abord en termes économiques, mais surtout en terme de sentiment de menace par rapport au Sud, à l'Est... Alors que dans cet atelier, l'essentiel du débat s'est centré sur des aspects culturels et plus particulièrement sur la question de la peur : comment traiter la peur des européens face à la Russie qui pourrait revenir avec force, si l'Europe élargie se constitue et crée un nouveau mur de Berlin à l'égard de cette partie du monde ? Mais aussi la peur du Sud, de l'Afrique, de la Méditerranée par rapport à une Europe qui se constituerait sur la base d'une identité exclusive ?

On repère la dynamique, la synergie perverse des peurs : chacun s'appuie sur la peur de l'autre pour construire et conforter des stratégies de pure compétition, de guerre, et qui se terminent par des attitudes de panique et de sauve qui peut généralisées, aussi bien sur le plan des individus que des collectivités.

Il faut oser traiter cette question de la peur, dans sa dimension radicale, c'est à dire anthropologique, culturelle, éthique et politique et pas seulement économique et sociale. Et il faut d'autre part **inventer des stratégies de coopération de manière à ce que l'Europe ne fasse pas peur**. Il y a un retournement de ce qui est aujourd'hui la relative fragilité de l'Europe, par exemple par rapport aux États Unis. Cette fragilité est une garantie pour que l'Europe ne soit pas tentée par une logique de domination et puisse aider à poser la question du monde, sans pour autant que cette façon soit vécue sur le modèle d'une nouvelle domination.

Andrei Gratchev a donné un exemple pour traiter cette peur : dans le cas de la Russie, il faudrait

pour dépasser cette peur mutuelle, se colleter ensemble, européens et russes, à la question du sud et en particulier à la question africaine. Parce que tout ce qui est de l'ordre des stratégies de coopération, a pour effet de changer les dynamiques de peur et de créer des dynamiques de face à face.

✓ Pistes transversales des ateliers

Elles se regroupent autour d'un défi, qui prend à la fois une forme stratégique, méthodologique, tactique et théorique.

Du point de vue **stratégique**, il peut se définir ainsi : Il y a bien une reconnaissance croissante par les États et pas les institutions internationales, du rôle de la société civile. Mais **cette reconnaissance est-elle une chance ou un piège** ? Une chance d'une meilleure écoute et d'une plus grande participation aux responsabilités civiques, ou le piège d'une déresponsabilisation des États et d'un transfert de charges, y compris financières, sur les ONG ? Est-ce que la lutte mondiale contre la misère, la pauvreté et l'exclusion ne se transforme pas en une gestion sociale de ces maux, et auquel cas le rôle de la société civile est un rôle palliatif, qui peut être contre-productif par rapport à nos propres objectifs ? Comment exploiter cette chance, sans tomber dans ce piège ?

La discussion d'hier et les ateliers ont esquissé une réponse en affirmant qu'il fallait se sentir suffisamment sûr de soi, pour ne pas vivre dans la peur de la récupération et de l'instrumentalisation. Il faut donc construire un "nous" plus précis, que celui qui est encore exprimé à travers des termes encore très vagues tels que "acteurs de la société civile" ou "Organisations non gouvernementales". C'est insuffisant pour construire un "nous" positif, assuré de lui-même. La citoyenneté peut être une piste dans cette direction, puisqu'elle pose clairement la question de la responsabilité

● ● ●

politique, mais sous des formes différentes, voir alternatives, à celles des États et des organisations politiques.

On constate que les autres défis sont emboîtés dans le défi stratégique. Ainsi le **défi méthodologique**, celui de l'outillage : comment constituer un pôle des acteurs de la société civile, tirés par la constitution d'un projet de citoyenneté, y compris dans sa dimension mondiale ? Du point de vue méthodologique, il faut développer et améliorer les modes d'organisation qui manifestent l'originalité et la force de ces acteurs alors qu'ils ne disposent en général que de faibles ressources en termes de pouvoir et d'argent. D'où l'importance de la qualité démocratique et l'attention particulière aux méthodes favorisant la démocratie participative : c'est une ressource intérieure à ces réseaux pour la constitution de ce "nous" qui est capitale. Il faut aussi encourager la logique des réseaux ouverts (par opposition à des réseaux fermés et dominateurs comme la mafia), transparents et non dominateurs. Ces réseaux peuvent combiner l'autonomie et la souplesse, en évitant le risque de l'éclatement et de la dilution. Donc, toujours sur le plan méthodologique, apparaît la nécessité - à juste titre soulignée par l'Alliance pour un monde responsable et solidaire - de rendez-vous communs, qui permettent de construire une histoire collective et de profiter des opportunités offertes par de grands événements institutionnels ou médiatiques. Un "nous" plus assuré peut faire un bon usage des temps forts type sommets mondiaux, ou G7 (ex : initiatives des ONG sur les autoroutes de l'information)...

C'est là qu'il y a un **défi tactique**, au bon sens du terme, c'est à dire l'esprit de finesse : être capable de jouer dans ces dynamiques de force. Ceci passe par l'invention de tactiques imaginatives, source de reconnaissance, afin d'exploiter les points faibles des machines bureaucratiques et de détourner au profit des pôles de citoyenneté une partie de ce pouvoir, de cet argent... C'est l'image du judo.

Mais en même temps, on constate à travers les ateliers, qu'il faut mener un **travail théorique**. En effet la force principale des stratégies néo libérales, n'est pas leur capacité à traiter et réguler les grandes questions mondiales puisqu'on a constaté leur impuissance aussi bien sur les questions écologiques, sociales, financières, démographiques, ou encore face aux chocs culturels. De ce point de vue ces acteurs sont extrêmement faibles sur le terrain de la mondialisation. Leur force vient de l'échec avéré des anciens modèles communistes et tiers-mondistes qui accordaient une place disproportionnée aux États et aux formes bureaucratiques et déresponsabilisantes de l'organisation sociale, et dans lesquelles, l'absence de modèle alternatif place en permanence cette espèce de situation d'échec avéré comme étant la seule véritable chance. Cela permet aux stratégies néo libérales de continuer à se présenter comme étant les seules à avoir une dimension planétaire. Par conséquent le problème qui est ainsi posé, c'est de savoir comment les initiatives civiques, qui ont été décisives dans la chute du mur de Berlin - il n'est pas tombé à cause des États -, pourraient-elles jouer aussi un rôle déterminant dans la chute de ce nouveau mur qu'est le mur de la misère. Les initiatives civiques doivent oser se penser au même niveau que dans les années 70 et 80, quand il a été envisageable de penser que la division de l'Europe n'était pas fatale.

D'où la question souvent évoquée de ce nouveau paradigme, de ce nouveau modèle à naître. Quelles pourraient en être les pistes essentielles de travail ?

1/ **penser l'économique comme sous ensemble** des deux grandes catégories d'échange auxquelles sont confrontés les humains. L'économie est un sous-ensemble et non pas un super ensemble : sous-ensemble de la question du rapport des humains avec la nature, c'est à dire de l'écologie ; et sous-ensemble du point de vue anthropologique. Ce qui est premier c'est la question des être humains, de leur naissance et de

● ● ●

leur mort, des conditions mutuelles dans lesquels ils se donnent la vie. Ainsi la question de la reproduction est, dans les conditions actuelles, plus importante que celle de la production. L'un des problèmes est de penser une théorie de l'échange qui ramène l'économie à sa vraie place. Il faut oser penser théoriquement à ce niveau là.

2/ **comprendre les causes des nouvelles peurs et montrer que des alternatives solidaires sont possibles** face aux sentiments de "sauve qui peut" qu'exploitent les tenants des logiques guerrières, qu'il s'agisse de la guerre économique, sociale, ethnique, ou de ces nouvelles guerres du sens, guerre des religions qui apparaissent. Faire un vrai travail théorique de repérage de ces peurs et de la façon de les dépasser. D'où l'importance théorique du travail sur la question des passions.

3/ penser une **dynamique positive de la mutation du travail**, afin d'éviter le choix entre une stratégie purement défensive, qui nous réduit à un rôle de pompier social ou humanitaire des incendies que la logique de guerre et de compétition allume en permanence.

4/ **mobiliser l'intelligence transdisciplinaire et l'intelligence de l'innovation tactique et méthodologique** sur la question de la monnaie et des autoroutes de l'information. Car la question de l'économie financière mondiale qui est une économie immatérielle de l'information, est directement reliée avec la question des autoroutes de l'information.

5/ **savoir utiliser la mémoire des forces sociales** qui ont su inventer des réponses solidaires à d'autres périodes de mutation historique : expérience des mutuelles, de l'organisation des Bourses du travail, le rôle de l'innovation du syndicalisme ouvrier... Des éléments qui nous paraissent extrêmement novateurs comme la critique du salariat et du travail, étaient à l'origine même du mouvement ouvrier, qui ne s'est pas appelé par hasard "ouvrier" c'est à dire de

l'ouvrage et non pas du travail. L'ouvrage comme alternative au travail, "le travail choisi comme alternative au travail contraint" selon l'expression d'André Gorz... Il faut aussi oser penser sur ce terrain là.

6/ **Savoir constituer des alliances**, ce qui implique symétriquement **savoir repérer des adversaires**. Des adversaires et non des ennemis, car tout l'art du conflit non violent consiste à faire en sorte que ce ne soit pas un ennemi mais un adversaire. Mais encore faut-il repérer que, face aux forces que nous essayons de construire, il existe en face des forces, souvent organisées et puissantes, qui vont dans un sens contradictoire.

Au croisement de ces quatre défis -stratégique, méthodologique, théorique, tactique-, **les question des valeurs et de l'évaluation** ont été un facteur commun de nos différents débats.

La question de l'évaluation parce que sur le plan théorique, il s'agit bien de **subordonner la valeur des objets à la valeur des humains**.

Du point de vue tactique, il ne faut pas abandonner le terrain des chiffres aux acteurs/ adversaires et dépasser la fascination d'une mesure qui soit exclusivement monétaire. Que les défricheurs que nous sommes n'aient pas non plus peur des chiffres : il y a là aussi un travail d'imagination et d'invention méthodologique, dont le débat sur les indicateurs quantitatifs mais aussi qualitatifs est une illustration.

Jouer un rôle majeur dans le débat sur les méthodes d'évaluation et leurs institutions est une réponse au défi méthodologique.

Faire de l'évaluation des sommets mondiaux un outil dans la progression de l'action civique vers la citoyenneté, la solidarité et la responsabilité pourrait constituer une étape essentielle dans la réponse au défi stratégique.

EUROPE 99
PROJET DE CIVILISATION

Deuxième journée : rapports des ateliers et mutualisation.

Atelier 1 : "De l'emploi productif à l'activité : quelles articulations avec la protection sociale et la redistribution de richesses ?"

Rapporteur : Veronique Kleck

Au cours de cette deuxième journée, nous nous sommes grandement éloignés de notre thème de travail initial. Nous sommes repartis des grandes questions identifiées dans la synthèse de Patrick Viveret et nous sommes appuyés sur la méthodologie proposée par Michel Faucon.

Notre interrogation a donc été :

Pour faire tomber le mur de la misère, trois questions s'imposent :

- qui sommes nous ?
- comment renforcer ce "nous" par des alliances, c'est à dire avec qui travailler ?
- que faire aujourd'hui dans le cadre de Copenhague et plus tard ensemble ?

• En nous posant la première question "qui sommes-nous?", nous avons d'emblée remarqué que nous ne nous connaissions pas très bien, que derrière les sigles des uns et des autres, il y avait un travail de découverte réciproque à mener.

D'où l'idée d'améliorer la connaissance du groupe par la constitution d'un fichier, un réseau des réseaux, par une capitalisation de notre identité et de nos expériences. Également l'idée d'un travail plus actif de dépistage des groupes et des personnes non présentes qui peuvent alimenter les réflexions et les travaux du groupe.

• Ce qui nous a amené naturellement à rejoindre la deuxième question, celle des alliances.

Plusieurs personnes ont insisté sur la nécessité d'établir des liens avec différents milieux qui sont

souvent totalement ou critiqués ou sous-estimés ou encore relégués à l'arrière plan de nos problématiques. Il s'agit des milieux scientifiques, médiatiques, des parlementaires, du milieu de l'école, des P.M.E. et des syndicats, des banques qui travaillent vers une économie sociale, des villes et des collectivités locales, sans oublier les milieux artistiques et culturels.

Au delà d'une identification, la question que nous nous sommes posée a été "comment les intégrer dans ce que nous avons appelé dans un premier temps état major, mais qui a été vite corrigé en **état mineur**, c'est à dire nos groupes à la fois d'action et de réflexion."

• A la troisième question (que faire ?), plusieurs propositions ont été faites, propositions essentiellement d'ordre stratégique ou méthodologique :

- Mettre en place des petits groupes de coordination (état mineur) qui pourraient organiser des actions stratégiques ponctuelles dans des lieux de mutation cruciaux. Ceci pour mener des actions à la fois de dénonciation mais aussi et surtout de construction.

- Mener un travail de réflexion multidisciplinaire pour essayer d'identifier les passerelles entre les différents problèmes auxquels nous faisons face, qu'ils soient d'ordre économique, politique spirituelle, etc....

- Investir les lieux de communication, passer d'une culture de la négociation à une culture de la révolte. Il faut se révolter contre notre participation à la banalisation de l'exclusion. D'où une discussion sur la participation ou non participation au sommet de Copenhague.

- Travailler à un langage accessible à tous pour tous. Fazette Bordage a fait venir pendant la pause de notre atelier un groupe (Génération Chaos 2) qui nous a communiqué quelque chose de très fort et intense sur l'exclusion par d'autres voies que ce que nous empruntons depuis hier : en utilisant

• • •

quelques mots mais aussi leurs corps, ils ont débanalisé des données chiffrées que nous lisons tous les jours dans la presse sans s'y arrêter.

- Et enfin, a été proposée la mise en place au sommet de Copenhague d'une chaîne de vigilance : il s'agit d'entourer physiquement pendant le sommet de Copenhague tous les lieux clés de la décision et de la réflexion, en y plaçant des personnes porteuses de torches allumées 24 heures sur 24. Leur message serait ainsi le suivant : nous ne sommes pas seulement venus dialoguer et nous faire éventuellement récupérer, mais également dire que nous ne sommes pas dupes et que nous veillerons jusqu'au moment où ce que vous proclamez sera mis en application. Nous ne laisserions pas se reproduire ce qui s'est fait après Rio. Un tel signal serait médiatique, parce que symbolique, visuel. Il se passe presque du langage. Il permettrait de dire simplement et au monde entier que la société civile ne va pas se laisser faire et exercera aussi longtemps que nécessaire une veille civique.

Voilà donc, très superficiellement les pistes que nous avons ouvertes dans cet atelier.

Atelier 2 "dépasser l'alternative État/marché"

Rapporteur : Beata Godenzi

• Le groupe a d'abord regretté qu'on n'ait peu parlé de la **création d'emploi** lors de la restitution de la journée d'hier, car l'ensemble des participants à cet atelier considère que cela demeure le véritable ciment de la lutte contre l'exclusion.

D'où l'affirmation qu'il fallait un renforcement absolu de la promotion de l'emploi de la part des initiatives citoyennes, mais que cela n'impliquait pas pour autant un retrait de l'État, bien au contraire.

Sous le terme création d'emploi, nous avons englobé aussi bien l'auto emploi que le soutien

aux micros entreprises. Dans le cadre de cette discussion, le point clef qui est ressorti fortement aussi bien dans nos débats d'hier que d'aujourd'hui, c'est la question du **financement**. Il a été affirmé à plusieurs reprises la nécessité d'inventer de nouveaux montages financiers. On a été citées aussi bien les expériences alternatives d'auto financement, que les expériences de banque coopératives et mutuelles ou encore celle des institutions de fonds sociaux par les banques, à un niveau tout à fait institutionnalisé.

Une autre idée, qui ressort de l'expérience italienne, est celle des caisses de capital risque destinées à soutenir toutes ces expériences de banques coopératives et d'auto financement citées précédemment et qui ont souvent un niveau de garantie et de sécurité moindres.

Finalement la question centrale liée au financement est l'élaboration de nouveaux critères d'allocation des ressources fondés non pas sur la rentabilité économique pure, mais sur l'utilité sociale avant tout.

Toujours lié à la question de l'emploi, le groupe a insisté sur le travail d'accompagnement à mener de façon beaucoup plus systématique et approfondie que ça ne l'est maintenant, auprès des personnes qui veulent créer leur entreprise.

• Un deuxième axe important de nos débats a été celui à la fois de l'analyse critique du fonctionnement économique et en particulier de la sphère financière mais aussi et surtout la définition de nouveaux mécanismes de régulation aussi bien au niveau national qu'international. C'est là une condition préalable à toutes les autres démarches alternatives.

C'est dans ce cadre là que nous avons cherché à redéfinir la fonction de l'État. En déclaration de principe, il a été dit que les excès liés au modèle étatique ne peuvent légitimer son retrait. Parmi ses fonctions à conserver, nous avons listé les

• • •

fonctions de protection, de sécurité sociale - qui renvoient à cet acquis européen dont on a parlé précédemment -, mais aussi de promotion de l'emploi et de redistribution.

• Un autre point très important qui a resurgi, c'est la question de **l'évaluation**. Pour se donner les moyens d'une meilleure évaluation, ceci implique de développer des compétences spécifiques, mais aussi de mettre en place des indicateurs, de repenser la consultation des populations, d'instaurer des mécanismes de contre expertise qui soient institutionnalisés. Il s'agit d'en faire une partie intégrante du fonctionnement des institutions.

• Dernier point qui fait le lien avec la question des alliances, c'est la nécessité de **créer une mémoire collective** de toutes ces expériences citoyennes auxquelles nous participons. Elle existe déjà, mais de manière très très diffuse. C'est la condition d'un renforcement du "tiers secteur", cela lui permettrait d'acquérir une visibilité accrue. Créer cette mémoire, cela implique non seulement un recensement des expériences mais aussi et surtout des analyses sur les propositions qui surgissent de ces milieux, notamment lors de conférences, de sommets, d'événements importants. Il faut repérer quelles sont les solutions qui sont proposées et mesurer leur validité et leur pertinence en terme de viabilité.

Par ailleurs il nous a semblé qu'il y a deux types d'alliances :

- l'alliance interne, c'est à dire avec des groupes qui ont une sensibilité commune. A ce sujet nous avons regretté une sous représentation dans ce carrefour des organisations travaillant dans le secteur des droits de l'homme, de solidarité internationale, de l'écologie et des syndicats. Ce sont quatre groupes avec lesquels il faut absolument s'associer, travailler plus

systématiquement pour nous renforcer mutuellement et innover davantage.

- alliance externe : l'accent a été mis sur les relations avec les collectivités locales, comme niveau intermédiaire avant l'État. En s'appuyant sur l'expérience italienne de gestion des villes, il faut développer le partenariat entre les différents acteurs sur des projets locaux.

Ignacy Sachs ajoute quelques éléments :

• J'insiste sur la proximité des propositions de cet atelier et de celle du précédent, autour de la question des alliances.

Nous avons constaté que d'une part, il y a l'intérieur de ce qu'on peut appeler la "mouvance citoyenne", des clivages qui sont encore très forts entre les groupes qui travaillent sur tels ou tels domaines spécifiques. Au sommet de Rio, on a pu constater sans réussir à dépasser le clivage existant entre les groupes à orientations développement et les groupes à orientation écologie. Ce problème peut se généraliser. Pour y faire face, nous proposons d'améliorer notre connaissance réciproque par la construction d'une mémoire continue autour de trois axes :

—> construire des réseaux d'échange d'expériences entre les réseaux, alors qu'aujourd'hui il existe une multiplicité de réseaux mais qui travaillent de façon fermée les uns par rapport aux autres. C'est un travail quasi institutionnel à mener.

—> Utiliser, c'est à dire analyser et évaluer, toute la matière première produite au cours des sommets par des milliers d'organisations, et qui sombrent dans l'oubli une fois le feu de la rampe du forum alternatif éteint.

• Par ailleurs il a été dit très fortement que, en matière d'emploi, notre responsabilité ne consistait pas seulement à faire des propositions

• • •

concrètes pour de la création d'emploi, mais à nous emparer des politiques institutionnelles elles-mêmes.

- A propos de l'économie sociale, la problématique posée était la suivante : comment rendre à l'économie sociale institutionnalisée son contenu social ? Ainsi, une mutuelle qui contrôle 20 ou 30% d'un marché de l'assurance peut-elle conserver une spécificité liée à ce statut ou bien est-elle une institution financière banalisée ? Dans la négative, comment peut-elle renouer avec sa culture sociale ?

Atelier 3 "vers une responsabilité politique des initiatives de citoyenneté"

Rapporteur : Aline Archimbaud

- Cet atelier s'est lui aussi interrogé sur le suivi du plan d'action du sommet de Copenhague par la société civile : comment sortir de ces situations de quasi échecs que l'on connaît quand on pense aux conférences précédentes pour laquelle il n'y a eu ni surveillance de la mise en oeuvre, ni contrôle de la transparence ?

- Par ailleurs, il a été proposé que les initiatives de la société civile dépassent leurs clivages en cherchant à nouer un contrat politique à imposer au niveau international. Pour ce faire, le groupe a insisté sur :

- La transversalité, la nécessité de voir toutes les cohérences entre les dimensions de la citoyenneté. La même personne est souvent à la fois producteur, consommateur, distributeur et acteur. La citoyenneté ne peut être tronçonnée.

- L'humour peut nous aider beaucoup dans nos actions : il y a des façons de mobiliser, de créer des dynamiques à partir de l'humour.

- La nécessité d'engager le débat avec les syndicalistes et les syndicats : plusieurs exemples

ont montré que c'était possible et qu'il y avait des avancées. Bien entendu, il ne faut pas nier les divergences pour autant. Des propositions ont été faites pour des actions communes ou des partenariats : on n'évitera pas le débat avec les syndicalistes sur la question de la place du travail salarié aujourd'hui et sur la nécessité d'inventer de nouvelles formes d'activités. Pour ne pas jouer les apprentis sorciers du libéralisme, il faudrait une reconnaissance politique d'un tiers secteur d'activités utiles socialement, pour éviter leur récupération par une démarche libérale. Nous n'éviterons pas le débat non plus sur la question de la représentation des chômeurs : on ne peut plus fonctionner sur un paritarisme ancien, alors qu'il y a près de 20 millions de chômeurs dans l'Union européenne, qui ne sont représentés nulle part, pas même dans les instances qui décident de leur vie (caisses d'assurance chômage...)

La reconversion des industries en crise (automobile, armement...), constitue un autre débat à mener en commun.

Enfin sur les relations avec le Sud, il y a parfois un débat très vif, par exemple sur la clause sociale, qui peut cacher parfois des démarches protectionnistes.

Et ainsi que le disait Monsieur Sachs à l'instant le même type de débat doit être engagé avec l'économie sociale.

- Par ailleurs plusieurs personnes ont exprimé le souci de ne pas rejeter les acteurs à la périphérie. Ainsi quand on évalue une action, prendre l'habitude d'y inclure le regard des acteurs eux-mêmes.

- Autre préoccupation en toile de fond dans cet atelier : construire une cohérence sur le fond entre les actions solidaires au Sud, à l'Est, au Nord (ex : le soutien aux actions de commerce équitable ; les campagnes pour des agendas 21 locaux ; les partenariats entre des groupes locaux aux quatre coins du monde...)

• • •

- Le groupe a souhaité également une prise de parole forte pour la dénonciation de l'utilisation de l'aide publique au développement.
- Plus généralement, il souhaite faire progresser l'idée que les solutions cherchées au Sud peuvent constituer une chance pour le Nord. Les démarches de type protectionnistes sont de court terme et il faut raisonner plus en amont, en échangeant idées et savoirs-faire, pour penser de façon cohérente au Nord et au Sud.

Mutualisation

Gustavo Marin :

Le matériel récolté dans les carrefours qui se sont déjà déroulés est considérable et il va falloir l'exploiter, le rendre visible pour préparer les suites de nos rencontres. Si vous en êtes d'accord, l'équipe qui a organisé cette rencontre aura mandat de donner corps à tout ce matériel.

Maintenant nous allons demander à Patrick Viveret, non pas de refaire une synthèse comme ce matin, mais de jouer un rôle d'écho, de caisse de résonance pour identifier les points essentiels.

Puis ouvrir le débat pour que d'autres propositions puissent être faites. Notamment prendre le temps d'écouter la proposition de Pierre Calame autour de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire.

Un participant : J'ajouterai un point à la restitution d'Aline Archimbaud.

Lorsque nous avons discuté d'alliances et de nouveaux contrats sociaux, le groupe a partagé un étonnement : la non représentation des syndicats dans ce carrefour. Or dans l'histoire, ceux ci ont été instituants d'un contrat social avant de devenir des institués, avec la solidarité comme rente à gérer. Du coup nous sommes dans une position de critique facile par rapport à eux. Pourtant un

acteur qui a 100 ans et qui a créé une forme de solidarité doit être associé à nos démarches.

Gustavo Marin rappelle la présence d'un représentant d'IG Metall et lui demande de jouer ce rôle de restitution des débats du syndicalisme.

Patrick Viveret complète : lorsque cette initiative a été prise, parmi les acteurs partenaires avec lesquels nous avons travaillé, il y avait toute la campagne "Faire l'Europe de la Grande Solidarité" dont le mouvement syndicaliste européen est un membre important. Donc le souci que vous exprimé était bien partagé par les organisateurs. Mais ce qui s'est passé, c'est qu'une vraie difficulté a été constatée, exprimée très franchement par les acteurs de la Campagne : ils étaient trop loin de leur base. La pression, notamment du côté syndical, pour adopter une stratégie défensive par rapport à une remise en cause du modèle social européen, fait que la question de "l'apartheid social" telle que nous la posions était une question qui à la fois recueillait l'accord des animateurs de la Campagne et en même temps les amenait à craindre qu'en s'associant complètement avec nous, ils aillent trop loin de l'expression de leur propre base. Ce qui a été décidé, c'est non seulement de garder des contacts : des éléments de coopération sont mis en place, des passerelles sont tissées. Mais pour se comprendre il faudra également surmonter les malentendus qu'on a identifié au cours de l'après midi d'hier.

Michel Faucon :

Pour le très court terme, il évident qu'un certain nombre d'entre nous se sont investis dans le travail de dialogue vis à vis du processus officiel du sommet de Copenhague et ce travail se poursuivra sur les points qui restent en suspens. Ce travail est mené auprès du gouvernement

• • •

français, qui préside l'Union européenne. Le 27 février, il y aura une réunion à l'instigation de la présidence de l'Union avec les représentants des ONG européennes pour une dernière consultation. Autre initiative pour information : il y aura 1200 réunions ou événements prévus à Copenhague. Les organisations françaises organisent une table ronde sur le thème de l'économie solidaire. La réflexion que nous voulons y mener est la suivante : nous sommes témoins, voir acteurs, dans des initiatives à finalité sociale. Or nous sommes tout juste capable d'en rendre compte. Mais nous n'avons pas construit un discours, nous n'en avons pas fait une proposition alternative à une logique économique globale. C'est peut-être ce qui nous infériorise par rapport au discours syndical.

Nous avons beaucoup de questions et peu de propositions constructives. Nous ne pouvons dialoguer en parité avec les syndicats car nous n'avons pas suffisamment élaboré un discours cohérent.

Pierre Calame :

Je n'avais pas prévu de prendre la parole, par souci de ne pas avoir l'air de manipuler la rencontre, en tant qu'organisme qui en finance une bonne part.

Qu'est ce qui me fait changer d'avis ?

- Dans la lettre que je vous ai fait parvenir, j'avais essayé de montrer que nous finançons cette rencontre dans le cadre d'une stratégie très clairement définie. J'ai pensé que cette lettre éviterait la confusion avec une manipulation.

- En écoutant Patrick Viveret, je me suis dit "c'est trop beau pour être vrai", puisque toutes les questions qu'il a pointées, sont celles auxquelles nous essayons de répondre bien ou mal.

Toutes ces propositions débutent par un infinitif. Mais qui est derrière ? Il ne faut pas en rester là.

Je suis convaincu de ce que disait Patrick

Viveret : il ne faut ni craindre le mondial, ni craindre le complexe. Dans notre papier méthodologique, on propose de prendre la complexité et le mondial comme une fête. Et c'est vrai que les États ne sont pas à la hauteur et c'est normal. Il ne faut pas attendre des États qu'ils engagent des processus de transformation à l'échelle mondiale et dans le long terme. Il faut donc oser, mais cela suppose une stratégie, de la durée et des méthodes. C'est ce besoin qui a donné naissance à "l'Alliance pour un monde responsable et solidaire". Le socle de cette Alliance, c'est le texte de la plate-forme pour un monde responsable et solidaire que vous avez reçu.

Je note qu'un peu à l'unisson de ce que vous avez dit, cette démarche est fondée au départ sur une culture de la révolte : il y a des choses que nous n'acceptons pas. Nous n'acceptons pas que la manière de se développer ait toute chance de nous conduire à une destruction des conditions de vie de l'humanité sur terre. Nous n'acceptons pas l'impuissance. Arrêtons d'essayer de définir le développement durable ; c'est d'abord un acte de refus. Nous n'acceptons pas que la science et le marché, qui avaient été inventés en principe comme outils des hommes pour les hommes deviennent des finalités en soi.

Tout le problème c'est comment combiner l'information et le désir en pouvoir.

Nous avons essayé de travailler ainsi : comment construire dans la durée, une stratégie reliant des gens autour d'une ou plusieurs perspectives et à partir d'un accord fondamental que nous avons essayé de mettre dans la plate-forme. Quand on dit se mettre d'accord, cela ne veut pas dire au mot près. Il faut bien s'allier pas seulement sur du "faire" mais aussi sur des constats, des valeurs, des perspectives...

Nous sommes également convaincus de l'importance des rendez-vous. Le gros problème,

● ● ●

c'est à la fois l'absence de perspective dans la durée et l'absence de méthode et de stratégie.

La société civile est organisée pour perdre et non pas pour transformer le monde. Les ONG ont intérêt à perdre car psychologiquement ces acteurs se représentent comme des purs, et pour rester purs il faut perdre. La gestion de la solidarité pacifique, c'est du compromis et on sort de la pureté.

Pour transformer le mode de fonctionnement de la société sur quelques décennies, organisons nous pour le faire parce que aucun autre espace ne le fera à notre place. En termes d'information, de désir et de capacité à saisir de nouveaux enjeux, je ne nous trouve pas du tout plus faibles que des États ou des entreprises multinationales. Mes expériences au service de l'État ou à la tête d'une grande entreprise m'ont montré que nos marges de manoeuvre sont bien plus importantes depuis la Fondation.

Je pense que la maîtrise de l'information et de l'énergie produisent du pouvoir collectif et qu'il faut avoir absolument tous les culots, mais que cela suppose des éléments extrêmement forts de stratégie.

Et c'est ce qu'on a essayé de définir dans cette note méthodologique que je voudrais vous résumer brièvement : à partir de la plateforme pour un monde responsable et solidaire, on se donne comme perspective dans la durée **une assemblée des citoyens du monde en 1999**. C'est une manière de gouverner un peu un imaginaire collectif. Là il faudra être capable d'amener les fruits de la diversité et de la complexité et d'exprimer ensemble des propositions communes dans une série de domaines.

L'an dernier nous avons été pris un peu de court par les échos qu'a reçu cette plateforme. Beaucoup de signataires se sont tournés vers nous en nous disant "et qu'est ce qu'on fait demain ensemble ?". Notre réponse était : "nous allons

l'inventer ensemble". Puis nous avons travaillé pour préciser ce "comment" : il faut travailler en réseau ouverts ; nous avons refusé le concept de conduite de l'Alliance - on la construit, on ne la conduit pas - ; ne pas bâtir de structure pour ne pas retomber dans des hiérarchies de structures...

Pour aborder cela il y a 3 dimensions importantes :

- comment se tenir prêt pour le RDV de 1999 ?
- comment relier l'universalité d'un monde à sa diversité ? C'est le défi fondamental de la complexité du monde. Mais ce défi, c'est aussi une fête, qui va nous obliger à nous mobiliser ensemble. La complexité se décline en diversité des lieux, des milieux et des questions. Ceci fournit les 3 points d'entrée majeurs de l'alliance : Groupes locaux de l'Alliance (à partir de spécificités locales, comment se pose les défis du monde ?) Collèges par milieux (Ex : la construction de parole syndicale sur les défis du monde en dehors des appareils). Chantiers thématiques par questions (ex : donnons une perspective commune sur la crise du système financier international, en y associant les gens dans les milieux financiers qui ont une conscience progressive du non sens du système).
- la réflexion sur les conditions de fonctionnement et d'efficacité des réseaux et donc la réflexion sur les systèmes de communication. Nous en développons quatre aspects, dont l'intérêt est de les relier : - la rédaction d'un bulletin - la décentralisation des annuaires de manière à ce que le centre ne soit pas le seul à détenir les noms et adresses (problèmes techniques de mutualisation à résoudre) - détourner les avancées technologiques, type conférences électroniques, pour relier à bas coût des gens très éloignés - construction d'un réseau international d'échange d'expériences. Voilà une contribution d'une initiative en cours, qui s'interroge sur le "comment faire ?".

Gustavo Marin :

L'idée pour la suite de nos débats est de reprendre les initiatives à court (autour de Copenhague), moyen (1995/96) et long terme et de les mutualiser.

Patrick Viveret :

Dans cette mutualisation, il est important que tout soit mis sur la table, à commencer par l'expérience de l'Alliance. Le principe est de voir quels sont les projets affichés, qui intéressent plus d'un acteur ; puis on cherche à réaliser une plus value à partir d'une initiative qui aurait beaucoup moins d'impact si elle était menée de façon isolée. Ainsi c'est ce qu'on a fait dans les réseaux de la Charte de la Citoyenneté, de l'ADELS etc... Les 24 propositions de l'ADELS pour les municipales ont été mutualisées par des réseaux. On doit faire la même chose pour la citoyenneté mondiale. Mais attention à la discipline et au défi méthodologique : plus on mutualise, et plus il faut être exigeant sur les conditions de l'échange d'informations, sur l'importance des rendez-vous. La contrepartie de l'humour et du plaisir, c'est l'extrême discipline collective que nous nous imposons mutuellement puisqu'il n'y a nul appareil hiérarchique ou bureaucratique pour l'organiser.

Ignacy Sachs :

• Cette proposition de mutualisation des expériences et idées est centrale. Elle renvoie à quelque chose de plus que les intentions, à un mode de rassemblement, de restitution et d'évaluation dans lesquels nous avons des expériences plus que négatives. Il existe une profusion d'initiatives qui ne se parlent pas. Je reviens aux propositions de Pierre Calame : il faut créer quelque chose qui ne soit pas un appareil bureaucratique hiérarchisé, mais comme le disait Patrick Viveret, il faut y introduire une discipline

et une culture de l'échange et de restitution qui n'est pas notre culture actuelle. Cela varie d'un pays à l'autre. Peut-être pouvons nous **postuler des rencontres, non pas pour débattre des idées, mais pour mettre sur pied un processus de mutualisation**. Certaines organisations internationales ne sont pas forcément hostiles à cela.

Nous avons parlé de la complexité : en même temps, nous sommes tous victimes de certains discours simplificateurs. C'est le cas du discours sur la mondialisation, qui doit être revu entièrement : il y a une fragmentation sans pareil dans certains domaines ; la mondialisation est inégale dans les autres domaines ; l'évaluation de ce processus est loin d'être uniforme : l'idéologie de la mondialisation comme bien absolu pénètre de plus en plus. Parallèlement, d'autres dont nous sommes, se concentrent sur les aspects négatifs de la mondialisation ; enfin nous faisons une confusion entre mondialisation et problèmes mondiaux...

Il y a un donc un gros travail sur la sémantique à mener. C'est un problème évident en sciences sociales. Nous avons donc à développer indépendamment des RDV politiques (Pékin, Istanbul...), des RDV qui visent une meilleur organisation de la mutualisation.

• l'idée "d'oser" est également essentielle. Le danger principal des mouvements alternatifs etc... c'est qu'ils se laissent eux-mêmes enfermer dans des ghettos. Nous devons avoir **l'ambition de couvrir tous les champs**, depuis les actions concrètes au niveau local, jusqu'à la capacité de proposition au niveau macro. Cela demande aussi un changement de culture.

Gustavo Marin :

• Au cours du carrefour asiatique, alors que j'essayais d'expliquer l'idée du rendez-vous planétaire de la fin du siècle, un philippin à

● ● ●

demandé comment asiatiser l'idée "d'états généraux de la planète". Immédiatement, trois grandes réponses nous ont été proposées : les malaysiens parlaient du "Mujiuara", les indiens citaient le "Panchaia", les Chinois le "Jiui". Ils étaient nombreux à soutenir cette idée de nous donner un rendez-vous, à moyen et long terme, sans jouer aux millénaristes, sans être dépendants du calendrier officiel, Onusien (1/1/2000 = Charte de la Terre). Nous devons développer notre propre calendrier.

• Dans notre atelier nous avons été marqué par la réaction de Riccardo Petrella, répercutée par Reinaldo Goncalves : l'idée de récupérer les notions d'audace et de révolte. Nous réfléchissions sur l'image du mur de Berlin et disions que nous devons être capable de détruire le mur de la misère, mais également de reconstruire un nouveau système de solidarité à l'échelle mondiale.

Marti Olivella :

• Je désire mutualiser une expérience source de stratégie, vécue à Barcelone.

Il s'agit de notre expérience sur l'objection de conscience au service militaire sous Franco. Elle nous a permis, en termes stratégiques, d'en tirer 4 facteurs qui peuvent contribuer à penser le changement social :

- bien définir une objection, un refus concret (Ici, l'objection au service militaire, plutôt qu'à l'armée et à la guerre).

- proposer une alternative constructive, viable (Ici, un service civile pour montrer qu'on désire faire des choses différentes).

- former un groupe prêt à prendre des risques. Si on ne produit que du papier, s'il n'y a pas de révolte existentielle avec le coeur, et des personnes prêtes à aller en prison etc..., cela ne fonctionne pas.

- la nécessité d'une crise qui va servir de

déclencheur (ici la mort de Franco).

Pour ce qui nous réunit aujourd'hui, nous sommes déjà dans la crise, mais nous n'avons pas élaboré une objection globale, ni des alternatives et nous ne savons pas comment concentrer notre énergie vitale pour prendre des risques pour un projet différent.

• Par ailleurs, nous avons créé il y a trois ans un réseau d'innovation sociale. C'est une petite association qui chaque mois envoie des propositions sur l'interculturel, la science, l'économie etc... A partir des 40 dossiers produits, nous en avons sélectionné une dizaine autour des questions économiques et financières. Parce que dans tous les endroits alternatifs on souligne l'importance de ces questions, mais en réalité sans force de proposition derrière. En novembre, nous organisons à Barcelone, une rencontre avec toutes les personnes qui ont réagi sur ces textes.

A partir de cette expérience, nous créons un petit centre de l'innovation sociale avec douze jeunes universitaires. Sur le réseau Internet, ils travailleront jusqu'à l'an 2000 pour repenser à la fois l'économie, l'écologie, la politique etc... dans un contexte interculturel. 40 à 50 personnes vont participer à distance, autour d'un petit groupe qui coordonne cela.

Si d'autres petits centres mènent des démarches similaires dans d'autres coins du monde, il sera très facile de les relier entre eux et de réaliser un "abaque" avec 100 ou 200 propositions venant des différents groupes et qui seront ainsi discutées collectivement.

François Xavier Verschave :

Si on veut une révolte et si on veut désigner des adversaires, je prendrais bien volontiers comme thème fédérateur le suivant : quels sont parmi les réseaux qui veulent mutualiser, ceux qui

• • •

pourraient adopter ce slogan : "l'économie est un sous-ensemble de l'écologie et de l'anthropologie, c'est à dire de la culture et du social". Je suis persuadé que les réseaux qui pensent et agissent comme cela sont majoritaires.

Au 19ème siècle, les ouvriers, alors qu'ils étaient complètement dominés, ont réussi à travers les mutuelles, syndicats etc..., à imposer progressivement le respect d'un contrat social comprenant un certain nombre de droits minimaux de couverture sociale.

Aujourd'hui, les réseaux qu'il s'agit de mutualiser et qui sont convaincues que l'économie doit être servante et non dominatrice, peuvent imposer aux États et aux institutions un contrat politique leur demandant simplement de faire ce qu'elles disent : ainsi la Banque mondiale dit que la pauvreté est prioritaire, mais ne respecte pas ce contrat politique.

Le contrat politique n'est pas une utopie, c'est le constat d'une majorité. Et le travail des organisations, c'est de faire reconnaître cette majorité.

Christopher Igre :

• Je suis très sensible à cette tentative de décroiser les milieux, de briser ces solitudes parallèles et de créer une unité des différences, susceptible de donner un contenu à cette révolte.

Il est essentiel de ne pas bureaucratiser cette révolte. Le piège est de se laisser prendre par les manières d'agir et de penser de ce auquel on s'oppose. C'est ce qui tue la jouissance et la vie. C'est ce qui se passe dans les banlieues, où on fait tout pour polir la révolte et non pour l'approfondir.

On se heurte à cela tous les jours dans les universités. L'université d'urgence a été créée pour essayer de trouver une alternative à l'enseignement qui est complètement tourné sur lui-même, qui cloisonne production et

transmission des connaissances. Il y a aussi des passerelles à trouver entre recherche fondamentale et humanitaire.

Un type de résistance qui peut se mener à tous les niveaux de la société, c'est celle à la déshumanisation de la vie.

Un étudiant en architecture nous montrait récemment comment tout le mobilier urbain, dans le métro, dans les squares, etc est fait pour qu'on ne puisse pas s'y allonger, qu'on n'est pas envie d'y rester, etc...

• Une proposition sur laquelle nous travaillons beaucoup est celle des "États du devenir" : remettre à l'avant-scène politique, culturelle, etc... la question du devenir, de la vie.

Nous y travaillons avec des pêcheurs, des agriculteurs, le RÉAS.... et je vous propose de vous y associer.

Pierre Calame :

• Un mot sur la durée.

Au Mexique, au mois d'avril, se tiendra la réunion annuelle d'échanges d'expérience DPH - Données pour le Progrès de l'Homme -. 30 pays, réseaux internationaux, travaillant sur des sujets variés (dimensions économique de l'exclusion, observatoire géopolitique de la drogue....) utilisent aujourd'hui un même outil. Mais cela a pris 8 ans. Et nous sommes engagés pour 20 ans.

Tout le monde parle d'échange d'expérience dans une démarche complètement velléitaire où le temps est aboli.

Notre expérience s'est construite sur le temps. Les temps longs ne sont pas liés à l'apprentissage d'un système technique, mais à la mise en forme de son expérience et surtout à l'usage de l'expérience des autres. Nous n'y sommes culturellement pas préparés à l'école, et il faut 4 ou 5 ans pour apprendre à se servir de l'expérience des autres.

Derrière cela il y a un problème de structuration

• • •

de l'information : comment rendre compte d'une réalité systémique par des mots clés ? Si on convient que le problème n'est pas de faire circuler l'information, mais de la structurer et de sélectionner celle qui est porteuse d'avenir, alors les mots-clés posent un problème essentiel. Nous nous sommes rendus compte qu'il fallait réinventer les thesaurus, car ceux qui existent déjà sont d'ordre universitaires et découpent la connaissance en rondelles, alors que nous voulons qu'ils relient la connaissance à l'action.

• Mais l'idée d'Ignacy Sachs est essentielle : il faut rassembler toutes les propositions faites autour de Copenhague et les évaluer, les organiser. Ce n'est pas compliqué, si on a déjà un système de structuration de l'information. Sinon, on aura l'équivalent du sommet de Rio, avec des milliers de pages qui ne servent à rien.

Une participante :

J'ai une proposition fondamentale et stratégique à faire. J'espère qu'elle pourra servir pour la prochaine réunion.

Selon mon expérience, cette proposition produit des résultats concrets, en terme d'innovation et d'action. Au moins 50% des participants doivent être des femmes, si vous ne voulez pas rater la moitié de l'histoire et de la stratégie. Si vous voulez changer le monde, soyez sûrs que vous êtes du côté des femmes.

Riccardo Petrella :

Moi aussi, j'aimerais bien mutualiser les travaux du Groupe de Lisbonne. Jusqu'à présent nous ne l'avons pas fait car nous en sommes encore au stade de "l'objection", ainsi que l'a défini Marti Olivella. Nous formulons les priorités, mais nous commençons juste à formuler des contrats mondiaux. La pratique du contrat est une méthode, une approche. Nous élaborons des propositions sur 6 ans.

L'un d'entre eux, le contrat démocratique, pourrait commencer après Copenhague. Nous devons réinventer, pour l'échelle planétaire, la démocratie que nous avons été capables d'inventer au plan national. Quinze jours après Copenhague, Europe 99 et l'Alliance devrait commencer des "états mineurs" pour le contrat démocratique mondial. Toutes nos expériences représentent des nouvelles formes de démocratie qui s'auto organisent, qui expriment des révoltes et des demandes sociales et qui sont capables d'offrir des solutions politiques.

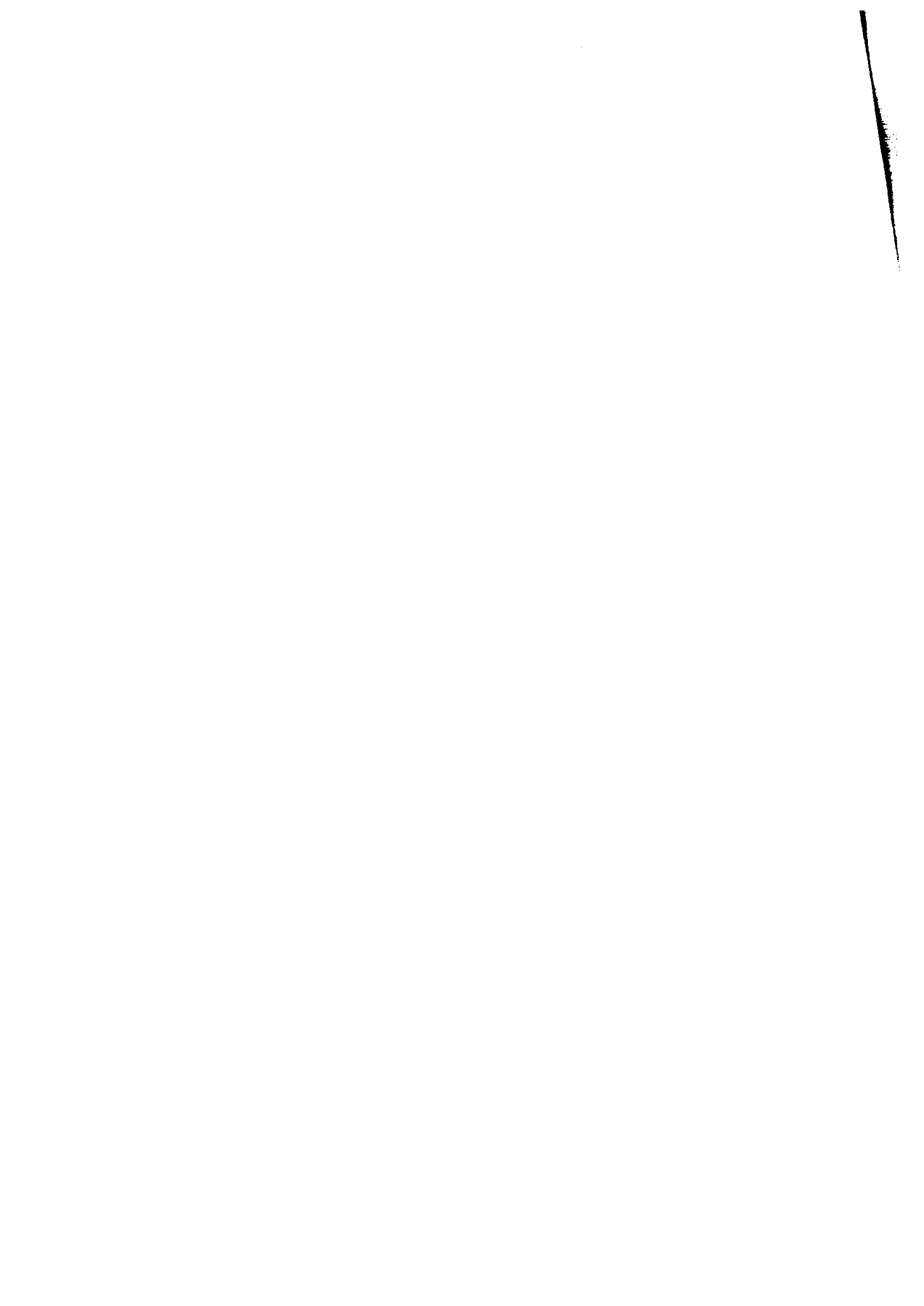
Patrick Viveret :

• Nous avons déjà le rendez-vous important de 99 avec l'assemblée de citoyens du monde et des projets intermédiaires non négligeables : plusieurs des initiateurs ont pour projet de dire que la **renégociation du traité de l'Union européenne en 1996** ne doit pas être seulement l'affaire des États. Il y a un enjeu démocratique fondamentale à ce que la citoyenneté européenne existe. L'alliance entre initiatives de citoyenneté et parlements est un enjeu concret.

Liste des participants

au carrefour européen

• • •



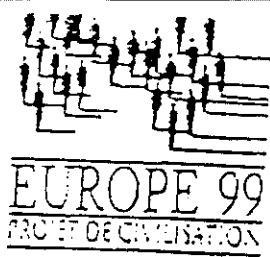
NOM	PRENOM	ORGANISME
Abramovay	Ricardo	EHESS/Dpt Eco de l'Université São Paulo
Acquati	Giovanni	Mag Milan
Amouroux	Philippe	Fondation pour le Progrès de l'Homme
Archimbaud	Aline	Réseau Europ. de l'Eco. Altern. et Solid
Boisgallais	A. Sophie	Agir Ici, pour un monde solidaire
Bordage	Fazette	Trans Europe Halles
Calame	Pierre	Fondation pour le Progrès de l'Homme
Carton	Bruno	Fondation Roi Baudoin
Clerc	Denis	Alternatives Economiques
Cohen	Corinne	Courrier de la Planète
Dawkins	Kristin	Institute for Agriculture & Trade Policy
de Ravignan	Antoine	Vivre Autrement/ENDA
Del Rio	Enrique	Proempleo
Dughera	Jacques	Caisse des dépôts
Duruffle	Anne	Fundacja da Polski
Eloy	Gérard	Fondation pour le Progrès de l'Homme
Fabre	Jean	Programme des Nations Unies pour le Dvpt
Faucon	Michel	Coordination Solidarité Urgence Dévelop
Galand	Pierre	OXFAM
Gobbe	François	Kairos Europe
Godenzi	Beata	Centre de Recherche & d'Informat° pr Dvp
Goncalves	Reinaldo	Políticas Alternativas para o/cone SUL
Gratchev	Andrei	
Greune	Gerd	SPD
Guiglia	Sandro	Innovations et Réseaux pour le Développ
Hänel	Martin	REMEDI
Hervé	Michel	Europe 99
Isquierdo	Jordi	Fondation UTOPIA
Jaffer	Zubeida	
Jarré	Dirk	International Council on Social Welfare
Jouen	Marjorie	Commission des CE/Cellule de prospective
Jover	Daniel	Promocions
Judge	Anthony	Union des associations internationales
Kazepov	Dr Yuri	Fondazione Bignaschi
Kleck	Véronique	Europe 99
Lebaube	Alain	Le Monde
Levallois	Michel	Association ENDA Tiers Monde
Luyckx	Marc	Commission des CE/cellule de prospective
Marin	Gustavo	Fondation pour le Progrès de l'Homme
Mary	Brigitte	Emmaüs International
Novacek	Dr Pavel	Palacky University/Dpt of Ecolog
Olivella	Marti	Ecoconcern
Petrella	Riccardo	Commission europ-DG XII
Petrella	Francesca	OCDE-Programme LEED
Peugeot	Valérie	Europe 99
Picard	Dominique	Caisse des Dépôts/Prog dvpt et solid
Ramadier	Paul	DG XXIII - Commission Européenne
Robin	Jacques	Europe 99
Roulléau-Berger	Laurence	CNRS/LEST
Sachs	Karol	Crédit coopératif
Sachs	Ignacy	Ecole des Hautes Etudes en Sc Sociales
Sauvage	Patrice	OCDE
Skinner	Jane	Birmingham Settlement

NOM	PRENOM	ORGANISME
Tablas	Angel	Institution européenne pour la paix
Tarting	Nigel	DGXXIII-Commission européenne
Van Ermen	Raymond	Bureau européen de l'environnement
Verhelst	Thierry	Réseau Culture et développement
Verschave	François Xavier	Mairie de St Fons
Viveret	Patrick	Europe 99
Vukasin	Pavlovic	Eko Center
Weinzinger	Brigid	OE
Werckmeister	Georg	IG Metal
Wühl	Simon	
Yggdre	Christopher	Les périphériques vous parlent
Zinsou	Marie-José	Europe 99

Fiches d'expériences

communiquées par les participants

...



"FICHE D'EXPERIENCE"

Nous vous demandons de relater, avec l'aide de votre réseau, le cas échéant, les expériences que vous considérez comme particulièrement probantes dans le cadre de nos problématiques.

NOM :IZQUIERDO MORENO.....

PRENOM :JORDI.....

ORGANISME/RESEAU:

(le cas échéant)

FUNDACIO UTOPIA D'ESTUDIS SOCIALS DEL BAIX LLOBREGAT
.....
.....
.....

ELEMENTS D'IDENTIFICATION PERSONNELLE :

Gérant, Coordinateur de tous les actes que la Fundació fait.
.....
.....
.....

EXPERIENCE SUCCEPTIBLE D'IRRIGUER LE CARREFOUR :

La Fundació Utopia d'Estudis Socials del Baix Llobregat est une
fondation privée, qui soit crée en 1999 sur la proposition des
Unions Comarcals des syndicats CC.OO. et U.G.T. lesquels avec
les Maries de Cornellà de Llobregat et Sant Feliu de Llobregat, le
Consell Comarcal del Baix Llobregat, le Centro de Estudios Comarcal
del Baix Llobregat et les Monsieurs Eduardo Roja Torreclilla, Fran-
cesc Castellana Aragall, Josep Mâ Rafé Blasco et Madama Maria Carmen
Garcia-Nieto Paris, forment partie de son Patronat.

Ses activités principales sont:

- Faire des études profonds à travers de séminaires, journées d'études, débats, etc, sur les causes qui provoquent la marginalisation et l'exclusion social.
- Participation directe à travers de Centres qui travaillent thèmes d'exclusion social et d'aide aux personnes avec problèmes de droquedependance, chomeurs, problèmes avec la justice, prisonniers en phase terminale du SIDA, réinsérer ex-prisonniers et drogués... donner support aux plans d'auto-occupation pour les jeunes.
- Informatiser un Fond Documental historique, qui rasasse les expériences que le mouvement ouvrier, social et syndical a vécu pendant la période de 1.939-1.986 (Guerre Civile, franquisme et transition), principalement dans la région du Baix Llobregat, mais aussi au reste de Catalunya, Espagne et Europe. Ce Fond Documental a comme objectif contribuer à ne pas perdre les valeurs que les luttes ont représenté et les obtentions collectives. Ce Fond Documental sera ouvert au public quand il soit informatisé.
- Créer un point de référence pour le débat, rencontre et réflexion de toutes les forces politiques qui cherchent les nouveaux chemins pour réussir à un monde plus juste et solidaire.

N.B. : SI VOUS TRAVAILLEZ SUR UN ORDINATEUR (MAC OU PC),
MERCI DE NOUS RENVoyer VOTRE FICHE SUR DISQUETTE (H.D.)
CELA FACILITERA LA LISIBILITE ET LA DIFFUSION.
CE SUPPORT PAPIER N'EST DESTINE QU'AUX PERSONNES NE
DISPOSANT D'ORDINATEUR.

Experience Sheet

Name: KAZEPOV

First name: YURI

Organisation/Network:

1. University of Milan, Department of Sociology.
2. Bignaschi Foundation, Milan.
3. IARD-TREU, Task force for Research in Europe, Milan.

For any contact:

Fondazione Bignaschi

Via Olmetto, 3

I - 20123 Milan

Tel. int +39 +2 +805.77.18

Fax. int +39 +2 +869.25.65

E-Mail: jkazepov@mail.sociol.unimi.it

Elements of personal identification:

(1962-) PhD in Sociology, lecturer of Sociology at the University of Milan and research fellow of the European University Institute (september '95-february '96: Citizenship Forum). Member of CROP-NET (Comparative Research Program on Poverty) and of the editorial board of INCHIESTA, since May 1994 responsible of TREU (Task Force for Research on Europe), the research and networking unit of IARD Institute (Milan). Coordinator of the Observatory on Urban Poverty at the Department of Sociology (University of Milan).

Experience:

In the last 5 years I have been working on social exclusion on a comparative basis, particularly on the way in which citizenship systems are excluding the poor. Within this broader theme the focus of the projects was on how the institutions pre-structure the paths to (or through, or the ways out of) poverty in wealthy capitalist countries.

Theoretical background for the large empirical project (divided into many sub-projects coordinated by myself) was Esping-Andersen's typology on welfare systems, i.e. the use of Polanyi's concepts of *reciprocity* (family and voluntary agencies), *redistribution* (state) and *market* (market), in order to grasp the different welfare mixes in the different countries and the corresponding capacity of de-commodification.

These three fields on which we lay emphasis have to be seen as 3 sub-systems of responsibility in supplying welfare (both in terms of services and resources). The relative prominence of one sub-system compared to another characterizes three models and, also, the variants which we can identify inside each model. The ideal-types of welfare systems identified by Esping-Andersen are:

- a) the liberal welfare system, characterized by market prominence (with a very low de-commodification);
- b) the conservative (or corporative) welfare system, characterized by family prominence and labour market entitlements (with a selective and medium-range de-commodification);
- c) the sociodemocratic welfare system, characterized by state prominence (with a high level of de-commodification).

We¹ have added several variations to Esping-Andersen's original model so as to identify more clearly two important features in the processes that generate the risk of impoverishment:

- a) in particular the division between countries with a traditionally strong and effective State, and those with an inactive State.
- b) the divisions between cases at the regional, local or social group level where the persistent economic importance of family and kinship organization has succeeded in being decanted into forms of innovative entrepreneurship and those where familism is heavily dependent on state assistance and the domination of the big externally-based companies.

In the empirical research I concentrated on two countries, Germany and Italy, and within these countries on two economically successful regions, Baden-Württemberg and Lombardy.

Both countries belong to the *conservative* model of Esping-Andersen's typology. Its characteristic feature is the relatively great importance of the family system which has remained very important in terms of welfare provision and, consequently, of conditioning the life strategies of individuals in supporting and protecting weak subjects. The *subsidiarity* principle upon which State intervention is based, rooted in complex historical conditions, which brought to a traditional state distrust of market forces and a full-blown resistance aimed at preventing whole-scale proletarianization that ends up fostering the adaptation of self-employment, family businesses and voluntary associations as an alternative to maximized capitalist concentration. This is a more or less typical feature of latecomer industrialization and has become greatly revitalized as a precondition for relative economic success in the post-Fordist age, but only in cases where this family business has retained innovative economic capacity and a sufficient degree of autonomy from processes of full proletarianization or the expanding welfare-related redistribution of public resources.

All variants within this model are characterized by high levels of economicistic citizenship, which means that entitlements depend on the labour market position and that the model of adult male family-wage-earning employment protected by state and trade-union action has developed as the main form of citizenship. But regions have to be industrialized in order to access to these rights, and not all regions are.

In this model of welfare capitalism, therefore, the production of poverty coagulates particularly at the intersection between, on one side, the sheltering capacity of the family, kin, community and voluntary organizations and, on the other, State policies of national insurance, income support and fiscal redistribution, depending partially on the labour market position of the breadwinner. The familial and kinship system is more (Italy) or less (Germany) overloaded with responsibilities and risks being dragged down into poverty whenever it has to support many individuals in need of special care, especially in countries where the state welfare is relatively inefficient, as in the countries of southern Europe.

The comparison underlined the different impact of the socio-demographic and the socio-economic transformations on the effectiveness and efficiency of the social policies at the local level and the need of complex projects of social re-insertion to go beyond the productivist

¹ The working group I coordinated at the Department of Sociology, under the scientific responsibility of Enzo Mingione and Francesca Zajczyk, is composed by senior, junior researchers, as well as students and social workers.

model of welfare policies. This means that in a framework of basic citizenship rights, which are still not realized in Italy (for example) and that are going to be resized in Germany, the design of social policies should integrate both subjects and resources for socially innovative projects on the basis of the help to develop autonomous (from social-assistance) life strategies. How these projects have to be designed is the outcome of the local context and of the resources mix within which the re-insertion project has to work. Anyway the State should play a fundamental role in allowing access to all persons which are in a condition of need and socially excluded.

Our empirical research showed that there was a great disomogeneity in the access to these kind of projects, because they are not the outcome of a social policy designed at facilitating these activities, but only of the initiative of the single social workers. This is particularly true for Italy where we have in part very good laws and innovative projects, but where people don't know their rights or have not the chance to see them fulfilled

The obstacles to a Social Europe are many, ranging from the fragmentation of Political Institutions to the absence of social and democratic political resources, needed to overcome the conservative opposition. Moreover, besides the institutional fragmentation of the single member states, we have also to consider that the institutions of the European Union themselves are designed to inhibit bold initiatives. Voting rules constitute a fundamental constraint, encouraging minimalist strategies. The economic heterogeneity of the EU is compounded by a social and cultural heterogeneity which slows down the creation of a perception of common citizenship. Some data: in 1991 expenditures on social protection (in % of GNP) ranges from 16.9% of Portugal to 32,5% of the Netherlands, with an EU average (1989) of 26,1%. Subsidiarity seems to be, at best, an alibi for social *laissez-faire* at the Union level.

The persistent financial troubles of the Union and the Unified Market may well be a sign that the matter needs to be carefully reconsidered.

Some few final remarks.

Any discussion of the problems caused by social exclusion in Europe must clearly remain within two common sense boundaries:

- a) On the one side, there are the different traditional types of welfare capitalism which are giving rise to different social cohesion tensions. Even if we are critical of the *laissez-faire* and *nationalistic* attitudes of the European elites, this persistent and even increasing diversity must be taken into account. This does not mean that a homogenization process is impossible but rather that it should be based on different paths, welfare programmes and social protection schemes as required by local combinations of social arrangements and economic resources.
- b) On the other side, there is the general belief that economic integration together with social disintegration is hard to achieve in the long run. In other words, increasing divergence under conditions of social integration and the uncontrolled increase of various social tensions will seriously damage economic integration, starting with its political foundations.

It is clear now, that European economic integration *per se* (if we speak about Europe, but this is also true at the global level) is unable to create a large number of new jobs and is not counteracting the typical trends of the post-fordist employment transformation and its *jobless growth*. Therefore, we need to take into account the increasing difficulties faced by modes of

social integration deriving from the uneven patterns of social and geographical redistribution of qualitatively diversified employment opportunities in different social contexts.

The extension to every European region of a Scandinavian model of service provision, highly public and extensively regulated, appears unlikely due to both high costs and unfavourable socio-economic traditions, while severe and effective restrictions on immigration appear unrealistic on a continental scale given the present political and demographical situation.

Therefore the uneven distribution of jobs within the employment structure among:

- a) the securely employed;
- b) the unemployed and irregularly employed, and
- c) Third World migrants in the worst jobs,

requires a diversified policy on the part of the European Union in order to prevent devastating social consequences.

In order to defend social cohesion and promote an adequate level of European social citizenship, Europe (the European Union?) will have to reconsider urgently the possibility of implementing a strategy of intervention in at least three areas:

- a) immigration and regulation of the social conditions of work of immigrants;
- b) insertion into the labour market and planning of working careers for young people within a less stable and more heterogeneous labour market;
- c) provision of specialized aid in favour of subjects and households which suffer from particular forms of deprivation.

This may not entail homogenization of social policies but, rather, paying careful attention to what are emerging as the most serious defects in the systems of social integration that have developed in the different European contexts and providing for the redistribution of resources in order to ensure at least a minimum level of viability.

In other words, one context may need more income support, another more public provision of some specialized services, and another a stricter regulation of some areas of employment.

However, in a more economically integrated Europe where the European Union is imposing financial regulations and budgetary restrictions, the implementation of social policies cannot be left to the residual capacities of single member states or, even worse, to the limited and institutionally diversified capabilities of local authorities. On the contrary, it should be based on a process of negotiation and redistribution arising out of a consensus at the central EU level on the crucial importance of avoiding uncontrollable itineraries of social exclusion in order to build a minimum level of social cohesion and European citizenship.

EXPERIENCE SHEET

NAME: Weinzinger
FIRST NAME: Brigid

ORGANISATION: Austrian Information Service on Development Policies / ÖIE
(Österreichischer Informationsdienst für Entwicklungspolitik)

ÖIE is a private non-profit, non party or church affiliated organisation dedicated to development education, information campaigns and raising of awareness about North-South issues in Austria.

ELEMENTS OF PERSONAL IDENTIFICATION

I have been working with NGOs in Austria on development issues for the past thirteen years, covering a whole range of aspects of North-South justice: from project support and partnership schemes with Southern NGOs to information activities and lobbying on various issues. On the international level I have been involved and taken part in various NGO networks, and have also served as a networker on the national level. I participated in the UNCED process and its follow-up and have been dedicating a considerable amount of practical and intellectual effort towards the concept of sustainability and its concrete implications.

EXPERIENCE LIKELY TO INTEREST THE SYMPOSIUM

My background of activities, issues and debates that might be of relevance for the symposium covers the following areas:

Issues:

- * Environment and development as a question and an approach of "people, participation and culture" as defined by Anil Agarwal.
- * Sustainability as a five dimensional concept - being one of ecological, social and economic dimensions as well as extending in space (global nature) and time (future generations).
- * North-South justice and redistribution of (global) wealth, also to be seen as reparation policies towards the South for 500 years of Northern extraction of resources and wealth.

Activities:

- * Initiating a programme for and (supporting the) building up of local development action groups all over Austria:
- * Developing proposals and forms of actions for individual citizens and demonstrating what individuals can do to bring about change. Working on innovative actions, producing brochures on action ideas and practical experiences, etc.
- * Organising public support for and carrying out lobbying/political actions on various issues.
- * Organising NGO platforms and joint actions.
- * Building up of the Climate Alliance in Austria: The Climate Alliance is a partnership between (Austrian resp. other European) municipalities and indigenous organisations in Latin America to protect the world climate through reducing carbon dioxide emissions in the North and safeguarding the tropical forests. It works on the local level and involves cooperation between citizens/activists and the municipalities.
- * Participation in ANPED (Alliance of Northern People on Environment and Development) and its efforts in linking Western Europe, Central and Eastern and North America and building up a network for citizen action.

Debates:

- * Citizen participation: Which instruments exist or would be necessary? What could participatory democracy in our present political system (in Austria, in Europe) mean, look like,...? Which other than Western democratic experiences can we draw upon?
- * "We need to bring about change" - but how do we do it? What motivations, what emotional, psychological and intellectual aspects of individuals and societies are prerequisites for change? How does sudden/substantial change within a society happen and what triggers it off? How do "slow" /evolutionary processes of change work and how can they be influenced? What can NGOs do (and what shouldn't they be doing) do bring about change?



"EXPERIENCE SHEET"

With the assistance of your network, if any, would you please recount the experiences which you consider to be especially cogent within the framework of the issues we raise.

NAME: Nováček

FIRST NAME: Pavel

ORGANISATION/ NETWORK:
(if any)

1. Society for Sustainable Living

2. Department of Ecology, Palacky University

ELEMENTS OF PERSONAL IDENTIFICATION

Assistant Professor at Palacky University

Main areas of educational activities and research:

landscape ecology and planning, sustainable development,
global environmental problems

EXPERIENCE LIKELY TO INTEREST THE SYMPOSIUM

Leader of the project "Czech and Slovak Sustainable Study"

The Department of Ecology, Palacky University, Palacky

University together with Society for Sustainable Living (NGO)

are coordinating research project called "Sustainable Future

for the Czech Republic and Slovakia - 21st Century Study".

The aim of this study is to analyze alternative routes of

development and possible futures for society in the Czech

Republic and Slovakia.

The project is being prepared in collaboration with

the Millennium Institute, Arlington, Virginia and fits the

Institute's definition of a 21st Century Study:

"It is a multisectoral, integrated work that has a long-term perspective and seeks strategies that function satisfactorily now without leading to negative consequences later!"

Emphasis is put to looking for strategies which are environmentally, socially and economically sustainable.

Crucial part of the project deals with spatial distribution of human activities and with preconditions of landscape for socio-economic utilization.

This study could be used by others as "case study", especially because of multisectoral, long-term oriented approach.

NOTE: IF YOU WORK WITH A MICROCOMPUTER (MACINTOSH OR PC) PLEASE SEND YOUR FILE ON DISKETTE (H.D.). THIS WILL AID LEGIBILITY AND DISTRIBUTION. THIS PAPER FORM IS ONLY INTENDED FOR PEOPLE NOT POSSESSING A MICROCOMPUTER.



"FICHE D'EXPERIENCE"

Nous vous demandons de relater, avec l'aide de votre réseau, le cas échéant, les expériences que vous considérez comme particulièrement probantes dans le cadre de nos problématiques.

NOM : M.G. - Tablas

PRENOM : Angel

ORGANISME/RESEAU :

(le cas échéant)

El Centro de Investigación para la Paz es una organización no gubernamental, privada... e independiente, sin fines de lucro, cuyo objetivo es investigar y sensibilizar sobre... cuestiones de política internacional, seguridad, economía, ecología y desarrollo, desde la perspectiva multidisciplinar de la investigación y promoción de la seguridad humana, divulgando información útil para este propósito.

ELEMENTS D'IDENTIFICATION PERSONNELLE :

Diplomado por el INSEAD, dirige durante cinco años una importante empresa industrial... Estudios de Doctorado en la Universidad de Cambridge: Facultad de Economía y Trinity College. Doctor en Derecho. Asesor del FNID. Profesor de Economía Internacional y Desarrollo de la Facultad de Económicas de la U. Complutense de Madrid.

EXPERIENCE SUCCEPTIBLE D'IRRIGUER LE CARREFOUR :

Autor de artículos y libros sobre temas de economía internacional, principalmente referidos a la inversión extranjera en España, La internacionalización del Capital y la articulación del centro de la economía mundial.

Ha sido miembro del Consejo de Redacción de diversas revistas. En la actualidad es Presidente de la FUHEM y del Centro de Investigación para la Paz (CIP), así como miembro del Consejo Editorial de la Colección de Economía Crítica.

La FUHEM realiza una actividad educativa directa con 7 centros escolares en Madrid y 5.000 alumnos de enseñanza primaria y media. Ha sido una de las principales experiencias escolares

en innovación educativa y actualmente tiene planteado un amplio debate interno sobre el tipo de educación necesaria en una sociedad marcada por la mundialización y por profundos cambios económicos y culturales, en torno al sentido y función del trabajo en la sociedad del futuro.

El CIP ha mantenido una intensa actividad investigadora promovida por sus propios investigadores, vinculados muchos de ellos a universidades y otros centros de investigación españoles y extranjeros. Es así como el CIP desarrolla varios proyectos de investigación vinculados a sus tres áreas básicas de trabajo, permitiendo la labor de análisis, investigación y evaluación. Merece destacarse el que bajo el título Comercio alternativo y solidaridad con América central, profundiza en las vías complementarias y alternativas para la cooperación. Los problemas de desarrollo han venido siendo abordados desde diferentes perspectivas. Todas las publicaciones del CIP han contado con numerosos trabajos de diferente extensión y amplitud, muchos de ellos integrados en la Colección de Economía Crítica, entre los que podemos destacar, Estado privatización y bienestar de G. Rodríguez Cabrero; Desarrollo Económico de J. Earwell, M. Milgate y P. Newton; Teoría de las necesidades humanas, de L. Doyal e I. Gough; y La economía mundial de los 90. Tendencias y desafíos, en el que han intervenido doce especialistas. También se han publicado informes especializados, como Propuestas de transformación para el Banco Mundial y el FMI; o España y la Ayuda Oficial al Desarrollo; los Créditos FAD, manteniéndose en la actualidad diferentes investigaciones sobre la Ayuda Oficial al Desarrollo en nuestro País. Al mismo tiempo el CIP interviene en España en diferentes iniciativas relacionadas con la Cumbre Mundial sobre Desarrollo Social.

N.B. : SI VOUS TRAVAILLEZ SUR UN ORDINATEUR (MAC OU PC),
MERCİ DE NOUS RENVOYER VOTRE FICHE SUR DISQUETTE (H.D.).
CELA FACILITERA LA LISIBILITE ET LA DIFFUSION.
CE SUPPORT PAPIER N'EST DESTINE QU'AUX PERSONNES NE
DISPOSANT D'ORDINATEUR.

DAWKINS, Kristin
Institute for Agriculture and Trade Policy

Experience Likely to Interest the Symposium

From 1973-1987, I worked as a non-governmental community activist in urban development in Philadelphia, one of the largest and poorest cities in the U.S. At that time, I chose to return to the university to study international economics and environmental policy after realizing that even the most effective local organizing projects were not sufficient to improve basic problems of housing, food, employment, and income facing the urban poor.

During my studies for a Masters Degree in Planning at M.I.T., I discovered the GATT as an instrument of international economic policymaking. In Massachusetts, I began working with trade unions, consumers and other groups within civil society to affect the U.S. posture in these negotiations. In addition to specific concerns relating to employment, food safety, and environmental impacts, the "fast track" procedures before the U.S. Congress emphasized the anti-democratic nature of this international policymaking. Also during this time, preparations for the Earth Summit were unfolding. I wrote my Masters Thesis on the topic, "Sharing Rights and Responsibilities for the Environment: Assessing Potential Roles for Non-Governmental Organizations in International Decisionmaking."

In 1991, I found employment with the Institute for Agriculture and Trade Policy. We are a non-profit independent research and education organization dedicated to creating economically, socially and environmentally sustainable rural communities and regions. Our primary focus is in the policymaking arena, where we are working to democratize the global decisionmaking process.

As Director of Research, I have coordinated our investigations in numerous areas including the linkage between agriculture, trade and the environment; biodiversity, biotechnology and intellectual property rights; ecological economics; multilateral democracy; and the implications of these policies on rural communities in both the North and in Third World. I co-host "Global Cafe," a weekly cable television show interviewing people with expertise and alternative perspectives regarding these issues and I have published numerous articles in journals from the U.S., France, Britain, Brazil, Malaysia and South Africa.

My job has been very broad-ranging, as I have represented the Institute at a large number of international conferences including the Earth Summit in Rio de Janeiro of June 1992, the conclusion of the GATT Uruguay Round negotiations in Marrakesh in April 1994, and the Social Summit Preparatory Committee meetings to date.

KRISTIN DAWKINS

788 Charles Avenue
St. Paul, Minnesota 55104
612-379-5980

EDUCATION

M.C.P., Massachusetts Institute of Technology, 1991. Department of Urban Studies and Planning, Specialization in International Environmental Negotiation.

B.A., Antioch College of Philadelphia, 1976.

PROFESSIONAL EXPERIENCE

Senior Fellow, Institute for Agriculture and Trade Policy, Minneapolis, MN, 1991 - Present.

Research, write, lecture and coordinate international non-governmental planning on the policy linkages between international environmental and trade law.

Senior Writer, Consensus, Harvard Law School Program on Negotiation, Cambridge, MA, 1989-1991.

Researched, wrote, and edited articles on dispute resolution in the public sector for quarterly newsletter distributed internationally.

Marketing Advisor, ENDISPUTE, Inc., Cambridge, MA, 1990-1991.

Designed and drafted marketing materials including proposals and brochures for international firm providing dispute resolution services.

Director of Research and Public Policy, Institute for the Study of Civic Values, Philadelphia, PA, 1988-1989.

Analyzed and developed publications about the federal budget impact on local communities in Pennsylvania and nationwide; developed successful national campaign increasing federal funding of the Community Development Block Grant from \$2.8 to \$3 billion.

Executive Director, Philadelphia Jobs In Energy Project, Philadelphia, PA, 1979-1989.

Organized and staffed local and statewide coalitions on energy policy. Raised and administered budgets up to \$200,000 per year. Managed consultants and staff of 21 generating up to \$1,000,000 in annual sales of weatherization services, neighborhood planning, and policy research.

Spanish Teacher and Translator, Philadelphia, PA, 1984-1989.

Taught beginner, intermediate and advanced level Spanish lessons in groups and tutorials in Philadelphia. Translated materials including international adoption documents and educational materials for the Philadelphia Department of Public Health.

Fundraising Consultant, Kensington Joint Action Council, Philadelphia, PA, 1988-1989.

Wrote funding proposals and reports to support \$144,000 annual budget of multi-racial community organization in North Philadelphia.

Consultant, Food and Energy Systems, Philadelphia, PA, 1984-1988.

Staffed Puerto Rican coalition to develop urban commercial agriculture and surplus distribution system to soup kitchens in Philadelphia. Coordinated campaign increasing Pennsylvania funding for food assistance from \$7 to \$9 million.

Editor, Neighborhoods Newsletter, Institute for the Study of Civic Values, Philadelphia, PA, 1976-1979.

Managed all aspects of monthly publication about urban neighborhoods and public policy distributed nationwide.

Director, Fairmount Organization of Responsible Teenagers, Voyage House, Philadelphia, PA, 1974-1975.

Trained and supervised 5 teen-aged staff in Philadelphia neighborhood. Provided legal and drug counseling to youth and their families. Designed and coordinated community service projects with youth including job development, sports, a film production and newspaper.

Production Worker, BAMBE, Inc., North Stratford, NH, 1971.

Designed, implemented, and tested aerobic digestion process for experimental bark compost on 40-acre carrot farm in New Hampshire.

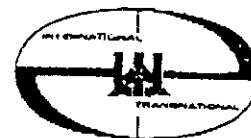
PUBLICATIONS

- "NAFTA: The New Rules of Corporate Conquest," Open Magazine Pamphlet Series, 1993.
- "Reflections on Full Cost Accounting: Is It Enough to 'Get the Right Prices'?", Economy & Environment, 1993.
- "Will NAFTA settlement provisions protect U.S. laws and citizen access?," Consensus, 1993.
- "BeGATting a New World Order," Minnesota Journal of Law & Politics, 1993.
- "Le Libre-Échange En Accusation," Courier De La Planete, 1993.
- "The Politics of Transportation," Synthesis/Regeneration 6, 1993.
- "Free Trade Sell-Out," Catholic Agitator, 1993.
- "Rendering Rio Moot: Trade Policy At The Earth Summit," IATP, 1993.
- "Save the Earth with Decisive Action", Chicago Tribune, 1993.
- "The Free-Trade Sellout," The Progressive, 1993.
- "Food Self-Reliance and the Concept of Subsidiarity: Alternative Approaches to Trade and International Democracy," Earthlife Africa, 1993.
- "Balancing: Policies for Just and Sustainable Trade," IATP, 1992, revised 1994.
- "Community-Centered Capitalism: A Filipino Model For Achieving Sustainable Development," Environmental Impact Assessment Review, 1992.
- "Yeutter appointment affronts UNCED," Earth Summit Times, 1992.
- "Bush isolates US at Rio," Third World Resurgence, 1992.
- "Tantalized By the Potential, One User's View of Global Networks," Concordare, 1992.
- "Trade Policy and International Democracy: Seeking a Citizens' Role in Dispute Resolution," IATP, 1992.
- "Debt-for-Nature Swaps," Brazilian Institute for Social and Economical Analysis, Rio de Janeiro, 1992.
- "Global Trade Pact: A Bad Deal for Women," Toward Freedom, 1992.
- "Ugly Americans Obstruct Plans for a Cleaner Earth", In These Times, 1991.
- "Sharing Rights and Responsibilities for the Environment: Assessing Potential Roles for Non-Governmental Organizations in International Decisionmaking," MIT Masters Thesis, 1991.
- "Environmental Impacts and Possibilities of the GATT," IATP, 1991.
- "The Politics of Global Warming: International Law, Technology Transfer and Third World Development," IATP, 1991.

ACHIEVEMENTS

- Flora Crockett Stephenson Award for Best Paper, MIT Department of Urban Studies, 1991.
- Listed in "Philadelphia Leaders 1989," Leadership House Press, 1989.
- Listed in "498 Working Women: A Directory for Pennsylvania," Hardworking Women Project, Washington DC, 1987.





Fax to: (33 1) 45 78 34 02

FICHE D'EXPERIENCE

NOM: Judge

PRENOM: Anthony

ORGANISME: Union des Associations Internationales
40 rue Washington
B-1050 Bruxelles.
Fax: (32 2) 646 05 25. E-mail: judge@uia.be

ELEMENTS...: Responsable du Yearbook of International Organizations et de l'Encyclopedia of World Problems and Human Potential et de la recherche sur les données qui s'y trouvent.

EXPERIENCE...: C'est à la lumière des efforts des 20.000 organisations internationales en réseaux, que nous retenons dans notre base de données, que je me préoccupe surtout du défi des différences des points de vue et des initiatives souvent incompatibles, voir hostiles. C'est ainsi que je suis amené à constater que les exercices de consensus sont souvent sans suite réelle par rapport à la problématique dans son ensemble -- notamment les 10.000 problèmes mondiaux dans un réseau de quelque 120.000 relations. D'autres outils conceptuels sont nécessaires pour dialoguer avec cette complexité, les valeurs humaines, les multiples notions de développement humain, et les 11.000 stratégies et solutions entreprises par telle ou telle organisation.

Suite à l'expérience de beaucoup de réunions (inter-culturelles, inter-disciplinaires et inter-sectorielles) pour "sauver le monde", je suis amené à constater que les difficultés fondamentales ne sont pas seulement "ailleurs". Elles sont surtout bien représentées dans les réunions où l'on essaye d'élaborer d'autres voies. Des telles réunions peuvent donc être considérées comme des laboratoires. C'est là que l'on voit des traces des problèmes d'exclusion, de manipulation, de domination, d'appauvrissement, de récupération...de tous les problèmes qui appellent notre attention et que l'on estime apte à traiter pour autrui. C'est là que l'on voit des résistances à l'émergence d'autres manières de pensée et d'une intégration moins simpliste. C'est là que notre problématique s'engendre. Une réunion devient ainsi le "local" d'aujourd'hui par rapport au "global" d'ailleurs. Il me semble utile d'accepter que chacun apporte sa part de génie et sa part d'attitudes rétrogrades.

Ainsi je suis moins intéressé par les réponses à des vieux problèmes que par les questions nouvelles permettant une recontextualisation de ces problèmes. La métaphore me semble un outil accessible à tout le monde qui permet à chacun d'ouvrir d'autres portes pour lui-même -- selon ses besoins et ses possibilités. Je vois dans la métaphore un outil qui peut catalyser de nouvelles structures conceptuelles et sociales. Elle permet une redéfinition des relations -- avec un minimum de ressources, et en évitant le langage usé et stérile de la communauté internationale. Ainsi j'estime que l'on subit beaucoup de problèmes parce que l'on est piégé par des métaphores d'organisation inadéquates et simplistes -- que se soit sur le plan politique ou dans les bidonvilles.

Quelles étaient les métaphores déterminant les conséquences de Rio? Quelles sont les métaphores cachées qui structurent le développement social -- tel qu'il sera compris à Copenhague? Y-a-t-il d'autres métaphores qui rendraient plus crédibles les actions et les structures dont les exclus ont besoin?

Quelles sont les métaphores qui vont dominer nos relations pendant ce Carrefour européen? Comme l'a dit Gregory Bateson: "Nous sommes notre propre métaphore" -- pour le bien et pour le pire!

SOCIAL EXCLUSION: A METAPHORIC TRAP?

Note by Anthony J N Judge, Editor
Encyclopedia of World Problems and Human Potential
(UIA, 40 rue Washington, B-1050 Brussels, Belgium)

There is little difficulty in agreeing with the concerns raised by the expression "social exclusion". It is important however to recognize the nature of the metaphor through which these concerns are articulated.

"Exclusion", as with many communication-related expressions, is based on a very mechanistic understanding of human relations. As analyzed by Lakoff and Johnson (*Metaphors We Live By*), it belongs to the same class as such polarities as "in vs. out", "up vs. down", "forward vs. backward". Many such terms are used in the analysis of human and social development. Essentially it is based on the notion of a container or framework establishing a boundary. Some people (the "haves") are within this boundary, others (the "have-nots") are outside it.

Whilst this container observation may appear trivial, its effects on cognitive processes are not. As a generative root metaphor (following Schon), it predisposes people to think in terms of mechanistic solutions to a problem which may call for quite different approaches. Schon's classic example is a public policy approach that defines a slum area as a "blight". This medical metaphor then evokes and legitimates a surgical response which legitimates the excision of the slum with bulldozers. He pleads for alternative metaphors to counteract this tendency.

"Exclusion" has the obvious consequence of implying that some people are "shut out", which is clearly totally unacceptable. However it tends to structure thinking in terms of obvious mechanistic responses such as how they should be "let in". Simplistic proposals invite simplistic counter-proposals. Furthermore the metaphor sets up a mind set that echoes the past tendencies to create fortified walled cities and monasteries to keep unwanted people out and to protect the privileged. The "European fortress" is one possible consequence.

Framed in this way, the metaphor encourages and justifies thinking to "break down the walls" -- in fact few other options are suggested. Are those living "outside" to be allowed "in" for a visit? From this perspective it also becomes clear why those inside might be reluctant to allow the outsiders in. What would be the consequence if all the outsiders came in? How would "in" be transformed? Is there space "inside" for all those who are "outside"?

The "exclusion" metaphor may therefore be highly motivating for those outside, but it may be totally counterproductive in motivating those inside to respond to their condition.

Without losing the strength of the exclusion metaphor, what complementary metaphors might be more appropriate to offer creative possibilities for reframing the polarized relationship? Each such metaphor will necessarily have its own inherent disadvantages. How many such metaphors may be necessary to counteract each others limitations and provide a more general framework through which appropriate initiatives can be engendered? And are there metaphors, like crop rotation, which suggest ways of interrelating such mental frameworks as a basis for sustainable policies?

One richer and less mechanistic metaphor is that of an "ecosystem". From this perspective there are those who are higher up the "food chain". And there are those who live in "arid zones". The policy challenge is somehow to transform the ecosystem. The more complex skills required may then be inspired by considerations familiar to farmers and gardeners. Schon's alternative to sending in the bulldozers was to treat a slum as an organic community which called for just such skills.



RESEAU
RED
NETWORK

CULTURES

Réseau Sud-Nord Cultures et Développement
Red Sur-Norte Culturas y Desarrollo
South-North Network Cultures and Development

EUROPE 99

FICHE D'EXPERIENCE

Thierry G. VERHELST

RESEAU SUD-NORD CULTURES ET DEVELOPPEMENT

174 rue Joseph II
B-1040 Bruxelles

Eléments d'identification personnelle :

Coordinateur international du Réseau Sud-Nord Cultures et Développement; responsable du programme de recherche "Cultures et Economie".

Expérience susceptible d'irriguer le carrefour :

Au sein du Réseau Cultures, nous abordons les dynamiques culturelles locales comme source d'alternatives sociales, politiques et économiques. Nous avons réalisé et/ou stimulé des recherches-actions en divers continents sur la manière dont est abordée l'économie par des communautés locales telles qu'elles sont influencées plus ou moins profondément par leur culture spécifique.

On voit ainsi apparaître des approches très diverses, généralement issues d'un "métissage" entre la tradition ou la néo-tradition spécifique et la modernité universelle.

C'est de ce métissage que nous apprenons combien est factice et socialement nuisible la prétention de la pensée économique néo-classique de réduire les comportements humains à ceux d'un homo economicus individualiste et matérialiste. Les exclus et ceux qui délibérément se placent en marge du système dominant sont porteurs, au Sud et au Nord, de potentialités d'alternatives. Il est important de bien observer leurs pratiques afin de combattre la marchandisation de la vie et de faire apparaître qu'il existe encore des liens sociaux et une vision du vivre ensemble qui ne réduit pas les citoyens à des producteurs-consommateurs.

Les numéros 19 et 20/21 de la revue *Cultures et Développement - Quid Pro Quo* illustrent certains de nos travaux à ce sujet. Une nouvelle vague de recherche est en cours, cette fois dans les pays se servant de l'anglais comme langue véhiculaire.

AFRIQUE

Issiaka-Prospér Lalèye
Cudyso
Boîte postale 427
Saint-Louis - Sénégal
Tél.: (221) 61 19 06
Poste 1342 (Bur.)
1635 (Dom.)
Fax: (221) 61 18 84

AMERICA LATINA

Rubem C. Fernandes
ISER
C.P. 16011
22 211 Rio de Janeiro
R J Brasil
Tel.: 55/21-265 57 47
Fax: 55/21-205 47 96

ASIA

Siddharta
ICRA
902 Indiranagar I Sig.
Bangalore 560038
India
Tel.: 91/80-58 33 70
Fax: 91/80-58 15 36
Network Cultures

EUROPE & INTERNATIONAL

Thierry Verhelst
Edith Sizoo
174 rue Joseph II
B-1040 Brussels - Belgium
Tel.: 32/2-230.46.37
Fax: 32/2-231.14.13
Banque: 001-0924826-07
CCP/GIRO: 000-1310892-34

1

16

17



"FICHE D'EXPERIENCE"

1

Nom: OLIVELLA

Prenom: Martí

Organisme: **EcoConcern**, associació per a la Innovació Social
Pça Catalunya, 9, 4rt. 08002 BARCELONA. (Catalunya) Espagne
Tel. (34-3) 317 81 21. Fax. (34-3) 317 26 91
E-mail: A00476@servicom.es

Reseau: **Sinergia**, procés d'Innovació Social
C'est un processus d'innovation social fruit de l'interaction de différentes associations: Fundació Vivarium (Raimon Panikkar), Estudi General (Lluís Ma Xirinacs), Centre Català de Prospectiva (Fèlix Martí), Fundació per la Pau (Alfons Banda), Ecofòrum (Anna Monjo), Kairós Europa (Àngel Alcàzar)...

Elements d'identification personnelle:

Barcelona, 1955. Directeur d'**EcoConcern**, qui fait la dynamisation de **Sinergia**. En 1975 était un des 5 objecteurs de conscience espagnols. En prison en 1977. Après l'amnistie, plusieurs années de vie communautaire contemplative. Coordinateur du Centre d'Estudis Joan Bardina (1984-1990), promoteur de l'enquête "Alternativa Intercultural" (1989) et co-fondateur en 1991 d'**EcoConcern**. Des 1991, membre de la World Futures Studies Federation. Auteur de "Le pouvoir de l'argent. La monétique, facteur de changement politique" (1992) (en Catalan, Anglais, Italien, Espagnol). Lic. en Sciences de la Communication (1994). Promoteur de l'équip qui a rédigé "Propositions Innovatrices pour Repenser l'Economie" (1995).

Experience susceptible d'irriguer le carrefour:

Le réfléchissement sur la lutte pour l'objection de conscience au service militaire en Espagne montre (après 20 ans il y a presque la moitié de jeunes qui se déclarent objecteurs) un chemin pour l'innovation sociale en générale, un chemin avec 4 elements: faire une objection concrète, avoir une alternative viable, organiser un groupe disposée a prendre des risques... et profiter la crise.

Nous sommes, maintenant, dans les long et complexe processus de définir objections -a un système qui décline- et, surtout, d'elaborer

alternatives concrètes -en pluriel, no universelles- qui pemeten mobiliser l'action consciente des groupes qui peuvent profiter la croissante crise de civiltization.

On a commençé pour favoriser un dialogue sur **Propositions Innovatrices pour Repenser l'Economie** pour essayer de diriger la finance, la comptabilité, la monnaie, la production, le travail, la fiscalité, la technologie, la propriété, la politique... au service des besoins basiques de tous les hommes et fammes, dans un cadre ecologique et interculturel.

Une autre mètode, en parallèle, a été la creation, avec une douzaine d'organizacions, de l'**Oficina d'Innovació Democràtica (OÏDA = OUIË)** c'est un bureau que écoute les propositions des citoyens... pour changer le systeme electoral et la financiation des partis politiques, pour lutter contre la corruption... Cet bureau organise **Parlements d'Innovation Democratique** dans les cartiers et organizations.. qui donen le protagonisme au citoyens dans la recherche de solutions aux problemes comuns.

Tout ça, on le fait dans en petit pays -Catalogne-, mais nous serons très fièrs de participer dans pareilles iniciatives européennes et mondiales. On cherche partenaires qui sont en train de penser les nouvelles formes apropiés de vivre et de s'organiser dans l'ère de la complexité.

Comentaires a la Note problématique du Carrefour européen (Paris 16-17 février 1995)

Martí Olivella

On a vecu, pendant plusieurs décades, sous une simplification: que l'exploitation capital-travail éte la principal(unique) contradiction.

Aujourd'hui nous sommes conscients d'autres exploitations qui batissent une pyramide de pouvoir et sur lesquelles il y a mouvements sociaux especifiques.

Exploitation de:

- Cultures humaines sur la Biosphere
- "Nord-occident" sur "Sud-orient"
- Hommes (masculin) sur Femmes (feminin)
- États-Nation sur Nation-Ethnies
- Capital sur le Travail
- État sur la Citoycnetée

Mouvements:

- (l'ecologisme)
- (la cooperation)
- (le feminisme)
- (le nacionalisme)
- (le syndicalisme)
- (l'antiautoritarisme)

Mais, il n'y a d'autres,

- les Media (pouvoir de l'information)
- la Finance (pouvoir de l'argent)

qui contribuent d'un façon determinante a perpetuer et accentuer tous les processus d'exploitation, aussi a scale mondial, et qui, jusqu'a present, ils n'ont pas produite mouvements sociaux organisées pour se défendre et pour elaborer d'alternatives.

L'exclusion est fruit d'un systeme global qui privilege l'obtention des benefices a court terme au delà de toute autre consideration. Au meme temps qu'on cherche mesures pour reduire les exclus, il faut penser comment articuler les demandes des differents mouvements qui luttent pour réduire l'explotation et l'exclusion dans tous les domaines.

Face a la "raison d'État" et a la "raison du Marché" il faut organiser la "raison de la Communauté": les citoyens, les associations, les cartiers, les comunnes, les iniciatives non marchandes et non bureacratiques... avec son "parlement" et son pouvoir d'action d'ensemble.

La "Communauté" doit creer un espace libre -non marchant et non bureacratique- pour la information, la formation, l'art, la culture, la recherche,

la resolution des conflits... la "rentabilité personnelle et sociale" des activités non mercatiles et non partidistes.. Doit avoir son argent verd et transparent qui evite la corruption (qui van a essayer de pratiques l'État et le Marché...). Le prochaine siècle peut être le siècle de la superation de le conflit entre État et Marché, entre Public et Privé... qui a tué la société... si la "Communauté" prend corps.

La "Communauté" doit faire de contre-pouvoir des logiques étatiques et marchandes. Doit creer un espace autonome, libre de la dynamique des partis qui cherchent le pouvoir politique, pour dialoguer sur les besoin et les possibilités de voire, per exemple, comment faire socialement possible:

- 1 - le droit universel a un revenu viager
(financé par la reappropriation communautaire de la creation monetaire)
- 2.- le financement public et l'auto-gestion privée de services communs
(financé par la distribution comptable des excedents de production)
- 3.- une comptabilité qui valorise les activités non marchandes et l'ecologie
(qui comence a montrer le mirage de confondre bien-être et production)
- 4.- une systeme monetaire adapté a l'ère de l'information et de la complexité
(qui profite la monétique pour favoriser la transparence -anticorruption-et la vision d'ensemble, pour dépasser les gaspillages du mercantilisme et de la planification)
- 5.- une fiscalité qui favorise l'activité et qui punisse l'especulation et la thésaurisation.
(impôt sur le montant autodeclaré de le capital fîsique obligatoirement vendible a n'importe qui paie cet montant avec un % de plus)
- 6.- la communitarisation de la terre et des biens de capital
(plan juridique et financère pour faire de la terre et du capital un patrimoine commun mais avec usufruit privé -loué sous conditions d'interés sociale et ecologique)
- 7.- le partage du travail au compte du increment de la productivité
(mesures pour garantir que la technologie no déplace le travail partageant le travail sans réduire le salaire)

- 8.- une économie écologique avec l'application des prix à la nature
(impôt automatique positif ou négatif en fonction de l'"impact"
écologique)
- 9.- une féminisation de la société priorisant la reproduction à la production
(revenu pour les tâches "reproductives" et soutien à la reorganisation des
horaires et de rôles familiaux et sociaux)
- 10.- un équilibre entre quantité et densité de population et ressources
(prioriser l'éthique de vivre ensemble sur l'éthique de la procréation)
(universaliser le revenu viager comme sécurité pour un équilibre
démographique)
- 11.- ressituer la mondialisation de l'économie en fonction des rapports
interculturels intégraux
(favoriser la coopération interculturelle pour nous libérer du développement
et finir l'aide au "développement=progrès occidental")
(soutenir la récupération d'espaces vitaux/culturels autochtones)
(boycotter les banques qui maintiennent la dette au Sud -non payable-)
- 12.- une politique participative qui tient à expérimenter des solutions plus qu'à avoir
le pouvoir
(ressituer les élections comme représentation des citoyens et non de partis)
(favoriser à la fois les parlements populaires et le vote télématique)



"EXPERIENCE SHEET"

With the assistance of your network, if any, would you please recount the experiences which you consider to be especially cogent within the framework of the issues we raise.

NAME: Skinner

FIRST NAME: Jane

ORGANISATION/NETWORK:

(if any)

Birmingham Settlement — a multi-purpose voluntary sector organisations working in Birmingham's inner city. A mix of social and economic development and service work. The Settlement is part of both a national and international Federation of Settlements and Social Action Centres. Settlements world-wide have a reputation for finding new ways to address emerging or established problems. So currently several Settlements are involved in trying to find ways which work to get people beyond the 'welfare' trap and into active lives out of poverty.

EXPERIENCE LIKELY TO INTEREST THE SYMPOSIUM

The Settlement is a substantial non-governmental/voluntary organisation. Its principal purposes are to work with people experiencing disadvantage and discrimination to both find ways out of poverty and exclusion and into an active way of living. Our history shows a movement from working on a welfare-ist model to working with both social and economic dimensions of people's lives. Also in the past 10 years we have become more substantially involved in working at a community, neighbourhood and city/regional level to try to bring about urban regeneration.

In the United Kingdom the rhetoric of government policy contains both encouraging and discouraging elements. The drive to privatisation (and administration of major public monies through appointed bodies — quangos) means a loss of any democratic control in key elements of citizens lives, e.g. training and education, health, etc. At the same time recent initiatives in urban regeneration have both included attempts to, apparently, promote citizen involvement and recognise the importance of investment in people if regeneration is to be more than physical refurbishment of a neighbourhood. It is now common in both inner and outer city estates in urban Britain for formal Unemployment levels to be close to 50%. (This means that the overall jobless total may will be above 50% as official statistics exclude many women seeking work.) Our experience as an agency at the grass roots is that much of this rhetoric is very imperfectly, sometimes even cynically, translated into practice. The organisms of

government are not attuned to drawing on capacities for imagination and transformation. The tension between detailed accountability for every tax pound spent and local initiative is one which urgently needs addressing.

Often so called partnerships in the United Kingdom have clear dominant partners, Residents and non-governmental organisations are often either only operating at the margins or reacting to plans which have still been made within the public and quango bureaucracies. The voluntary sector in Britain is attempting to influence government to really work on an **agenda of empowerment** by putting sufficient resource into the building up of community infrastructures whether for purposes governance of economic empowerment.

The Settlement is involved in trying to establish a **Community Reinvestment Bank** to stop the flight of capital from the inner city which contributes to the social apartheid which had definitely grown in our country over the last 15 years. We are also experimenting in **women's economic development** drawing on evidence that women can often be the 'engines' of economic revitalisation. (This has been demonstrated in several parts of the United States through the 1980s.) Here major barriers in Britain continue to be the very low priority given to public expenditure on children and childcare and the so called "benefits trap" which means that to be better off earning than on benefit a person which one dependant must earn more than £11,000 per year. (This is quite a high sum in British terms). We are also experimenting through work in the energy efficiency field with trying to both directly improve energy use and warmth in homes at affordable cost.

These initiatives to make public sector money work within neighbourhoods seem important in rebuilding an otherwise "handout" economy in poor areas. Our aim is also to help develop community based business, whether in the non-profit or for-profit sector and there are some opportunities currently in the field of community care in the U.K. However, the way in which things are counted and the way in which public bureaucracies do not work in a co-ordinated way makes progress in these experimental endeavours difficult. It is also usual for funding to be difficult to obtain for more than short periods of time. This is not helpful when real socio-economic innovation may require a time frame of at least 3-5 years to work. (The Self Employment and Enterprise Development or SEED programmes in the States indicate this.)

New **process frameworks** are needed at the local, regional and national levels so decisions can really come from people living in areas rather than largely imposed upon them, albeit with an increasing trend towards consultation and some participation.

Footnote: The final area where we are considering doing some creative work is working with younger youth, i.e. children of secondary school age, who are so obviously affected by the absence of opportunity in socially excluded areas. We consider that using new technology in a creative way may enable us to both build confidence, interest and engagement amongst young people and this endeavour would be turning traditional youth work on its head.

Nom: ABRAMOVAY

Prénom: Ricardo

Organismes:

Au Brésil: Département d'Economie de la Faculté d'Economie et Administration de l'Université de São Paulo

A Paris: Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain - Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Centre d'Etudes et des Recherches Internationales de la Fondation Nationale de Sciences Politiques

Eléments d'identification personnelle Brésilien, sociologue, enseignant-chercheur spécialiste en questions d'agriculture, espaces ruraux et environnement. En post-doctorat à Paris entre juillet 1993 et juillet 1995. Après, retour à São Paulo.

Adresse à Paris

245, rue de Bercy
75 012 - Paris
Tel/Fax: 43 42 16 87 (jusqu'à la fin juin 1995)

Adresse à São Paulo

Departamento de Economia da FEA/USP
Av: Prof. Luciano Gualberto, 908
São Paulo - SP
05 508 - 901
Tél: 55 11 818 59 43
Fax: 55 11 818 60 13

Expérience susceptible d'irriguer le carrefour

Je suis en France en post-doctorat et je travaille sur la crise de la Politique Agricole Commune, en particulier sur la façon dont les différents courants de pensée et les différentes forces sociales conçoivent l'incorporation des thèmes d'environnement à la politique agricole.

Je n'ai pas d'expérience de terrain **en Europe** à mettre en valeur pour ce colloque. Au Brésil j'ai travaillé pendant plusieurs années dans des ONGs et j'ai été directeur de l'Association Brésilienne de Réforme Agraire avec laquelle je maintiens toujours étroite collaboration.

Je ne sais pas quelle sera la dynamique de cette rencontre et je me permets de vous soumettre quelques idées sur le thème de mon travail en Europe.

ESPACE RURAL: INTEGRATION OU EXCLUSION ?

Ricardo ABRAMOVAY

1. Pour les pays du Sud, il est fondamental que la Conférence de Copenhague souligne la spécificité de l'agriculture et de l'alimentation dans le commerce international. Il n'est pas désirable que les besoins alimentaires des peuples soient satisfaits par un groupe réduit de nations qui, sous prétexte de détenir les éléments cruciaux du progrès de la productivité du travail et des rendements de la terre, finiraient par exercer un contrôle qui peut être source de domination politique.

2. En outre, il est désirable que, dans toutes les régions du monde, les ressources naturelles et les capacités productives soient mises en valeur dans le cadre du **droit des peuples à se nourrir eux-mêmes**. Il ne s'agit pas de préconiser une auto-suffisance nationale outrancière, mais de promouvoir des systèmes de recherche, de développement et d'échanges qui stimulent la production agricole dans toutes les grandes régions du monde, et pas seulement - comme c'est le cas aujourd'hui de plus en plus - dans celles qui ont déjà des problèmes d'excédents structurels très sérieux.

3. Aux peuples des pays du Sud il n'est pas indifférent les mécanismes sous lesquels l'auto-limitation de la puissance exportatrice des pays du Nord va se réaliser. Deux chemins semblent fondamentalement ouverts dans ce sens:

3.1. D'un côté, le chemin selon lequel le contrôle de l'offre agricole en Europe passe par la concentration de la puissance productive en un groupe réduit d'exploitations et par l'élimination des producteurs dits "marginiaux" du scénario productif. A ceux-là il resterait quelques tâches mal définies de développement rural et environnemental pour lesquels les fonds publics sont très réduits.

3.2. D'autre part, le chemin selon lequel le contrôle de l'offre peut donner lieu à un large procès redistributif où la satisfaction de la demande agricole soit simultanée et organiquement intégrée à l'occupation du territoire européen, au ralentissement de l'exode rural, à la diversification des activités qui se déploient à la campagne, à la mise en place de systèmes productifs moins intensifs en intrants et donc à l'intégrité de l'environnement et d'un paysage qui ne peut pas être vu comme un patrimoine des seuls européens mais dont le maintien du tissu vital intéresse à tous les peuples et à toutes les générations.

Les intérêts des agriculteurs du tiers monde ne sauraient être évoqués pour justifier la mise en place de politiques de concentration productive et de déprise agricole.

4. S'il est vrai que

"l'Organisation Mondiale du Commerce doit fixer des conditions de l'échange international qui garantissent la possibilité, pour chaque ensemble continental de définir ses objectifs de développement et de maîtriser ses échanges avec les autres ensembles continentaux" (§ 165, p. 4 du document *note problématique*)

il faut dénoncer vigoureusement la situation dangereuse des échanges agricoles internationaux après la réforme de la PAC. Si, jusqu'au moment de la réforme, la scène agricole internationale était marquée par une âpre dispute entre les Etats Unis et l'Union Européenne, la situation aujourd'hui est bien différente. **Les autorités européennes et américaines** ont adopté fondamentalement un **même modèle** où, sous l'apparent respect aux règles de marché, elles poursuivent des politiques systématiques de subvention aux agriculteurs et - ce qui est encore pire - concentrées entre les mains des plus grands parmi ces agriculteurs. S'il est vrai que les prix agricoles payés en Europe se rapprochent des prix de marché, il n'en reste pas moins que les subventions aux agriculteurs - et surtout aux plus grands - non seulement ne se réduisent pas, mais, par exemple, en France, doivent augmenter de 50,5 à 69,5 milliards de francs entre 1991 et 1996 (cf. les travaux de la Société Française d'Economie Rurale, en particulier le colloque sur les *Aides Directes* organisé par Hélène Delorme et Daniel Perraud).

Il ne s'agit pas de s'opposer à toute forme de subvention. Si les agricultures de ces grands ensembles continentaux ne peuvent pas vivre sans l'appui de fonds publics (ce qui est certainement le cas) ces subventions doivent être explicites aussi bien pour leurs sociétés (qui devront décider sur la finalité de ces subventions: augmenter incessamment la productivité ? Garantir un certain niveau d'occupation du territoire ? Contribuer à la création d'emplois ? Promouvoir la diversification et l'enrichissement du tissu social vivant dans les espaces ruraux ?) que pour l'Organisation Mondiale de Commerce. En tout cas, ces aides ne pourront en aucun cas être des moyens pour empêcher les pays du Sud de développer leurs propres agricultures.

5. Dans ce sens il faut mettre en cause l'opposition qui s'est consacrée dans les grandes institutions internationales entre les **politiques agricoles** d'un côté et les **politiques de développement rural** de l'autre. Cette séparation n'est autre chose que la consécration du principe selon lequel l'économie doit connaître une dynamique propre et indépendante de tout ce qui ne lui est pas spécifique: l'environnement, le monde du travail, et l'occupation de l'espace ne doivent pas interférer, selon cette vision tellement répandue, sur l'allocation des ressources productives. La production agricole doit s'organiser, sous cette optique, à partir de la seule "rationalité dans l'allocation des ressources productives".

Il faut bien observer que ce point de vue ne nie pas l'existence de problèmes sociaux et environnementaux mais prétend qu'ils seront d'autant mieux affrontés qu'ils seront objet de politiques spécifiques et qui interviennent le moins possible sur les décisions informées par le marché. D'où le succès de la

notion de **politiques de développement rural** aussi bien dans les pays du Nord que du Sud.

6. L'essentiel des fonds publics destinés à l'agriculture des pays du Nord aujourd'hui servent à la reproduction de son appareil productif et non pas à des objectifs sociaux ou environnementaux. Dans la mesure où l'intégrité de l'appareil productif agricole dépend de fonds publics, il semble légitime que ce soit la société toute entière qui participe, avec les agriculteurs et les autres habitants de l'espace rural, aux décisions quant à l'utilisation de cette subvention. Dans ce sens donc il faut promouvoir une intégration organique et non pas une séparation entre les politiques agricoles et celles de développement rural ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui en Europe aussi bien sur le plan de la conception que sur celui des pratiques institutionnelles.

EUROPE 99

Fiche d'expérience

Nom: ROULLEAU-BERGER

Prénom : Laurence

Organisme : Chargée de recherche CNRS , Laboratoire d'économie et de
sociologie du travail, Aix-en-Provence.

Lignes de recherche

La construction sociale d'espaces intermédiaires dans les grandes villes européennes :

de l'emploi précaire à la socialisation professionnelle de jeunes

Les statuts "précaires" se diversifient de plus en plus aujourd'hui en Europe, le travail à temps partiel et le non-salariat se développent alors que l'emploi salarié à temps plein à durée indéterminée recule. Parmi les populations les plus touchées par ce phénomène économique, social et culturel les jeunes sont majoritairement représentés. La difficulté des jeunes à s'insérer est cependant freinée par le développement de politiques publiques qui sont construites sur des modes différents selon les pays européens.

Aujourd'hui, la conjonction du déclin du modèle classique du travail et l'indétermination toujours plus grande de cet âge de la vie, la jeunesse, crée du flou sur les marchés du travail. Nous nous trouvons alors face à la situation suivante : le salariat demeure le référent principal et le plein emploi l'objectif, et en même temps apparaissent des ruptures objectives et subjectives avec ce modèle.

Nous avons pu alors constater qu'entre les marchés du travail, dans les grandes villes européennes, s'ouvrent des espaces sociaux et culturels où est mise en question la centralité du travail. Certains correspondent à des lieux tout à fait concrets de la réalité sociale, comme les dispositifs d'insertion de jeunes; d'autres beaucoup moins visibles constituent des lieux d'activités et de sociabilités plus informelles, plus spontanées, très peu liés aux institutions.

Nous avons qualifié ces lieux d'espaces intermédiaires. Ici, il faut "faire avec" la précarité de l'emploi, et il existe plusieurs manières de subir, d'éviter, de déjouer l'instabilité.

Nous avons distingué les espaces de recomposition sociale pour désigner des lieux de proximité avec les politiques publiques. Nous avons parlé d'espaces de création culturelle pour qualifier des lieux d'accumulation d'écarts avec les politiques publiques.

Selon le type de politique publique développée dans les différents pays européens, les espaces de recomposition sont plus visibles que les espaces de création ou inversement.

Les espaces intermédiaires apparaissent à nos yeux comme formes interstitielles qui se développent dans des sociétés urbaines contemporaines, notamment européennes. Les espaces intermédiaires occupent de notre point de vue une fonction ni concurrente, ni complémentaire de l'économie officielle, mais plutôt adjacente¹. Des jeunes "entrent" dans l'activité, négocient des compétences collectives qui elles-mêmes mobilisent des compétences individuelles "invisibles" : c'est l'expérience de la précarité. Les pratiques sociales, économiques et culturelles opèrent ici des distanciations plus ou moins marquées vis-à-vis du travail salarié. Elles génèrent des

¹ Comme le travail au noir (Lac, 1990)

processus de socialisation professionnelle, de semi-affiliation et de désaffiliation sociale.

L'espace intermédiaire correspond à une sorte de mise à distance de l'emploi stable, comme si ce référent devenait secondaire par rapport à la nécessité de se construire une identité sociale dissociée de celle au travail. En cela, les catégories d'insertion et d'exclusion telle qu'elles sont pratiquées par les acteurs institutionnels se trouvent ici interrogées. Dans les espaces intermédiaires, les socialisations se définissent dans les interactions entre des groupes et des projets autour desquels se constituent des acteurs collectifs.

Bibliographie de ROULLEAU-BERGER Laurence

La Ville-Intervalle : jeunes entre centre et banlieue, *Méridiens Klincksieck, Coll. Réponses sociologiques, Paris, 1991 (réédité en 1993)*

La construction sociale des espaces intermédiaires : l'exemple de jeunes en emploi précaire face aux politiques sociales, n°14/15. *Sociétés contemporaines*, décembre 1993.

Espaces de précarité et mobilités d'emploi, *Les Annales de la recherche urbaine*, n°59/60, décembre 1993.

Travail et lien social : un exemple, la socialisation professionnelle de jeunes en situation précaire, in *Jeunesses, des temps et des lieux, Actes du séminaire GRS (Groupe de recherches sur la socialisation, URA 893 CNRS, Université Lumière Lyon 2) 1992/1993*.

La ville et ses "intervalles" ou les "creux" de l'action culturelle, in *"L'action culturelle dans le champ urbain"* Editions l'Harmattan, Paris, 1994.

Jeunesse et cultures de l'aléatoire. *Prévenir*, n°23, 2^o semestre 1992.

La construction des identités sociales de jeunes en situation précaire dans "les espaces intermédiaires" in *Empan*, n°14, juin 1994

Sociologie urbaine et sociologie de l'emploi *Les Annales de la recherche urbaine*, "Dix ans de recherche urbaine", n°64, septembre 1994.

L'école dans la ville, en collaboration avec A. HENRIOT VAN ZANTEN et J.P. PAYET, L'Harmattan, Paris, 1994.

Jeunesse, urbanité et accessibilité in *La jeunesse et la rue*, Desclée de Brouwer, 1994.

Mobilisations et travail de mobilisation autour du droit à l'emploi : l'exemple du CIP, *Futur antérieur*, n°23-24, 1994.

Ordres et désordres locaux, *Revue française de science politique*, n°5, 1994.

L'insertion professionnelle des jeunes en France, en collaboration avec C. NICOLE-DRANCOURT, *Que sais-je*, PUF, à paraître en mai 1995.

QUI SONT LES PARTENAIRES A L'ORIGINE DE CE PROJET ?

L'association **Europe 99, projet de civilisation**, est un lieu d'interface entre intellectuels, responsables politiques, et citoyens actifs. C'est un des rares espaces de citoyenneté qui mène un travail de prospective en politique européenne et qui recherche une vision cohérente et alternative du développement de l'Union européenne en relation avec le reste du monde. Elle travaille actuellement autour des questions de la place du travail dans le développement des sociétés occidentales, de la transformation de la démocratie représentative en Europe et de son ouverture à des formes participatives, des stratégies politiques à mener face à la rupture du lien social...

La **Fondation pour le Progrès de l'Homme** encourage des recherches ou des actions qui concourent de manière significative et innovante au progrès de l'humanité par les sciences et le développement social. Elle agit autour de 7 thèmes prioritaires : l'avenir de la planète, la promotion et la rencontre des cultures, l'innovation et les mutations de la société, les relations entre État et société, les agricultures paysannes et leur modernisation, la lutte contre l'exclusion, la construction de la paix. Depuis 1993, la fondation diffuse la plate-forme pour un monde responsable et solidaire. A partir de ce document, issu d'un travail de réflexion réalisé au cours de sept rencontres continentales pendant les années 92/93, la fondation cherche avec d'autres réseaux et fondations, ainsi qu'avec les signataires de la plate-forme à multiplier les initiatives des hommes et des femmes qui, dans les diverses régions de la planète, agissent pour vivre en paix dans un monde de diversité.

La **Coordination S.U.D. (Solidarité Urgence Développement)**, est l'agence française de coopération des organisations de solidarité internationale. Ce nouveau regroupement réunit trois collectifs complémentaires (le centre de recherche et d'information pour le développement - CRID, le Comité de liaison des ONG de volontariat - CLONG, et la Coordination d'Agen pour les missions d'urgence et de coopération volontaire) qui regroupent plus de 70 associations. Coordination SUD représente ses membres auprès des pouvoirs publics français et des institutions internationales, met en place les outils communs nécessaires à une plus grande efficacité de leur action, alimente et organise le débat sur les politiques françaises de coopération et mobilise le milieu associatif français autour des questions de solidarité internationale.

Le **REEAS, Réseau Européen d'économie alternative et solidaire** regroupe 94 structures de base dans 17 pays européens. Organisé en plate-formes nationales, il a comme objectifs de faire circuler les informations et de favoriser les échanges entre les initiatives économiques de citoyenneté, les entreprises alternatives, les innovations technologiques et les outils financiers solidaires. Il approfondit la réflexion sur le développement durable, les formes d'organisation et d'entreprise pour travailler, consommer, compter autrement.

La **Caisse des dépôts et Consignations** a apporté son soutien à cette initiative. Elle a mis en place, depuis 1989, le Programme Développement Solidarité. Elle entend ainsi soutenir l'action des pouvoirs publics en faveur des quartiers en difficulté en favorisant l'emergence de projets expérimentaux dans trois domaines : la réhabilitation et la transformation d'un certain nombre de quartiers prioritaires, le développement de réponses adaptées en faveur du logement des plus démunis, l'insertion par l'activité économique et la création d'emplois. Ce Programme, doté de 150 MF par an, est financé sur ses fonds propres.

La **cellule de prospective de la Commission européenne**, qui soutient de longue date les activités d'Europe 99, a tenu également à s'associer au carrefour européen.

**Informations sur la démarche d'appui
de la Caisse des Dépôts
et de la Fondation pour le Progrès de l'Homme**

• • •

PROGRAMME
DEVELOPPEMENT
SOLIDARITE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Un appui au développement des quartiers

Depuis 1989, la Caisse des dépôts a engagé près de 1 milliard de francs de

fonds propres et 10 milliards de francs de prêts projets urbains, prêts insertion sociale et prêts expérimentaux, mobilisés sur le fonds du livret A ou du livret d'épargne populaire.

En signant le 16 mars 1994 avec le ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville et le ministère de l'économie un protocole d'accord pour la durée du XI^e plan (1994-1998), la Caisse des dépôts a confirmé le rôle qu'elle entendait jouer en direction des quartiers en difficulté.

TROIS AXES
D'INTERVENTION ET UNE RÉGIONALISATION ACCRUE.

Les programmes d'actions ont été élaborés autour de trois axes prioritaires :

- L'aménagement des quartiers en difficulté,
- Le logement des plus défavorisés,
- L'insertion économique et l'emploi.

Pour atteindre ces trois objectifs, la Caisse des dépôts intervient selon les modalités suivantes :

- Aide à l'investissement

Les prêts projets urbains (6,5% - 15 ans) sont accordés pour la revalorisation des quartiers en difficulté dans le cadre de la géographie prioritaire de la politique de la ville. Dans le domaine de l'habitat, la Caisse des dépôts propose des prêts insertion sociale et des prêts expérimentaux (6% - 15 ans), pour soutenir la réalisation d'opérations "hors normes", à caractère très social, lorsque les prêts réglementés n'offrent pas de réponse.

- Aide à l'ingénierie

La Caisse des dépôts finance sur fonds propres le montage et l'expertise des projets sans lesquels la réussite des opérations ne peut être assurée.

- Aide au développement

La Caisse des dépôts soutient également sur ses fonds propres les initiatives des collectivités locales, des organismes HLM, des associations et des entreprises engagées dans des expériences novatrices de requalification urbaine et de lutte contre l'exclusion.

La mise en oeuvre du Programme développement solidarité repose principalement sur ses directions régionales. Elles développent un partenariat actif avec les collectivités locales, les associations, les entreprises et les institutions.

La signature de protocoles cadres avec de nombreuses villes concrétise la mise en oeuvre de programmes pluriannuels d'interventions.

La revalorisation des quartiers en difficulté

La Caisse des dépôts accompagne la requalification des quartiers dans le cadre de la politique de la ville. Les différents programmes viennent soutenir l'action des opérateurs locaux : collectivités locales, organismes HLM, sociétés d'économie mixte, sociétés propriétaires ou gestionnaires d'un patrimoine social, associations et entreprises. Une priorité : soutenir des projets visant une action globale de développement des quartiers et l'amélioration des conditions de vie des habitants. Le programme "50 quartiers HLM", les partenariats actifs mis en place avec les collectivités locales sont autant d'illustrations des avancées de ce deuxième Programme développement solidarité.

LA CAISSE DES DÉPÔTS, PARTENAIRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

La régionalisation des programmes a pour objectif d'apporter un soutien décentralisé aux collectivités locales engagées dans des projets urbains exemplaires.

La Caisse des dépôts participe, dans ce cadre, au financement de l'expertise et du montage de projets urbains, pour une programmation cohérente de l'ensemble des interventions : désenclavement, diversification, restructuration et requalification du patrimoine, et stratégie de réinsertion sociale et économique des habitants.

Elle participe également au lancement d'initiatives novatrices dans les domaines suivants :

- création d'équipements et de services collectifs, restructuration de petits centres commerciaux, changement d'usage des rez-de-chaussée d'immeubles, services de proximité;
- actions de formation, d'ouverture de l'école sur les quartiers et l'entreprise, engageant les divers acteurs locaux dans un programme d'insertion sociale et professionnelle;
- promotion d'initiatives locales et de la vie associative;
- actions concourant au développement d'activités économiques dans le cadre de partenariats mis en oeuvre avec de grands groupes d'entreprises, notamment ceux du secteur du bâtiment.

LE PROGRAMME "50 QUARTIERS HLM"

Lancé à la fin de l'année 1991, ce programme concerne une cinquantaine de sites, constitués majoritairement d'habitat social, connaissant de graves difficultés mais ayant des potentiels de développement. Il s'agit, dans le cadre d'un partenariat resserré entre les organismes HLM, les collectivités locales, l'Etat et la Caisse des dépôts, de mettre en place un programme de développement social, économique et urbain de ces quartiers et d'améliorer ainsi les méthodes d'intervention.

En 1993, ce programme a pris une dynamique nouvelle à travers la mise en place d'une équipe d'appui constituée d'une dizaine de professionnels, destinée à apporter une assistance opérationnelle aux maîtres d'ouvrage locaux dans la conduite des projets urbains. Ce dispositif est cofinancé par l'Etat, l'Union nationale des organismes HLM et la Caisse des dépôts.

"Briser la monofonctionnalité des quartiers, initier des actions de développement économique, mettre en oeuvre la diversité du peuplement, soutenir les initiatives des associations et des habitants : autant d'objectifs pour lutter contre l'exclusion urbaine assignés au programme "50 quartiers", lancé il y a deux ans par la Caisse des dépôts et l'Union nationale des HLM, soutenu par l'Etat. Jusqu'à présent, une soixantaine de quartiers ont été retenus. Si tous les projets urbains locaux ne peuvent avancer au même rythme, tous les quartiers ont engagé une dynamique dont le contenu a été conforté par les contrats de ville (...)."

Actualités HLM - Octobre 1994

La mobilisation des filiales

Les filiales de la Caisse des dépôts impliquées dans les politiques de revalorisation et de développement des quartiers se sont, depuis 1989, fortement mobilisées dans le cadre du Programme développement solidarité.

LE PROGRAMME SCIC-DSU (1)

Un premier programme d'intervention avec la SCIC, aujourd'hui en cours d'achèvement, a permis d'accélérer la restructuration du patrimoine, l'amélioration des rapports entre les bailleurs et les locataires notamment à travers la mise en place d'agences de proximité, et le soutien d'initiatives des habitants. Un nouveau programme, lancé en 1994, porte sur la valorisation des savoir-faire de la SCIC dans trois domaines particuliers : l'ingénierie de la restructuration des grands ensembles, le développement d'une offre de logements pour les défavorisés et l'insertion par l'économique.

LA MISSION "VILLE-SOLIDARITÉ" DE LA SCET

Parallèlement, depuis 1991, la SCET a développé de nouvelles compétences dans le domaine de l'expertise et de la conduite de projets de restructurations urbaines, au travers du programme "Quartiers Projets", établi pour 3 ans et visant 7 opérations de restructurations en Ile-de-France. En janvier 1994, un nouveau protocole avec la Caisse des dépôts élargit la mission de la SCET à l'ensemble du territoire et sur de nouveaux champs (copropriétés dégradées) et mobilise les sociétés d'économie mixte dans cet enjeu.

"MIEUX SE DÉPLACER ENSEMBLE"

Enfin, en avril 1994, a été lancé avec sa filiale de transports urbains Transdev et Transcet (regroupant des élus et des techniciens des villes ayant choisi Transdev comme opérateur) un programme "mieux se déplacer ensemble", visant l'amélioration de la desserte des quartiers en difficulté, le renforcement de la sécurité sur les réseaux et la création d'emplois de proximité.

(1) SCIC : Société de construction Immobilière de la CDC

Le logement des plus défavorisés

La Caisse des dépôts s'est engagée très fortement depuis cinq ans en faveur du logement des défavorisés. Elle soutient le développement de projets locaux d'insertion par l'habitat et la qualification des opérateurs oeuvrant dans ce domaine. Pour cela, elle mobilise l'ensemble des partenaires publics et privés, autour de dispositifs portés par les collectivités locales, afin d'apporter des réponses diversifiées au problème des mal logés (sans-domicile-fixe, jeunes, familles, personnes âgées) et de mettre en place des actions alliant relogement et insertion par l'économique.

DES FINANCEMENTS ADAPTÉS POUR DES ACTIONS DIVERSIFIÉES

La Caisse des dépôts a développé de nouveaux produits financiers : les prêts locatifs aidés "très sociaux" (PLATS), les prêts expérimentaux et les prêts insertion sociale.

Pour la mise en place de stratégies locales de mobilisation du parc privé, la Caisse des dépôts a créé un outil financier spécifique, les Fonds Solidarité Habitat, qui ont un triple objectif : concourir à la réhabilitation des logements, favoriser l'accès aux prêts de propriétaires impécunieux et développer une offre sociale par les propriétaires bailleurs.

DES ORIENTATIONS SPÉCIFIQUES

ENRAYER LE DÉVELOPPEMENT DES COPROPRIÉTÉS DÉGRADÉES

Le maintien de la fonction sociale du parc privé est un des enjeux majeurs et des plus complexes d'une politique d'insertion par l'habitat. Dans ce cadre, la Caisse des dépôts soutient des projets expérimentaux de requalification des copropriétés dégradées avec un programme développé en étroite concertation avec l'État.

RÉPONDRE AUX BESOINS SPÉCIFIQUES DES JEUNES

L'Etat, l'Union nationale des organismes HLM, l'Union des foyers de jeunes travailleurs et la Caisse des dépôts contribuent conjointement à l'insertion des jeunes, dont l'accès au logement est une condition de leur insertion sociale et professionnelle. L'objectif est de faciliter leur accès à un hébergement répondant à leur situation : recherche d'emploi, mobilité, rupture familiale, formation.

RÉUNIR LES DIFFÉRENTS ACTEURS POUR SOUTENIR DES PROJETS DE "MAINTIEN DANS LA VILLE SOCIALE DES PERSONNES ÂGÉES"

Ce programme permet d'apporter une réponse globale aux différents problèmes posés par le logement des personnes âgées : adaptation des logements, création dans le parc HLM d'antennes de gestion spécialisées ou d'unités de vie, humanisation des établissements, diversification des formules d'hébergement, et coordination des différents services agissant pour le maintien à domicile des personnes âgées.

PARTENARIAT ACTIF AVEC LES OPÉRATEURS LOCAUX

UN SOUTIEN AUX PROJETS LOCAUX D'INSERTION PAR L'HABITAT

La Caisse des dépôts a signé la charte "Ouvrir la ville" en avril 1991 avec l'Union nationale des organismes HLM et de grandes fédérations d'associations (3). Elle est le cadre de financements de projets qui visent une meilleure insertion des personnes en difficulté, en mobilisant différentes formes d'hébergement et de financement.

Cette action trouve son prolongement dans les cinq protocoles signés en 1993 par la Caisse des dépôts avec les principaux opérateurs oeuvrant dans le domaine de l'insertion par l'habitat, dont la Fondation Abbé Pierre. Les projets mis en oeuvre dans ce cadre reposent sur l'élaboration de diagnostics locaux, la mise en oeuvre de nouveaux outils (agence immobilière à vocation sociale, bail à réhabilitation), la mobilisation de logements vacants ou dégradés au sein du parc privé et public, la création de résidences sociales, l'adaptation de la gestion locative et la création de dispositifs d'insertion appropriés.

DE NOUVELLES STRUCTURES DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Un programme a été lancé en 1993 pour développer de nouvelles structures de maîtrise d'ouvrage collective pour le logement des défavorisés. Il s'agit d'encourager le regroupement, au sein d'une même structure juridique, d'opérateurs du logement social (organismes HLM, collecteurs du 1%) et d'opérateurs associatifs (PACT, centres d'hébergement, associations caritatives comme Emmaüs). La Caisse des dépôts a réservé à cet effet une enveloppe de 50 millions de francs pour doter en fonds de roulement ces créations de sociétés.

PLAN D'URGENCE POUR LES SANS ABRI

La CDC a consacré 5 MF de fonds propres en 1993 à l'extension de la capacité d'accueil des centres et foyers d'hébergement et au soutien d'initiatives exemplaires des collectivités locales comme la mise en place du Samu-Social de la ville de Paris (voir article).

"Le Samu social, créé il y a un an à l'initiative du docteur Emmanuelli et qui a déjà secouru plus de dix mille personnes, acquiert son autonomie en se transformant en groupement d'intérêt public. Ses moyens seront de 13,2 millions de francs, dont la moitié apportée par la ville (de Paris), le reste par une demi douzaine d'autres organismes publics et privés. A partir du 15 novembre, son PC sera installé à l'hospice Saint-Michel. Il disposera de plus de quatre cent cinquante lits pour héberger des personnes qu'il ramassera chaque nuit. (...) Le financement de Samu sociaux dans trente villes de France vient d'être décidé."

Insertion économique et emploi

Le problème de l'emploi a pris une place centrale dans les débats nationaux. Depuis 1989, le Programme développement solidarité soutient les partenaires institutionnels et associatifs qui développent des dispositifs en faveur de l'insertion par l'économique (entreprises d'insertion, régies de quartier, associations intermédiaires...) et mobilise les entreprises classiques sur les quartiers défavorisés.

UN APPUI AUX PARTENAIRES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ÉCONOMIQUE

Depuis plusieurs années, la Caisse des dépôts favorise l'implantation d'activités économiques dans les quartiers en soutenant, par exemple, le programme "Chargés de mission insertion par l'économique" des organismes HLM.

Elle est également partenaire de la Fédération des centres sociaux dans son programme de développement de services de proximité, qui a permis entre 1992 et 1993 la création de 1.000 emplois à travers une quarantaine de projets. Ce programme connaît un nouvel essor avec AIR-SDP (1), association qui regroupe quatre partenaires pour la création de 300 autres services de proximité. En appuyant la CIRIE (2), la Caisse des dépôts favorise aussi l'émergence de projets communs aux différents réseaux dans le domaine de l'insertion par l'économique.

DES PARTENAIRES ET DES OUTILS FINANCIERS AU SERVICE DE L'INSERTION ET DE LA REQUALIFICATION

La Caisse des dépôts soutient des partenaires et développe des outils financiers propres à aider l'implantation d'entreprises d'insertion ou de PME dans les territoires en crise :

La Fondation France active (FFA), dont la Caisse des dépôts a permis la création en 1988 avec la Fondation de France et un certain nombre de partenaires associatifs ou de banques, développe des fonds régionaux ou locaux de garantie. Près d'une dizaine ont pu être montés avec son appui et cinquante entreprises d'insertion ont bénéficié à ce jour d'un apport en fonds propres de la Société d'Investissement France Active (SIFA), filiale de FFA.

Le fonds commun de placement éthique "insertion-emploi" a été créé en 1994, avec la CFDT, la CFTC, le Centre national des Caisses d'Épargne et la Caisse des dépôts. Ce fonds commun de placement est proposé aux institutionnels : comités d'entreprises, grandes associations, secteur sanitaire et social, mutuelles, compagnies d'assurance... Il est géré par la Caisse des dépôts : 90% de ces fonds seront placés dans des entreprises françaises cotées en Bourse pratiquant une politique d'emploi dynamique, 10% seront investis par l'intermédiaire de FFA et SIFA dans les entreprises et associations qui créent des emplois pour les personnes en situation d'exclusion.

Le fonds d'intervention de l'association Solidarité Économie (Solidec) a été créé sur les fonds propres de la CDC. Il agit comme une société de capital risque au profit des petites entreprises en développement, implantées dans les quartiers sensibles. Il a permis d'engager une série d'opérations, notamment dans le Nord (voir article ci-dessous).

"Depuis 1993, le Nord-Pas de Calais est une des trois régions choisies pour tester l'intervention du fonds Solidec créé par la Caisse des dépôts pour favoriser le développement d'entreprises dans les quartiers défavorisés. Avec des premiers résultats à Lille et Roubaix. (...) Intersignes, agence de communication spécialisée dans la conception et la réalisation de journaux d'entreprise, est située dans le quartier Moulins à Lille. (...) "Solidec est apparu comme le seul partenaire pouvant s'engager dans notre capital", explique le directeur d'Intersignes. "Ainsi mise en confiance, ma banque m'a accordé un prêt garanti pour moitié par le fonds du Conseil Régional. Notre activité peut se développer dans cet ancien quartier ouvrier en pleine évolution... Dans cinq ans, nous restituerons l'argent engagé par Solidec". Implantée à Roubaix, une entreprise de découpe de tissu assistée par ordinateur a, elle aussi, bénéficié de l'apport en fonds propres de Solidec. "En plus des 6 postes créés dans ma société, j'alimente environ 300 autres emplois en sous-traitance et participe à la transformation d'une cité-dortoir en vrai quartier de ville", affirme son directeur, Henri-Rémi Décalonne."

Actes N°13 - Juin 1994

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET EMPLOI

La Caisse des dépôts participe enfin à l'émergence d'outils locaux adaptés à la lutte contre l'exclusion et pour l'emploi. C'est le sens de son engagement auprès des plans locaux pour l'insertion par l'économique (PLIE).

(1) Association inter-réseaux pour le développement de services de proximité qui regroupe la Fédération nationale des centres sociaux, la FNARS (Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale), l'UFJT (Union des foyers de jeunes travailleurs) et Union nationale des organismes HLM.

(2) Coordination Inter-Réseaux pour l'insertion par l'économique, qui regroupe le CNEI (Comité national des entreprises d'insertion), le CNLRQ (Comité national de liaison des régies de quartier), le COORACE (Comité de coordination des associations d'aide aux chômeurs par l'emploi) et la FNARS.

(3) Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (FNARS), Fédération des associations pour la promotion et l'insertion par le logement (FAPIL), Union des foyers de jeunes travailleurs (UFJT) et Fédération nationale des PACT-ARIM.

Contact : Dominique PICARD
Chargée de la communication du PDS

110, rue de l'Université - 75007 Paris
Tél : 40.49.91.91 - Fax : 40.49.91.97



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Association Solidec

Pour l'activité économique dans les quartiers sensibles

*L'association Solidec,
créée en septembre 1992
par la Caisse des dépôts,
a pour objectif le maintien
ou l'implantation
d'activités dans les
quartiers en difficulté.*

Les critères de sélection : ses concours financiers visent les PME et les sociétés de services qui s'implantent dans des quartiers en difficulté, ainsi que le commerce et les centres commerciaux de proximité.

La cible est principalement les petites entreprises en développement.

Un outil financier : Solidec intervient essentiellement en proposant des prêts. Elle met au point, en coopération avec les banques, les chambres de commerce et les chambres des métiers concernées, des formules adaptées de garanties bancaires ou de prêts à moyen terme et à taux privilégiés (prêts sur 5 à 7 ans, pour un montant de 100 000 à 300 000 F).

Elle peut également effectuer des apports en capital et compte courant d'associés.

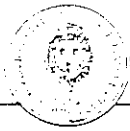
Solidec est enfin utilisée pour porter les participations de la Caisse des dépôts au sein des instruments financiers de l'insertion par l'économique, principalement la Fondation France active et la Société d'investissement France active (SIFA).

Le partenariat : la vocation de Solidec n'est pas d'intervenir seule. L'une des conditions de ses interventions financières est la participation conjointe d'autres organismes financiers.

Elle mobilise également différents acteurs régionaux (chambres consulaires, propriétaires fonciers et immobiliers, structures de soutien au développement économique) qui contribuent à l'expertise et au repérage des dossiers.

Conçue comme une structure légère, elle s'appuie enfin sur les directions régionales de la Caisse des dépôts afin d'assurer la cohérence des interventions du Groupe, ainsi que sur quelques chargés de mission qui détectent les dossiers répondant aux critères.

Dans un premier temps, Solidec se mobilise plus particulièrement sur 3 régions d'expérimentation : Ile-de-France, Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais.



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Fondation France Active

Une Fondation pour l'insertion par l'économique

*La Fondation France
active a été créée en 1988
par la Caisse des dépôts
avec la Fondation de
France et un certain
nombre de partenaires
associatifs ou de banques.
Son objectif : aider au
développement
des entreprises d'insertion
par l'économique.*

Le coup de pouce nécessaire : les organismes financiers sont réservés face à des projets présentant peu de garantie émanant de structures d'insertion de personnes en difficultés, de chômeurs créant leur propre entreprise, et, d'une façon générale, devant des populations à faible revenu et parfois surendettées.

C'est pourquoi la Fondation France active leur propose une maîtrise des risques par des garanties appropriées et un accompagnement rapproché (identification, expertise de dossiers, instruction rigoureuse et suivi attentif pendant la durée du prêt), les organismes financiers gardant bien entendu la responsabilité de l'engagement. La FFA développe des fonds locaux de garantie, la Société d'Investissement France active (SIFA) participe au capital des entreprises.

La Fondation France active participe au développement des entreprises d'insertion, des PME solidaires et des micro-entreprises créées par des chômeurs selon 4 axes d'intervention :

- les fonds territoriaux : FFA mobilise les collectivités locales, les organismes consulaires et les institutions financières pour créer des fonds territoriaux. Ces fonds reprennent et élargissent l'activité de SIFA et de FFA en fonds propres et garanties ;
- l'ingénierie financière : expertise et orientation des projets, observation, et évaluation par l'intermédiaire des fonds territoriaux ;
- l'intervention financière : cautions aux prêts bancaires et investissement en capitaux (par l'intermédiaire de la SIFA) ;
- les outils financiers : au fonds commun de placement de partage (FCP Epargne Solidaire) s'ajoute désormais le fonds commun de placement éthique, FCP Insertion Emploi, qui s'engage à investir dans le développement des entreprises d'insertion (cf fiche PDS).

Une Fondation sur le terrain : la Fondation France active s'appuie sur des relais locaux. Ils sont chargés, sur place, de rassembler et de coordonner les acteurs de l'insertion par l'économique (structures d'insertion, entreprises classiques ayant un projet d'insertion, chômeurs créateurs de micro-activités...).

Les relais locaux identifient, évaluent et accompagnent les projets par une ingénierie financière et une aide à la gestion. Ils apportent également une aide financière à ces projets (crédits relais, fonds propres, accès au crédit bancaire).

Un bilan au plan national : en six années d'existence, la Fondation France active a expertisé 1500 projets et garanti 350 entreprises. 30 MF de prêts ont été obtenus grâce à ces garanties, ce qui correspond à 3 000 emplois d'insertion, soit 10 000 personnes concernées.



Le Rabot, une entreprise d'insertion soutenue par la SIFA

*Depuis 11 ans,
l'association Le Rabot,
près d'Angoulême, a embauché
près de 300 jeunes en difficulté
et participé à leur réinsertion,
d'une part en les formant
à la fabrication de meubles,
d'autre part en les aidant
à trouver un emploi. L'intervention
de la Société d'Investissement France
active (SIFA) et d'autres partenaires,
par une prise de parts au capital,
a permis à l'association de passer
à la vitesse supérieure en créant
une société anonyme.*

La Fondation France active (FFA), créée en 1988 notamment par la Caisse des dépôts, met en place des outils financiers pour soutenir les entreprises d'insertion ou aider les entreprises classiques à embaucher des personnes en difficulté. Elle intervient, directement ou par l'intermédiaire de fonds de garantie, pour cautionner des projets auprès des banques et participe au montage de fonds territoriaux. En 1991, FFA et d'autres partenaires financiers ont créé la SIFA pour renforcer les capitaux des entreprises d'insertion ou des PME qui ont un programme d'insertion. La SIFA agit avec d'autres investisseurs en tant qu'associé ou actionnaire. Cette participation devra être rachetée après 5 à 7 ans et les sommes mises en compte courant remboursées augmentées d'un intérêt. Depuis sa création, la SIFA a ainsi investi 9 millions de fonds propres dans une cinquantaine d'entreprises.

L'insertion "Challenge 100%"

Depuis plus de 10 ans l'association Le Rabot n'a cessé de se développer. Cette entreprise artisanale de menuiserie a peu à peu pris une dimension industrielle et s'est spécialisée dans le mobilier pour collectivités (internats et chambres universitaires, restaurants scolaires, maisons de retraite, hôtels...). Récemment, l'entreprise a décroché un marché sur 3 ans avec le Conseil Régional de Bretagne pour équiper les lycées de la région.

La croissance de son chiffre d'affaires, qui

est passé de 1,6 million de francs en 1990 à 5,4 millions de francs en 1993, prouve la réussite de cette entreprise, qui n'a pas pour autant abandonné son rôle social. En effet, parmi les 300 jeunes employés par Le Rabot depuis sa création, près de 70% ont réussi leur insertion. L'entreprise vise le "challenge des 100%". Pour ce faire, elle a renforcé son action, depuis 1992, avec un formateur-éducateur qui a mis en place un dispositif de recherche d'emploi pour chaque jeune quittant l'entreprise, sous la forme d'un parrainage avec 37 entreprises locales. Les jeunes bénéficient aussi d'un accompagnement actif vers l'emploi : rédaction d'un curriculum-vitae, élaboration d'un projet professionnel, etc...

L'année 1994 a marqué un tournant décisif avec la création d'une société anonyme. Ce statut permet de négocier d'importants marchés et d'obtenir le concours des banques ou d'autres partenaires. Parmi les actionnaires de la société, on trouve : l'association Le Rabot (40,6%), la SIFA (40,2%), une société civile de petits porteurs (9,3%) et le Crédit Mutuel (4,2%). Toute l'activité a été regroupée dans une véritable usine à Nersac, près d'Angoulême, dont la construction a été financée conjointement par le Syndicat Mixte du Grand Angoulême et la Caisse des dépôts.

L'entreprise emploie au total 33 personnes : 20 jeunes - ayant eu des difficultés scolaires, familiales ou de délinquance - et 13 permanents dont 5 chargés de l'encadrement. La durée moyenne de présence des jeunes au sein de l'entreprise est de 13 mois.

L'instauration récente de cercles de qualité a permis d'impliquer plus encore les jeunes dans la réussite de l'entreprise et de leur donner un atout supplémentaire pour trouver un emploi.

En 1993, près de la moitié des jeunes ont trouvé une qualification ou un emploi à leur sortie.

Partenaires financiers

- Société d'Investissement France active
- Crédit Mutuel

Le Rabot

CONTACTS

- *Le Rabot S.A. - Alain COUCHOUD*
Z.I. rue Ampère - 16440 Nersac
Tél. : (16) 45.90.96.96
- *FFA/SIFA - Benoit Granger*
201, rue du Temple - 75003 Paris
Tél. : 44.61.88.50
- *Caisse des dépôts -*
Direction régionale Poitou-Charente
Bernard CHEVAT
Capitole V - 14, boulevard Chasseigne
86036 Poitiers cédex
Tél. : (16) 49.60.36.04



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS



CAISSE D'ÉPARGNE

Un placement performant pour l'emploi

Le FCP Insertion-Emplois

Avec le fonds commun de placement Insertion-Emplois, 10 % de votre épargne seront investis dans les entreprises qui créent des emplois pour les exclus.

La Caisse des dépôts et consignations et les Caisses d'épargne vous proposent un fonds commun de placement (FCP) éthique dont l'objectif est d'allier performance financière et développement de l'emploi.

Le FCP Insertion-Emplois placera ses fonds de deux façons :

- Dans les entreprises françaises cotées en Bourse, pratiquant une politique de l'emploi dynamique et courageuse. Les placements, en actions et obligations, seront sélectionnés en fonction de leur rentabilité et de leur sécurité.
- Jusqu'à 10 % du FCP, dans les entreprises et associations qui créent des emplois pour les personnes en grande difficulté.

Un comité de gestion, réunissant syndicats, représentants du secteur associatif et personnes qualifiées, veillera à l'orientation donnée aux investissements de ce fonds. Il s'appuiera sur la Fondation France active pour le choix des investissements dans les entreprises d'insertion, à travers la Société d'investissement France active (SIFA).

Qui sont les souscripteurs visés ? Comment souscrire ?

Ce fonds commun de placement s'adresse à tous les publics soucieux de lutter contre l'exclusion :

- les gestionnaires d'épargne salariale
- les comités d'entreprise
- les grandes associations
- les investisseurs institutionnels.

- Adressez-vous aux guichets de la Caisse d'épargne ou de la Caisse des dépôts.
- Vous pouvez également souscrire au guichet d'un établissement bancaire, en indiquant : « Insertion-Emplois », code Sicovam 40727.

Le FCP Insertion-Emplois aura d'autant plus d'impact qu'il collectera des fonds importants pour une durée supérieure à deux ans.

Dans tous les cas, informez la Fondation France active de votre souscription au FCP Insertion-Emplois, car elle souhaite connaître les souscripteurs qui soutiennent son action.

NOM, PRÉNOM, QUALITÉ :

REPRESENTANT MANDATÉ DE (RAISON SOCIALE) :

ADRESSE COMPLÈTE :

Le 19 Signature :

- FONDATEURS**
 FONDATION DE FRANCE
 CAISSE DES DÉPÔTS
 ANCE
 CCFD
 CIMADE
 CRÉDIT COOPÉRATIF
 FONDOS SOCIAL JUIF UNIFIÉ
 FONDATION MACF
- Adhérents**
 CENCEP
 COMPTOIR DES
 ENTREPRENEURS
 BNP
 CRÉDIT FONCIER
 CRÉDIT LYONNAIS
 BICP
 CRÉDIT MUTUEL
 CRÉDIT NATIONAL
 BIMP
 GROUPE DES BANQUES
 POPULAIRES
 IDES ESTIN
 MUTUELLES DU MANS
 SOLIDEC
- Associés**
 ADIE
 AFSEA
 CLBG
 CNEI
 CNLRQ
 COORACE
 ENTRAIDE PROTESTANTE
 ENTREPRENDRE EN FRANCE
 FÉDÉRATION DES CENTRES
 SOCIAUX ET SOCIO-CULTURELS
 DE FRANCE
 FÉDÉRATION LÉO LAGRANGE
 FNARS
 FONDATION POUR LE PROGRÈS
 DE L'HOMME
 NEF
 LES ORPHELINS APPRENTIS
 D'AUTEUIL
 PIVOD
 SECOURS CATHOLIQUE
 SECOURS POPULAIRE
 FRANÇAIS
 SOCIÉTÉ DE SAINT VINCENT
 DE PAUL
 SOLIDARITÉ EMPLOI
 UFIT
 UNIFOHLM
 UNIOFSS

Fondation sous l'égide de la Fondation de France

201, rue du Temple
75003 Paris

NOTICE D'INFORMATION

Insertion-Emplois

FORME JURIDIQUE : FCP.

SOCIÉTÉ DE GESTION : SA de la Caisse des dépôts et consignations pour la gestion des FCP.

GESTIONNAIRE FINANCIER : CDC-Gestion.

DÉPOSITAIRE : Caisse des dépôts et consignations.

COMMISSAIRE AUX COMPTES : Compagnie française d'audit - 15, rue Caumartin - 75009 Paris.

Caractéristiques financières

Classification : diversifié.

Orientation des placements : les actifs du FCP seront investis en obligations et titres de créances négociables en francs français et en actions françaises (valeurs en règlement mensuel et au comptant). Le FCP pourra détenir plus de 5 % de parts ou d'actions d'OPCVM français ou coordonnés. Le FCP sera investi en priorité dans les titres des sociétés qui favorisent l'emploi et l'insertion sociale. Par ailleurs, il est précisé que, dans la limite de 10 % du fonds, des investissements sont réalisés dans des titres non cotés liés à des entreprises de réinsertion professionnelle ou à des organismes contribuant à la réinsertion professionnelle.

Le FCP interviendra sur le Matif et le Monep. Le FCP pourra réaliser des opérations de swap, caps et floors.

Durée minimale de placement recommandée : supérieure à deux ans.

Souscripteurs concernés : personnes morales et personnes physiques soucieuses de favoriser l'emploi et la réinsertion professionnelle.

Affectation des résultats : la société de gestion distribuera la totalité des revenus.

Modalités de fonctionnement

Date de clôture de l'exercice : dernier jour de Bourse du mois de mars.

Valeur liquidative d'origine : 1000 F.

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : tous les vendredis ou le dernier jour ouvrable précédent, dans la mesure où le fonds n'a jamais atteint 500 MF, et quotidienne s'il a franchi ce seuil.

Conditions de souscription et de rachat : les demandes sont reçues auprès de la Caisse des dépôts et consignations - 56, rue de Lille, 75007 Paris - et les Caisses d'épargne. Les souscriptions et les rachats sont centralisés chaque jour à 12 h 30 et effectués sur la base de la prochaine valeur liquidative.

Commission de souscription maximale : 0,50 %, dont part acquise au FCP : 0,50 %

Commission de rachat : 0,50 %, dont part acquise au FCP : 0,50 %

Frais de gestion : montant maximal 1 % HT de l'actif net ; ces frais seront directement imputés au compte de résultat du fonds.

Libellé de la devise de comptabilité : francs français.

Siège social : SA de la Caisse des dépôts et consignations pour la gestion des FCP - 56, rue de Lille, 75007 Paris.

Dépositaire : Caisse des dépôts et consignations 56, rue de Lille, 75007 Paris.

Etablissement désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats :

Caisse des dépôts et consignations - Caisses d'épargne.

Lieu de publication de la valeur liquidative : SA de la Caisse des dépôts et consignations pour la gestion des FCP. Bureaux : 7, place des Cinq-Martyrs-du-Lycée- Buffon, 75015 Paris.

FONDATION
**France
active**

La notice d'information
compréhensible de l'origine
et le développement
périodique sont
disponibles auprès de
CDC-Gestion Bourse
7, place des Cinq-Martyrs-
du-Lycée- Buffon
75015 Paris.
Date d'impression de la
notice d'information
3 mars 1994

La présente notice doit
obligatoirement être
mise à la disposition de
tous les investisseurs
avant souscription

A renvoyer à la Fondation France active - 201, rue du Temple
75003 Paris

fondation pour le progrès de l'homme

Paris, le 10 janvier 1995

L'appui de la Fondation pour le Progrès de l'Homme aux quatre rencontres continentales autour du Sommet Social de Copenhague

En Février 1995 vont avoir lieu presque simultanément quatre rencontres continentales : en Afrique, en Amérique, en Asie et en Europe. Elles sont toutes bâties sur un même modèle : rencontre de deux jours réunissant un petit nombre de participants (entre 20 et 40) originaires de différents pays de chaque continent. Leur objet est le même : les stratégies à inventer pour lutter contre l'exclusion sociale et l'élaboration d'idées et de propositions en vue du Sommet Social de Copenhague.

Au plan financier, ces quatre rencontres sont très largement soutenues par la Fondation pour le Progrès de l'Homme. Qui est-elle ? d'où tient-elle ses fonds ? pourquoi le fait-elle et qu'en attend t-elle ?

Qui est la Fondation ? Le premier document joint, le programme 1992-1995 de la Fondation y répond. La Fondation est de droit suisse. Elle gère le patrimoine légué par une personne, Charles Léopol Meyer, décédé en 1971. Utilisant exclusivement les revenus de ce patrimoine, elle est totalement indépendante des Etats, des églises, des entreprises ou des partis politiques. Son action, à partir de 1982, est partie du constat que jamais les hommes n'avaient été aussi riches en biens et en connaissances scientifiques et que jamais peut-être les défis non résolus de l'humanité ne s'étaient autant accumulés. D'où le souci majeur d'oeuvrer à ce que les connaissances accumulées servent bien au progrès de tous les hommes. De 1982 à 1989, l'action de la Fondation a principalement consisté à soutenir l'action et la réflexion de partenaires les plus divers aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays du Nord, le point commun de toutes ces actions étant la volonté de ces partenaires de se mettre au service des hommes et d'établir un lien entre la réflexion et l'action. A partir de 1990, frappée du cloisonnement de toutes ces initiatives qui naissent des ONG, des personnes, des collectivités locales, des laboratoires de recherche, voire des Etats; frappée de la difficulté générale à relier les micro initiatives à des stratégies plus générales, la Fondation a profondément évolué dans ses méthodes d'action et de soutien de ses partenaires. C'est ce qu'expose le document joint. Elle a retenu sept thèmes prioritaires, qui lui paraissent constituer sept défis auxquels est confrontée l'humanité dans toute sa diversité, à travers les différents continents, défis pour lesquels il lui semble que l'effort d'élaboration de connaissances et d'une stratégie doivent être à l'échelle de leur ampleur et de leur difficulté. La Fondation s'est alors attachée à appuyer des initiatives reliant les micro initiatives entre elles, confrontant les expériences et



38, rue Saint Sabin
F 75011 Paris
téléphone
1/43 57 44 22
télécopie
1/43 57 06 63
messagerie Geonet
GEO2.FPH

siège social
et bureau en Suisse
chemin de Longeraie 9
CH 1006 Lausanne
téléphone
21/23 24 31
télécopie
21/23 57 00

SIRET 330229840/00021
APE 9723

les connaissances, contribuant au décloisonnement et à la construction progressive d'une stratégie d'ensemble. Ces sept défis, tels qu'ils sont énoncés dans le document ci-joint, sont les suivants :

- * bâtir les grands équilibres -écologiques, économiques, sociales, politiques- qui conditionnent la survie de l'homme sur la terre ;
- * vivre en paix dans un monde de diversité ;
- * aider les agricultures paysannes à gérer leur modernisation sans se laisser détruire ;
- * renouveler les relations entre Etat et société ;
- * construire la paix ;
- * donner aux sociétés les capacités de maîtrise des effets des développements scientifiques et techniques ;
- * lutter contre l'exclusion.

A l'appui de la construction de stratégies collectives sur ces vastes défis, la Fondation a progressivement développé des outils et méthodes permettant de faire circuler les connaissances les plus utiles à l'action, qui sont plus souvent issues de l'action elle-même que de la production des laboratoires, construire des réseaux d'échange d'expériences qui permettent à chacun, à la base, de mobiliser et d'utiliser en fonction de ses besoins le fruit de l'expérience des autres et concevoir des rencontres qui soient de véritables dialogues interculturels de confrontations d'expériences à l'issue desquelles puissent se dégager des perspectives et des enseignements communs.

Les quatre rencontres continentales de Février 1995 sont directement liées à deux des thèmes prioritaires de la Fondation : bâtir des grands équilibres et la lutte contre l'exclusion.

Au cours des dernières années, la question des grands équilibres s'est trouvée profondément transformée. De 1986 à 1993, la Fondation a appuyé de façon continue le travail d'un petit groupe d'intellectuels francophones appelé le Groupe de Vézelay. Il est parti de l'idée qu'il existait peu d'espaces totalement indépendants de réflexion sur les grandes questions de l'humanité, à un moment de l'histoire où cette réflexion indépendante était singulièrement nécessaire. Très vite, la réflexion sur les risques écologiques globaux a mis en évidence le fait que ni les idéologies en vigueur, ni les institutions en place ne préparaient nos sociétés à faire face avec efficacité aux déséquilibres, notamment écologiques mais pas seulement, qui les menaçaient. Le Groupe est arrivé à la conclusion qu'il fallait contribuer à la concertation, à l'échelle locale, nationale, continentale et mondiale entre toutes les forces spirituelles, sociales, économiques, politiques, pour parvenir à tracer les voies de notre avenir. C'est la raison pour laquelle, dès 1988, le Groupe de Vézelay a lancé l'idée "d'Etats Généraux de la Planète". Par cette expression, compréhensible surtout dans la culture francophone car elle fait référence aux Etats Généraux français de 1788 qui ont débouché sur la Révolution

de 1789, le Groupe de Vézelay voulait donner l'image d'un processus de travail partant du local et allant progressivement vers le global et permettant de proche en proche la confrontation de points de vue et de propositions débouchant sur une transformation profonde de la gestion de la planète.

Au moment où a commencé à se préparer le Sommet de la Terre de 1992, nous avons pu espérer que ce sommet correspondrait précisément à cette idée d'Etats Généraux. Nous avons dû constater que tel n'était pas le cas. En fait, malgré tout le rôle positif joué par le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro dans la prise de conscience des risques qui pesaient sur l'humanité, il est apparu qu'il s'agissait d'une réunion entre chefs d'Etat ou, plus exactement, d'une superposition de discours de chefs d'Etat, dominée par les pays du Nord et par des préoccupations énoncées par des scientifiques et des activistes écologiques du Nord, à côté de laquelle un vaste forum réunissant d'un côté des scientifiques et de l'autre des organisations non gouvernementales qui malgré tout leur talent ne représentaient qu'eux mêmes et n'adoptaient pas une démarche leur permettant de bâtir une véritable stratégie commune. C'est ce qui nous a incité à poursuivre notre travail, à creuser notre sillon, à garder la perspective d'Etats Généraux de la Planète. J'ai d'ailleurs écrit un article, que vous trouverez également ci-joint (*Du Sommet des chefs d'Etat aux Etats Généraux de la planète*), publié par le journal des organisations non gouvernementales pendant la conférence de Rio et exposant les raisons pour lesquelles le Groupe de Vézelay et la Fondation n'avaient pas souhaité être présents au Sommet de la Terre. C'est dire que la participation en soi à un événement mondial organisé par l'ONU, quelque soit la notoriété de ceux qui y participent ou quelque soit son retentissement médiatique, n'est pas en soi quelque chose qui motive la Fondation.

En 1990, la Fondation et le Groupe de Vézelay ont décidé d'organiser en 1993 ce que nous avons appelé la "convention préparatoire aux Etats Généraux de la Planète". Certains des invités aux rencontres continentales de Février 1995 ont vécu personnellement cette étape. Il s'agissait, au titre de premier brouillon, de ce que pourrait être un jour les Etats Généraux de la Planète, de permettre à une soixantaine de personnes de milieux très divers et issues des différents continents de confronter leurs points de vue et de voir si, enrichis mutuellement de leur diversité culturelle, ils parvenaient à dégager des analyses et des perspectives d'action communes. Cette rencontre mondiale, tenue en France en Septembre 1993, fut précédée de Juin 1992 à Juin 1993 par sept rencontres continentales (pays Arabes, Afrique Sub saharienne, Amérique du Sud, Amérique du Nord, Asie du Sud, Chine et Europe) au cours desquelles furent dégagées les priorités, les préoccupations et les perspectives propres aux différentes régions du monde. Le couronnement de la convention préparatoire aux Etats Généraux a été l'élaboration et l'approbation de la *plate-forme pour un monde responsable et solidaire*. Cette plate-forme est le troisième document joint au présent envoi.

Cette plate-forme est le fruit d'années de travail et de dialogues. Un premier brouillon avait été élaboré par le Groupe de Vézelay à l'été 1993 à l'issue des sept rencontres continentales mais, au cours et à la suite de la convention préparatoire aux Etats Généraux, de très nombreux amendements furent apportés et discutés et le texte final a été achevé en Décembre 1993.

Vous y constaterez un changement notable par rapport à l'intitulé même du thème prioritaire dont nous étions partis, les équilibres écologiques globaux. En effet, au cours des années et des discussions avec des gens des différents continents, nous avons pris conscience de l'impossibilité d'isoler les déséquilibres écologiques d'autres déséquilibres auxquels était confrontée l'humanité. Impossible de les séparer car on ne voit pas comment un discours sur la protection de l'environnement émanant des sociétés riches qui ont le plus contribué à la destruction de la nature, à l'usage des pays pauvres, pourrait être compris par ces derniers autrement que comme une tentative des pays développés d'empêcher de partager les ressources du monde. Mais plus encore, nous avons progressivement découvert que ces différentes crises trouvaient leurs sources communes dans les fondements mêmes de la modernité telle qu'elle née en Occident à partir de la Renaissance. C'est pourquoi, nous partons dans la plate-forme pour un monde responsable et solidaire du constat de trois crises intimement liées entre elles : la crise des échanges et des relations des hommes entre eux, des sociétés entre elles, des hommes avec la nature. Et nous constatons aussi, face à ces crises, un très grand sentiment d'impuissance des uns et des autres, des personnes les plus pauvres aux Etats les plus puissants, à y faire face tant les transformations à accomplir pour y parvenir sont nécessairement profondes, touchant à des fondements culturels de nos sociétés, depuis les localités jusqu'à l'échelle planétaire. Dès lors, il ne s'agissait plus d'envisager une rencontre mondiale d'un nouveau type sur les risques écologiques majeurs, mais d'imaginer les démarches par lesquelles progressivement les hommes et les femmes de la planète pouvaient se doter d'un pouvoir collectif à l'échelle des défis qui les assaillaient. La plate-forme pour un monde responsable et solidaire nous paraît, par la manière même dont elle a été élaborée, un point de départ possible pour une telle stratégie. C'est pourquoi, à partir du début de 1994, la Fondation a décidé de soutenir une seconde étape en direction des Etats Généraux de la Planète, avec la constitution d'une *alliance pour un monde responsable et solidaire*. Cette alliance n'est ni un parti, ni a fortiori une église ou une secte, ni même une organisation non gouvernementale avec un statut juridique et des structures. C'est avant tout des signataires et des personnes motivées par la plate-forme décidés à oeuvrer ensemble pour mettre en oeuvre les orientations et pour préparer au cours des quatre ans qui viennent un événement collectif, que nous appelons encore provisoirement "Etats Généraux de la Planète" mais que d'autres appellent "Assemblée des peuples ou Assemblée des citoyens du monde", qui aurait lieu à l'aube du XXI siècle et qui permettrait, au delà des grandes lignes de la plate-forme, de confronter des propositions issues des différents milieux et des

différentes régions du monde pour entrer dans le 21ème siècle.

Au cours de l'année 1994, même si dans certains pays, la plate-forme a commencé à avoir un retentissement médiatique en étant intégralement publiée par de grands journaux, notre premier objectif a été de vérifier que des personnalités très diverses et de pays très différents les uns des autres se reconnaissaient dans ce texte commun. Sans parler bien entendu de "représentativité", nous en sommes fort loin, nous avons porté notre effort non sur le nombre de signataires mais sur la constitution d'une première liste de signataires reflétant cette diversité. Certains d'entre vous, notamment francophones, qui avaient été en contact avec la Fondation au cours des dernières années et qui êtes invités à l'une des rencontres continentales de Février 1995, peuvent à cet égard s'étonner, compte tenu de la teneur des échanges avec la Fondation, de n'avoir pas été sollicités à faire partie de cette première liste de signataires. Qu'ils veuillent bien nous en excuser. Comme vous le montrera la liste de premiers signataires ci-jointe, comportant des signataires de plus de quatre vingt pays, l'objectif pour nous a beaucoup plus été de prendre contact avec des personnalités dans des pays avec lesquels la Fondation travaillait peu que de solliciter nos partenaires les plus proches à être signataires.

Cette première phase, par le taux des réponses à notre invitation à signer, par la qualité et la diversité des signataires, par les réactions spontanées qui nous sont parvenues à l'issue de la publication de la plate-forme nous a paru concluante : effectivement des gens très divers, aussi divers qu'un dirigeant de pêcheurs sénégalais, d'un côté, et que le principal organisateur du Sommet de la Terre à Rio, de l'autre, se reconnaissent dans un texte commun. Concluant aussi par l'intérêt des réponses reçues, par la volonté de bon nombre des signataires de s'engager effectivement dans une stratégie de longue haleine.

Nous sommes alors entrés dans une seconde phase, de construction proprement dite de l'Alliance et du travail collectif. C'est alors un énorme défi méthodologique qu'il faut affronter : comment contribuer à bâtir un mouvement social avec un processus de travail coordonné dans la durée et tout en refusant d'être une organisation structurée ? Aller du local au global, permettre aux différents points de vue de s'exprimer, mener en parallèle des travaux d'approfondissement sur des questions très diverses mais contribuant ensemble à transformer la gestion de la planète, donner visibilité et transparence à l'ensemble de la démarche pour qu'elle soit vécue comme véritablement mondiale et qu'elle permette à chacun progressivement de dépasser son propre sentiment d'impuissance, donner chair à une multitude d'initiatives se traduisant par des réseaux d'hommes et de femmes se connaissant et ayant mutuellement confiance les uns dans les autres malgré leur extrême diversité, voilà quelques-uns des défis méthodologiques.

C'est dans cette perspective que le Sommet mondial social de Copenhague nous a paru une opportunité à saisir. Il se trouvait en effet pour la Fondation, à la croisée de cette Alliance pour un monde responsable et solidaire qui commence à s'esquisser et du travail collectif mené dans le cadre du thème prioritaire "lutte contre l'exclusion". Un mot sur notre approche de ce second thème. Au cours des années 1980, la Fondation, comme bon nombre de bailleurs de fonds, s'était préoccupée d'appuyer, dans le cadre de projets de développement, des initiatives venant de populations pauvres, soit dans les pays du Sud, soit même dans les pays du Nord. Très vite, comme bon nombre d'autres organisations, la Fondation avait constaté les effets limités et parfois négatifs d'appuis sous forme de pures subventions et avait mis l'accent sur l'appui à des initiatives économiques. C'est ainsi constitué un réseau de partenaires engagés dans le soutien à des initiatives économiques en provenance de populations exclues, économique devant être entendu au sens large, car on constate que ces initiatives ne sauraient se réduire à des créations d'entreprise ou même à des productions de revenus.

La Fondation a ainsi aidé, au cours des dernières années, soit au développement de systèmes de crédit permettant les initiatives, soit à l'échange d'expériences entre tout ceux qui, investis dans l'appui à de petits projets, prenaient progressivement conscience de la nécessité de capitaliser cette expérience pour agir à une toute autre échelle sur les politiques générales de lutte contre l'exclusion.

Ce processus, auquel ont été activement associées d'autres personnes invitées aux réunions continentales de Février 1995, a débouché sur l'élaboration progressive de propositions.

Avec les partenaires, qu'à une occasion ou une autre, nous avons appris à connaître et à respecter dans les différents continents, il nous a semblé que le Sommet mondial de Copenhague était une occasion à saisir pour confronter et faire connaître analyses et propositions. Qu'attend réellement la Fondation du Sommet de Copenhague ? En ce qui me concerne personnellement, je n'ai guère changé de point de vue par rapport au Sommet de la Terre de Rio. Les Etats-Nations, qui continuent à jouer un rôle irremplaçable dans le monde d'aujourd'hui et de demain pour mettre en place les régulations politiques et économiques nécessaires à la gestion de notre planète sont souvent dépassés par l'ampleur et la nature des problèmes auxquels ils sont confrontés et l'on ne peut guère attendre du système de l'ONU, du lieu de négociation entre les appareils étatiques qu'ils constituent, de la confrontation des points de vue officiels des Etats à Copenhague.

Mais, autant à Rio en 1992, la participation du Groupe de Vézelay ou de la Fondation ne présentait aucun intérêt, autant, dans une phase de démarrage de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, le Sommet social de Copenhague qui est consacré à l'une des crises majeures de l'humanité, la crise des

relations et des échanges entre les hommes, nous paraît une occasion, occasion parmi d'autres mais néanmoins occasion importante, de donner un peu plus de chair à l'Alliance, un peu plus de visibilité aux échanges entre les différents continents, bref d'offrir par une sorte "d'effet de calendrier" l'occasion de susciter une réflexion simultanée sur les mêmes thèmes entre les différents continents.

En un mot, la motivation de la Fondation, en soutenant ces rencontres continentales simultanées, en exprimant l'espoir qu'à partir de ces rencontres, une sorte de délégation commune émerge pour porter à Copenhague les conclusions de ces rencontres, n'est pas de "se montrer" dans un événement médiatique, n'est pas de prétendre faire entendre une voix de plus dans un concert non gouvernemental mais simplement de faire un pas en avant dans la construction d'une Alliance pour un monde responsable et solidaire.

Ces rencontres continentales à nos yeux, ne sont pas des rencontres de signataires de la plate-forme. En cela elles sont à l'image de la manière dont nous commençons à imaginer le processus de travail collectif de l'Alliance : une multitude de chantiers de travail collectif, animés par des personnes engagées dans la construction de l'Alliance, signataires de la plate-forme, mais associant librement, en toute indépendance, des personnes qui tout en étant préoccupées par les mêmes questions et capables d'apporter une contribution significative à la réflexion collective, n'entendent pas pour autant être signataires de la plate-forme pour un monde responsable et solidaire.

C'est pourquoi vous trouverez ci-joint une invitation, pour ceux qui ne l'ont pas encore reçue, à être signataires de la plate-forme, l'accord sur celle-ci et la volonté d'être signataire ne conditionnant bien entendu en rien votre propre participation aux rencontres continentales.

L'organisation de chaque rencontre est laissée au bon soin de ceux de nos partenaires qui ont bien voulu s'en charger dans chacun des cas : IBASE pour l'Amérique, le YANJING GROUP pour l'Asie, le SADEP pour l'Afrique et EUROPE 99 pour l'Europe.

Nous espérons que ces rencontres seront l'occasion d'un véritable dialogue, pas seulement sur des constats et des dénonciations mais aussi sur des pistes de propositions et que, signataires ou non de la plate-forme, certains d'entre vous poursuivront leur contact au-delà de la rencontre continentale et au-delà de Copenhague pour contribuer dans les mois et les années à venir, en liaison avec les multiples initiatives prises par ailleurs, à bâtir ensemble des propositions pour le monde de demain.

Pardonnez cette trop longue lettre. Elle a été motivée par le souci que les motivations de la Fondation soient totalement claires et transparentes.

Je souhaite à tous ceux qui pourront participer aux rencontres un échange fructueux. Soyez en tout cas convaincus que la Fondation fera tout ce qui est en son pouvoir pour que le travail mené au cours de ces rencontres et tout le temps que vous aurez passé en déplacement, en écriture et en échange soit aussi utile que possible, aussi intégré que possible dans une stratégie de longue haleine.

Je vous présente mes meilleurs voeux pour l'année 1995 et vous prie de croire, à l'expression de ma haute considération.



Pierre CALAME
Président de la Fondation
pour le Progrès de l'Homme
Membre fondateur de
l'Alliance pour un monde
responsable et solidaire

P.J.

plaquette de la FPH

article *Du Sommet des chefs d'Etat aux Etats Généraux de la planète*

Plate-forme pour un monde responsable et solidaire

Liste de signataires

Lettre d'invitation à participer dans l'Alliance pour un monde responsable et solidaire

.....

Maison Grenelle

La **Maison Grenelle** regroupe une Lettre bimestrielle et cinq associations. Leur point commun : vouloir contribuer au renouvellement de la citoyenneté et constituer, aux côtés des espaces partisans, un pôle de réflexion, d'initiative et de responsabilité collective, bref de "démocratie participative" dans les domaines de la pensée et de l'action.

Transversales Science Culture, dans le cadre de l'Association GRIT (Groupe de réflexion Inter et Transdisciplinaire), regroupe des chercheurs, des décideurs et des citoyens qui se proposent de faire connaître, au-delà des barrières disciplinaires entre les sciences elles-mêmes et de la faille entre science et culture, des amorces de réponse aux questions que pose, la crise généralisée de l'individu, de la société et de l'environnement. Sa principale activité s'exprime par l'édition depuis cinq ans d'une lettre bimestrielle : les champs de la science et de la pensée vivante, les rapports de l'économie et de l'écologie, les demandes de la construction européenne, la mutation dans l'entreprise, la démocratie au quotidien font l'objet des principales rubriques.

Espace informel de rencontres, le **Mouvement de Citoyenneté Active** est un séminaire réunissant une trentaine de personnes qui sont impliquées dans la vie de différents réseaux, associations, revues... Réseaux d'Échanges de Savoir, Fédération Relais, Scoop, Ligue de l'enseignement, CEDAG, Alliance pour un monde responsable et solidaire, Esprit... et bien-sûr les associations de la Maison Grenelle. Constatant le désarroi profond des citoyens face au système politique et institutionnel actuel, le MCA tente de contribuer à l'émergence d'une véritable citoyenneté active. Depuis 1993, MCA organise "les Rendez-vous de la curiosité", moments de découverte et d'échange autour d'une expérience de citoyenneté innovante, ouverts à tous les amis de la Maison Grenelle.

Pour qui faire l'Europe, pour quels objectifs, pour quel type de développement ? Autant de questions auxquelles **Europe 99, projet de civilisation** tente de répondre, au moment où nos sociétés traversent une crise du sens. Cette association est une initiative citoyenne où se rencontrent chercheurs et intellectuels, responsables politiques, sociaux, associatifs et économiques, citoyens actifs. A l'aide de leurs regards croisés, elle mène un travail de prospective politique et tente de contribuer ainsi à l'émergence d'un projet européen. Parmi ses axes de réflexion privilégiés : les questions de l'identité et de la citoyenneté européenne, de la mutation technologique et de ses conséquences économiques, sociales et culturelles, des rapports de l'Union européenne avec l'Est et le Sud dans la perspective du développement mondial...

La **Charte de la Citoyenneté** est née d'un appel lancé, en octobre 1993, par un groupe de personnes engagées dans des mouvements associatifs et de citoyenneté, d'adhérents des partis de gauche et écologistes, et de membres de clubs politiques. Il s'agissait de ne pas dissocier la question de la transformation sociale de celle des pratiques de pouvoir. Dans cet esprit, l'élaboration d'une **Charte de la Citoyenneté** a pour objet de donner au citoyen un réel pouvoir. A cet effet, elle formule un certain nombre de propositions autour de six grands axes : pour une démocratie plus représentative et plus participative ; préparer la citoyenneté mondiale, concrétiser la citoyenneté européenne ; une citoyenneté plus active au niveau national ; une citoyenneté plus active au niveau territorial ; les outils d'une citoyenneté plus active ; les dimensions sociale et économique de la citoyenneté.

Créé en novembre 1986, l'**Observatoire de la Décision Publique** a pour principal objectif de favoriser l'émergence d'une citoyenneté active en liaison avec les institutions et le mouvement syndical et associatif en proposant des instruments d'analyse et d'évaluation des décisions publiques. Il organise chaque année, conjointement avec l'ADELS (association pour la démocratie locale et l'éducation locale et sociale) et AILES (Pour l'autogestion, l'initiative locale et l'économie sociale), les Rencontres de la Démocratie Locale. Tous les deux ans, l'ODP organise avec le Conseil économique et social, la Conférence Nationale de l'Évaluation. Il participe actuellement à l'émergence d'une association internationale de l'évaluation.

Les "**Rencontres de Parthenay**", dont la deuxième édition s'est tenue en mai 1993, se proposent au fil de rendez-vous prévus tous les deux ans de contribuer à l'émergence d'une véritable démocratie participative. Les premières Rencontres avaient choisi d'en définir le concept et de découvrir quelles formes la citoyenneté active était susceptible de prendre à travers trois champs : l'entreprise, la ville et l'Europe. **Parthenay II** s'est consacrée à la question centrale du(des) savoir(s) et de la citoyenneté. Au-delà des thèmes, les "**Rencontres de Parthenay**" s'attachent particulièrement à ce que chaque colloque soit une expérience de démocratie participative en direct pour chacun des participants.